

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

**SOMMAIRE** : Le budget de 1954 — La politique du change et des devises de l'Allemagne fédérale — Bibliographie sur la situation monétaire et financière de la Belgique — Législation économique — Statistiques.

## LE BUDGET DE 1954

De l'Exposé général relatif au projet de Budget des recettes et des dépenses pour l'exercice 1954, il ressort que le budget ordinaire se présente en équilibre sur la base de 79.208,8 millions en recettes, contre 79.142,3 millions en dépenses. Le budget extraordinaire prévoit des crédits de paiement de 17.590 millions, tandis que les recettes sont évaluées à 1.735 millions.

Le budget général pour l'exercice 1954 s'établit donc, en recettes, à 80.943 millions et, en dépenses, à 96.732,3 millions.

Le budget général initial de l'exercice 1953 s'élevait à 98.247 millions, dont 77.746 millions à l'ordinaire et 20.501 millions à l'extraordinaire.

A la suite d'amendements et d'ajustements, le budget général de 1953 comportera 79.952 millions de dépenses ordinaires et 20.488 millions de dépenses extraordinaires, pour atteindre finalement 100.440 millions.

### LE BUDGET ORDINAIRE

#### RESULTAT GENERAL DES BUDGETS ANTERIEURS

Le tableau I résume les résultats définitifs des exercices 1946 et 1947 et les résultats probables des exercices 1948 à 1953 tels qu'ils apparaissent dans les écritures au 31 juillet 1953.

TABLEAU I

Résultats généraux des budgets pour les exercices 1946 à 1953, au 31 juillet 1953  
(en millions de francs)

Exercices	Recettes et dépenses ordinaires			Recettes et dépenses résultant de la guerre			Recettes et dépenses ordinaires et résultant de la guerre		
	Recettes	Dépenses	Boni (+)	Recettes	Dépenses	Mali (—)	Recettes	Dépenses	Boni (+) ou mali (—)
1946.....	42.207	30.412 (1)	+ 11.795	4.291 (2)	14.646 (3)	— 10.355	46.498	45.058	+ 1.440
1947.....	45.921	33.988	+ 11.933	988	17.404	— 16.416	46.909	51.392	— 4.483
1948.....	61.340 (4)	42.229	+ 19.111	1.492	20.225 (5)	— 18.733	62.833	62.455	+ 378
1949.....	63.540	54.598	+ 8.942	3.510 (6)	16.467	— 12.957	67.050	71.065	— 4.015
1950.....	60.547	57.155	+ 3.391	2.874	5.872	— 2.998	63.421	63.027	+ 394
1951.....	75.464	59.871	+ 15.593	1.305	6.964	— 5.659	76.769	66.834	+ 9.935
1952.....	76.704	71.337	+ 5.367	936	4.499	— 3.563	77.640	75.836	+ 1.804
1953.....	79.847 (7)	75.340 (8)	+ 4.507	615 (7)	4.612 (8)	— 3.997	80.462	79.952	+ 510

(1) Non compris 14 millions (loi d'intégration du 29 juin 1948).

(2) Non compris 634 millions (loi d'intégration du 29 juin 1948).

(3) Non compris 22.024 millions (loi d'intégration du 29 juin 1948).

(4) Non compris 38 millions (loi d'intégration du 29 juin 1948).

(5) Non compris 64,6 milliards pour reprise par l'Etat de la créance de la Banque Nationale de Belgique sur la Banque d'émission (loi du 28 juillet 1948).

(6) Y compris 2.700 millions de remboursements par la Caisse autonome des dommages de guerre, des avances versées par l'Etat aux sinistrés.

(7) Evaluations basées sur les recettes au 31 août 1953.

(8) Crédits budgétaires, compte tenu du feuillet unique de crédits supplémentaires.

Les nouvelles évaluations des recettes de l'exercice 1953 sur la base des rentrées réelles au 31 août 1953 sont supérieures de 2.506 millions aux évaluations initiales du budget des Voies et Moyens de l'exercice 1953; la majoration résulte, en ordre essentiel, du fait qu'en matière d'impôts directs les recettes probables dépasseront sans doute les évaluations primitives de 1.848,9 millions. La date de clôture de l'exercice budgétaire 1952 ayant été fixée, pour les opérations de perception, au 31 mars 1953, et pour les opérations de taxation, au 30 juin 1953, les perceptions effectuées entre ces deux dates sur les cotisations de l'exercice 1952 ont dû être comptabilisées au profit de l'exercice 1953. La majoration accusée par la réévaluation des recettes probables de l'exercice 1953 résulte donc d'un transfert en écritures de recettes de l'exercice 1952 à l'exercice 1953.

Les dépenses de l'exercice 1953 comprenant 883 millions de crédits supplémentaires pour les exercices antérieurs, les crédits propres à cet exercice ne s'élèvent qu'à 79.069 millions. C'est ce dernier chiffre qu'il convient de comparer au projet de budget pour l'exercice 1954.

#### LE BUDGET ORDINAIRE POUR 1954

Le tableau II compare les crédits sollicités pour l'exercice 1954 aux crédits initiaux et aux crédits rectifiés de l'exercice 1953.

TABLEAU II

#### Budgets ordinaires et résultant de la guerre des exercices 1953 et 1954

(en millions de francs)

Titre des dépenses	1954	1953	
		Initial	Rectifié
1. Dette publique .....	11.685,4	10.548,9	10.901,7
2. Pensions .....	10.570,7	10.464,8	10.871,2
3. Dotations .....	257,1	254,6	255,1
Total de 1 à 3...	22.513,2	21.268,3	22.028,0
Dépenses d'administration générale (Chap. I) :			
4. Dépenses de personnel ...	17.017,4	16.679,1	16.306,9
5. Dépenses de matériel ....	7.443,8	8.667,8	7.442,8
6. Subventions (Chap. II)...	26.273,6	25.120,1	25.727,7
7. Travaux (Chap. III) .....	1.091,7	1.050,3	2.372,9
8. Autres dépenses (Chap. IV) ..	3.968,6	4.291,7	4.237,9
Total de 4 à 8...	55.795,1	55.809,0	56.088,2
Total de 1 à 8...	78.308,3	77.077,3	78.116,2
Non-valeurs et remboursements .....	834,0	779,1	952,7
Total général...	79.142,3	77.856,4	79.068,9

L'augmentation nette de 73,4 millions des prévisions par rapport au budget rectifié de 1953 résulte de multiples mouvements, dont les plus importants sont repris ici :

1° Augmentations importantes par rapport au budget de 1953 rectifié (différence en plus, en millions de francs) :

Dette publique .....	784
Traitements des agents de l'Etat et autres dépenses de personnel :	
Augmentations barémiques, promotions, recrutements, etc. ....	133
Défense nationale :	
Dépenses de personnel et pour travaux .....	474
Affaires économiques :	
I.R.S.I.A.; subventions de péréquation C.E.C.A.; crédits à taux réduit (S.N.C.I.-C.N.C.P.); importations, stocks (O.C.R.A.)	200
Communications :	
Office régulateur de la Navigation intérieure; S.N.C.B. : charge des pensions avant le 1 <sup>er</sup> septembre 1926, perte sur abonnements ouvriers, majoration des pensions aux anciens combattants; exploitation du service public de la Télévision .....	556
Instruction publique :	
Subsides-traitements (enseignement primaire); traitements des professeurs de l'enseignement moyen de l'Etat; subsides à l'enseignement moyen libre; subsides aux établissements communaux et provinciaux d'enseignement moyen, etc. ....	444
Santé publique :	
Subsides à l'O.N.E. et à l'O.N.O.V.A.; Fonds spécial des indigents; Fonds national du Logement, etc. ....	167

2° Diminutions importantes par rapport au budget de 1953 rectifié (différence en moins, en millions de francs) :

Pensions :	
Pensions de guerre .....	331
Défense nationale :	
Liquidation des arriérés (statut des prisonniers de guerre); corps de volontaires en Corée .....	295
Communications :	
Pêche maritime; sécurité sociale des marins de commerce; déficit de la S.N.C.B. ....	324
Travaux publics :	
Office régulateur de la Navigation intérieure; subside de 30 p. c. pour l'entretien ordinaire des routes provinciales, des chemins vicinaux, etc.; réparation des dégâts causés par le raz de marée du 1 <sup>er</sup> février 1953; Office de la circulation routière .....	1.505

#### ANALYSE DES BUDGETS DE DEPENSES ORDINAIRES POUR L'EXERCICE 1954

##### 1. Dette publique

Les crédits pour le budget de la Dette publique sont en augmentation de 780 millions par rapport aux crédits ajustés du budget précédent, par suite de l'accroissement des charges auxquelles sont venues s'ajouter : 1° celles relatives à l'emprunt 4,5 p. c. de

1953 (353,6 millions); 2° celles relatives à l'emprunt à lots de 1953 (257,9 millions); 3° celles qui résulteront du récent emprunt et de ceux qui seront émis en 1954 (355 millions).

Ces augmentations sont partiellement compensées par la diminution des charges relatives à d'autres positions du budget.

## 2. Pensions

Le projet de budget des Pensions (10.570,7 millions) s'établit à un niveau légèrement inférieur à celui du budget correspondant de 1953 ajusté (10.871,3 millions).

Cette diminution des charges résulte d'une suppression plus précise des dépenses pour pensions et allocations résultant de la guerre 1940-1945.

## 3. Non-Valeurs et Remboursements

Les dépenses au titre des Non-Valeurs et Remboursements sont estimées à quelque 830 millions pour 1954, soit une diminution de 120 millions.

La diminution résulte en ordre principal de la réduction de la part revenant au Trésor de la Colonie dans le produit des impôts cédulaires sur les revenus.

## 4. Dépenses d'administration générale

### a) Dépenses de personnel

Pour 1954, les prévisions relatives aux traitements et indemnités payés aux membres des Ministères et des Corps spéciaux qui émargent au budget de l'Etat atteignent 17 milliards, alors qu'en 1949 les crédits accordés à ce titre s'étaient élevés à 11,5 milliards.

Cette majoration résulte de trois causes principales.

D'abord, de l'augmentation continue du nombre de personnes émargeant au budget de l'Etat.

TABLEAU III

	Personnel des Ministères	Personnel des Corps spéciaux	Personnel total
1949 1 <sup>er</sup> mai .....	79.841	51.473	131.314
1950 1 <sup>er</sup> juillet .....	82.604	55.902	138.506
1951 1 <sup>er</sup> juillet .....	82.962	61.616	144.578
1952 1 <sup>er</sup> juillet .....	83.974	75.349	159.323
1953 1 <sup>er</sup> juillet .....	82.708	85.748	168.456

N. B. — Le personnel de la police judiciaire est compris dans les chiffres du personnel des Ministères pour les années 1949 et 1950; à partir de 1951, il est compris dans l'effectif des Corps spéciaux (Ordre judiciaire); leur nombre a varié entre 600 et 700 personnes.

L'augmentation du personnel des Ministères (2.867 unités) de 1949 à 1953 provient essentiellement de l'accroissement des effectifs dans les secteurs relevant de la Défense nationale et du Ministère de l'Instruction publique.

Dans les autres départements, les augmentations et les diminutions se sont, au total, compensées.

Le freinage des recrutements, notamment le non-remplacement des agents démissionnaires, a permis de réduire les effectifs de 1.324 unités entre le 1<sup>er</sup> janvier 1952 et le 30 juin 1953.

L'augmentation du personnel des Corps spéciaux (34.275 unités) de 1949 à 1953 provient surtout du renforcement de l'armée consécutive aux engagements internationaux souscrits par la Belgique (+ 30.726) et de l'accroissement du personnel enseignant dans les établissements d'enseignement créés par l'Etat (+ 2.783).

La deuxième cause d'augmentation est constituée par les révisions générales de barèmes et les fluctuations dues au jeu de l'index des prix.

Une refonte complète du statut pécuniaire et des échelles de barèmes a été réalisée avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1951. Par le jeu des fluctuations de l'index, une augmentation de 5 p. c. a été appliquée à tous les traitements à partir du 1<sup>er</sup> mai 1951.

Troisième cause : les augmentations périodiques prévues dans les échelles de traitements. Il en résulte chaque année une charge supplémentaire, qui a été estimée dans l'exposé général pour 1951 à plusieurs centaines de millions.

### b) Dépenses de matériel

Par rapport au budget rectifié de 1953, les propositions relatives à l'exercice 1954 accusent une augmentation d'un million de francs sur un montant total de 7.440 millions de francs en chiffres ronds.

La charge des dépenses de matériel est restée relativement stable au cours des cinq dernières années pour les budgets des Départements, compte tenu des hausses de prix qui ont marqué cette période. Pour les Corps spéciaux, par contre, l'accroissement a été très marqué en raison principalement des nécessités d'armement.

## 5. Travaux

Les prévisions portent sur 1.091,7 millions contre 2.372,9 millions pour le budget ajusté de 1953. Cette dernière somme comprend le crédit spécial de 1.400 millions alloué en vue de la réparation des dégâts résultant du raz de marée de février 1953. Abstraction faite de cet élément, la comparaison entre le budget de 1953 rectifié et les prévisions de 1954 fait apparaître une augmentation de ces dernières de quelque 120 millions de francs.

## 6. Dépenses militaires

Le Gouvernement a estimé, tenant compte de l'évolution politique internationale, pouvoir alléger la charge des dépenses militaires en étalant l'effort demandé au pays. En conséquence, les nouveaux programmes proposés au projet de budget extraordinaire

pour l'exercice 1954 se limitent à des constructions urgentes et à l'achèvement de la base de Kamina. En d'autres termes, les programmes de constitution des forces, inscrits au budget extraordinaire de 1953, seront réalisés sur une période de deux années au lieu de l'être au cours d'un seul exercice.

Il en résulte que les crédits sollicités au projet de budget extraordinaire pour 1954, soit 6,5 milliards, sont en réduction de 2,6 milliards par rapport à 1953.

D'autre part, la constitution des forces belges pourra être terminée sans que d'importants crédits doivent encore être sollicités dans les années à venir. Le programme d'ensemble est, en effet, en voie d'achèvement et les dépenses de constitution des forces armées pèseront beaucoup moins lourdement dans les années à venir sur les dépenses extraordinaires. Dans la situation actuelle, on peut prévoir que l'année 1956 marquera l'achèvement du programme général.

Mais la question des dépenses d'entretien et de fonctionnement se présente sous un autre aspect. En effet, si aucun élément nouveau ne vient modifier l'importance des forces dont la Belgique doit disposer en temps de paix, il est certain que les dépenses ordinaires continueront encore à s'accroître.

Le projet de budget ordinaire du Département de la Défense nationale, établi sur la base de vingt et un mois de service, s'élève pour l'année 1954 à 11.789 millions, contre 11.600 millions pour 1953.

## 7. Subventions à caractère économique

Parmi les subventions à caractère économique, signalons les deux suivantes :

### a) *Participation de la Belgique au Fonds de Péréquation de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier*

Dans le cadre de la C.E.C.A., un régime spécial est réservé aux charbonnages belges pendant une période transitoire pour leur permettre de ramener leurs prix au niveau des prix du marché commun.

Le Fonds de Péréquation, institué pour accorder une compensation aux producteurs belges qui seront obligés de consentir des diminutions de prix, est alimenté par les producteurs dont les prix de revient sont inférieurs à ceux fixés par la Communauté, et par l'Etat qui devra verser pendant la période de transition une subvention égale aux indemnités de péréquation.

Le montant maximum de la contribution de la Belgique au Fonds de Péréquation est fixé à 675 millions pour la période de douze mois prenant cours le 15 mars 1953. Ce montant correspond à la quote-part

réservée à la Belgique dans le prélèvement effectué sur les productions charbonnières allemande et néerlandaise. Un crédit de 675 millions de francs est prévu pour l'exercice 1954, en augmentation sur celui de 530 millions porté au budget de 1953, qui couvrirait les besoins de neuf mois seulement.

### b) *Interventions en faveur de la Société Nationale des Chemins de fer belges*

Tout en continuant l'application du plan d'assainissement établi en 1949, le Gouvernement s'est attaché spécialement à rechercher, dans le cadre du budget de 1954, les bases d'une solution à deux problèmes urgents, celui du renflouement du Fonds de Renouvellement et celui de l'équilibre du compte d'exploitation.

Le Fonds de Renouvellement, qui, au lendemain de la guerre, disposait d'un avoir de 3.300 millions, était pratiquement épuisé au 31 décembre 1952, par suite d'une alimentation insuffisante et par le fait que la Société a été amenée à intervenir d'une manière excessive dans le renouvellement du matériel roulant et de l'outillage disparus ou détruits par faits de guerre. Pour remédier à cette situation, le Gouvernement se propose de fixer à 50 p. c. de la valeur 1939 (au lieu de 50 p. c. de la valeur de remplacement) le montant de l'intervention de la Société Nationale dans les frais de remplacement du matériel roulant détruit ou endommagé par faits de guerre, le solde étant mis à charge de l'Etat.

Quant à l'équilibre du compte d'exploitation, le Gouvernement propose l'inscription de crédits nouveaux ou de compléments de crédits, couvrant des charges imposées d'autorité par l'Etat. Il s'agit surtout de l'intervention forfaitaire de l'Etat dans les charges des pensions payées au personnel de la S.N.C.B. pensionné considéré comme excédentaire par rapport à l'effectif normal indispensable; de la prise en charge par l'Etat de 50 p. c. de la perte occasionnée par le transport de la main-d'œuvre; et du rajustement, basé sur les résultats de l'exercice 1952, de l'indemnité allouée à la S.N.C.B. en compensation des majorations de pensions accordées aux anciens combattants et assimilés.

Au total, les interventions prévues au budget de 1954 en faveur de la S.N.C.B. s'élèvent à 1.377 millions, contre 1.220 millions en 1953.

## 8. Interventions en matière sociale

Le tableau suivant permet de suivre les modifications enregistrées dans le domaine des interventions en matière sociale.

TABLEAU IV

**Relevé des prévisions d'intervention de l'Etat  
dans le domaine social pour 1954,  
comparativement à 1953**

	En millions de francs	
	1953	1954
<b>A. — Sécurité sociale :</b>		
1° Pensions de vieillesse .....	3.542	3.572
2° Assurance-chômage .....	4.580	4.557
3° Assurance maladie-invalidité :		
Assujettis (y compris les subven-		
tions destinées à parer au défaut		
de cotisation des chômeurs) .....	1.448	1.362
Libres .....	310	324
4° Allocations familiales :		
a) Travailleurs salariés .....	600	600
b) Employeurs et travailleurs indé-		
pendants .....	105	105
5° Allocations aux estropiés et mutilés...	450	472
6° Allocations complémentaires aux estro-		
piés et mutilés .....	22	24
<b>B. — Politique du logement (1) :</b>		
1° Primes et sommes dues à titre de		
garantie de bonne fin aux sociétés		
de crédit intervenantes .....	525	460
2° Charges financières (pertes sur inté-		
rêts, annuités à rembourser, etc.)...	218	334
<b>Totaux...</b>	<b>11.800</b>	<b>11.810</b>

(1) Ces chiffres concernent uniquement le budget ordinaire. Ils ne comprennent pas le crédit de 1.380 millions de francs prévu au budget extraordinaire comme participation de l'Etat aux emprunts des deux sociétés nationales, ni le crédit de 300 millions inscrit au chapitre « immobilisations » en vue de l'aménagement des voiries, des égouts, etc., dans les cités nouvelles bâties par ces sociétés.

## BUDGET DES VOIES ET MOYENS

Le tableau v compare les évaluations de recettes aux évaluations correspondantes de l'exercice 1953 et aux recettes probables de cet exercice, calculées sur la base des rentrées réelles au 31 août dernier.

La réévaluation des *recettes probables de l'exercice 1953* sur base des rentrées réelles enregistrées au 31 août dernier, marque, sur les prévisions initiales du Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1953, une majoration de 2.505 millions. Dans ce total, la majoration des impôts directs intervient pour 1.848 millions de francs. Ainsi qu'il a été dit plus haut, cette dernière majoration résulte uniquement de transferts comptables.

En faisant les prévisions susdites, il a été supposé qu'en 1954 la conjoncture économique resterait, dans l'ensemble, égale à celle que connaît le second semestre de 1953. Sur cette base, les recettes de 1954 s'établiraient quelque peu en deçà du niveau des recettes probables de 1953, accentuant ainsi légèrement la régression résultant de la disparition, en 1954, des rappels de droits enregistrés en 1953.

Mais cette régression trouvera une compensation certaine notamment dans l'effet escompté de la loi du 27 juillet 1953, instaurant des mesures en vue d'activer surtout le recouvrement des arriérés d'impôts et dans celui escompté de l'application de la loi du 27 juillet 1953 modifiant le Code des taxes assimilées au timbre.

TABLEAU V

**Budget des Voies et Moyens**  
Exercices 1953 et 1954  
(en millions de francs)

Désignation des produits	Exercice 1953 Prévisions	Exercice 1953 Recettes probables	Exercice 1954 Prévisions
<b>1. IMPÔTS :</b>			
a) <i>Contributions directes :</i>			
Contribution foncière .....	395	395	400
Taxe mobilière .....	3.400	3.840	3.500
Taxe professionnelle .....	19.510	22.155	18.915
Impôt complémentaire personnel .....	2.325	2.930	2.315
Contribution nationale de crise .....	1.930	1.900	1.840
Rappels de droits des exercices 1948 et antérieurs .....	p. m.	100	25
Surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'exercice 1952 .....	500	125	200
Taxes diverses (1) .....	1.729,5	1.789,7	1.859,7
Recettes sur exercices clos .....	4.000	2.450	4.300
Autres produits .....	406	359,7	357,6
<b>Total des contributions directes...</b>	<b>34.195,5</b>	<b>36.044,4</b>	<b>33.712,3</b>
b) <i>Douanes et accises :</i>			
Droits de douane .....	4.200	4.350	4.350
Droits d'accises et taxe de consommation .....	8.578	8.578	8.538,5
Autres produits (2) .....	156,1	161,1	155,9
<b>Total des douanes et accises ...</b>	<b>12.934,1</b>	<b>13.089,1</b>	<b>13.044,4</b>
c) <i>Enregistrement :</i>			
Droits d'enregistrement .....	2.370	2.370	2.370
Droits de succession .....	925	1.030	1.050
Droits de timbre et taxes assimilées au timbre .....	20.500	20.400	21.500
Autres produits .....	240	200	336
<b>Total de l'enregistrement...</b>	<b>24.035</b>	<b>24.000</b>	<b>25.256</b>
<b>TOTAL DES IMPÔTS...</b>	<b>71.164,6</b>	<b>73.133,5</b>	<b>72.012,7</b>
<b>2. TAXES, PÉAGES ET REDEVANCES .....</b>	<b>2.232,9</b>	<b>2.232,9</b>	<b>2.212,6</b>
<b>3. REVENUS PATRIMONIAUX, FINANCIERS ET D'EXPLOITATION...</b>	<b>1.174,2</b>	<b>1.174,2</b>	<b>990,4</b>
<b>4. REMBOURSEMENTS .....</b>	<b>1.259,3</b>	<b>1.379,3</b>	<b>1.076,1</b>
<b>5. PRODUITS DIVERS .....</b>	<b>1.747,1</b>	<b>1.927,1</b>	<b>2.003</b>
<b>6. RECETTES RÉSULTANT DE LA GUERRE .....</b>	<b>377,7</b>	<b>614,7</b>	<b>914</b>
<b>TOTAL DES VOIES ET MOYENS.....</b>	<b>77.955,8</b>	<b>80.461,7</b>	<b>79.208,8</b>

(1) Taxe spéciale sur le droit de chasse, de pêche ou de tenderie. Taxe sur les véhicules automobiles. Taxe sur les jeux et paris.

(2) Y compris la taxe d'ouverture sur les débits de boissons.

Sur base des éléments actuellement connus, les recettes réelles de l'exercice 1953, au titre des contributions directes, dépasseront vraisemblablement de 1,8 milliard les prévisions initiales. Les augmentations attendues sont les suivantes : taxe mobilière : 440 millions; taxe professionnelle : 2.645 millions; impôt complémentaire personnel : 605 millions. Par contre, les prévisions ne seront pas atteintes en ce qui concerne la surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'exercice 1952 et la récupération des arriérés restant à percevoir sur les exercices clos.

L'augmentation du produit de la taxe mobilière est due à l'accroissement du rendement de la taxe perçue à charge des firmes coloniales. Celle de la taxe professionnelle et de l'impôt complémentaire personnel a déjà été expliquée; le montant dont l'exercice 1953 sera crédité par l'attribution des perceptions sur rappels de droits des exercices antérieurs est évalué à quelque 4 milliards. Mais les prévisions de versements anticipatifs laisseront une moins-value d'environ 1 milliard.

Les prévisions pour 1954 marquent une régression des recettes de 2,3 milliards par rapport aux recettes probables de 1953; c'est, en ordre principal, la contrepartie de la majoration de 4 milliards enregistrée en matière de taxe professionnelle et d'impôt complémentaire personnel, du fait qu'il n'y aura plus de rappels de droits appartenant à des exercices antérieurs.

Cette diminution sera compensée, pour près de la moitié, par l'augmentation des perceptions sur les produits des exercices clos grâce aux mesures législatives prises en vue d'activer le recouvrement.

Les recettes au titre des douanes et accises au 31 août 1953, permettent de conclure que les prévisions pour 1953 seront légèrement dépassées. Un rendement à peine inférieur est prévu pour l'exercice 1954.

L'augmentation du produit des droits de succession au cours des huit premiers mois permet d'escompter,

pour l'exercice 1953, une plus-value de 105 millions de francs.

Au début de cette année, le rythme des rentrées des taxes assimilées au timbre s'était ralenti; par contre, les résultats des derniers mois font prévoir que, pour l'ensemble de l'année, le produit de ces taxes atteindra, à 100 millions près, la prévision initiale.

Les évaluations pour l'exercice 1954 prévoient, pour la taxe de transmission, une majoration de 1.100 millions de francs par rapport au produit prévu pour l'exercice 1953.

Cette prévision est fondée uniquement sur l'accroissement du contrôle de l'application de cette taxe.

## LE BUDGET EXTRAORDINAIRE

Le projet de budget extraordinaire pour l'exercice 1954 prévoit des recettes pour un montant de 1.735 millions et des dépenses pour un montant de 17.590 millions.

La comparaison entre les crédits de paiement prévus pour 1954 et ceux du budget voté de 1953 fait apparaître une réduction sur ce dernier de 3,1 milliards.

La comparaison entre deux exercices consécutifs, sur la base des crédits de paiement du budget extraordinaire de chacun de ces exercices, ne fournit cependant qu'une appréciation sommaire.

Pour obtenir une appréciation complète, il faut pousser la comparaison, d'une part, entre les possibilités d'engagements escomptées pour chacune des années 1953 et 1954 et, d'autre part, entre les dépenses à assumer par le Trésor, pendant chacune des deux années consécutives, pour financer l'ensemble des programmes en cours d'exécution, cet ensemble réunissant à la fois les entreprises engagées antérieurement et les entreprises nouvelles mises en chantier au cours de l'année considérée.

C'est pour servir à une telle comparaison qu'a été établi le tableau VI.

TABLEAU VI

### Comparaison du budget extraordinaire pour l'exercice 1953 et du projet de budget pour l'exercice 1954 (en milliards de francs)

	Engagements		Crédits de paiement (par exercice)		Décaissements globaux (par année)	
	Année 1953 (1)	Année 1954	Exercice 1953 (2)	Exercice 1954	1953 (3)	1954 (4)
Départements civils .....	7,5	10,4	11,3	11,1	9,0	9,5
Défense nationale .....	10,5	4,5	9,1	6,5	9,1	8,5
	18	14,9	20,4	17,6	19	18

(1) Crédits d'engagement réellement utilisés en 1953, sur la base des chiffres comptables au 31 août 1953 et des prévisions pour les quatre derniers mois.

(2) Crédits de paiement du budget de l'exercice 1953, y compris les ajustements du feuillet de crédits supplémentaires.

(3) Evaluation sur la base des chiffres comptables à fin septembre 1953 et compte tenu, en outre, des programmes restant à engager au cours des trois derniers mois de 1953.

(4) Estimation faite dans l'hypothèse de la mise en exécution du programme nouveau prévu au projet de budget pour 1954 et de l'achèvement des programmes antérieurs, selon un rythme normal.

### *Engagements*

Le secteur civil voit augmenter ses dépenses de 2,9 milliards, surtout au titre des programmes de travaux publics et des crédits de subsides aux travaux des pouvoirs subordonnés.

Les programmes militaires prévus en 1954 accusent une chute verticale, dont la portée a été commentée précédemment.

Le total des programmes d'engagements à réaliser en 1954 est en régression de 3,1 milliards sur celui de l'année 1953.

### *Crédits de paiement*

La diminution de 0,2 milliard, dans le secteur civil, du budget de l'exercice 1954 sur celui de l'exercice 1953 résulte surtout des mesures de blocage encore appliquées en 1953 et qui, à l'heure actuelle, ont été presque entièrement levées.

Quant au secteur militaire, la réduction de 2,6 milliards entre l'exercice 1953 et l'exercice 1954 correspond à la réduction du programme d'engagements.

### *Décaissements*

Les décaissements de 1954 seront inférieurs à ceux de 1953 de 0,4 milliard pour le secteur civil et de 0,6 milliard pour le secteur militaire.

Ainsi s'amorce le tournant qu'aborde, dès 1954, la politique d'emprunt à laquelle les nécessités du

réarmement accéléré avaient contraint le Gouvernement au cours des deux années écoulées.

En effet, une politique d'emprunt qui excéderait les possibilités du marché intérieur aboutirait fatalement au recours exagéré au marché extérieur. Une telle politique ne pourrait se prolonger sans compromettre l'équilibre financier interne.

C'est pourquoi le Gouvernement a saisi le moment où les programmes militaires d'investissement et de premier équipement parviennent à leur fin, pour réduire les dépenses extraordinaires, tout en prévoyant cependant l'essor nécessaire du côté des investissements civils.

L'Exposé général souligne que l'emprunt seul ne devra pas couvrir le montant de 18 milliards auquel est évalué, en 1954, le décaissement qu'exigera le service du budget extraordinaire.

Tout d'abord, la surtaxe d'accise sur l'essence qui restera maintenue, jointe aux recettes extraordinaires, procurera une première ressource de l'ordre de 1,7 milliard de francs.

Par ailleurs, c'est en 1954 que sera livrée la plus grande part du matériel militaire que l'Angleterre et la France se sont engagées à fournir en exécution de l'accord de règlement de l'U.E.P. du 30 juin 1952.

C'est à quelque 14,6 milliards que peut s'évaluer, pour l'année 1954, la charge de financement des dépenses extraordinaires, dans l'hypothèse de l'exécution complète, au rythme normal, des programmes prévus.

# LA POLITIQUE DU CHANGE ET DES DEVICES DE L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE

## I — RAPPEL HISTORIQUE

Depuis vingt-cinq ans, la législation du change et des devises, pratiquement inconnue au XIX<sup>e</sup> siècle et jusqu'à la première guerre mondiale, est devenue un instrument indispensable de la politique de l'équilibre de la balance des paiements. Avant 1914, aucun gouvernement ni aucun auteur n'auraient imaginé une intervention de l'autorité publique pour aménager les rapports monétaires internationaux. Ceux-ci obéissaient à un automatisme qui n'a guère été mis en défaut pendant la plus belle période du libéralisme économique. Le retour à l'équilibre de la balance des paiements devait, dans la plupart des cas, s'effectuer d'une manière spontanée (1); dans la négative, la solution devait être recherchée dans une adaptation des cours du change.

Sous l'influence de la grande dépression des années 1930, les gouvernements sont intervenus pour normaliser ces rapports en fonction de préoccupations économiques, financières, monétaires et sociales. Toutefois, dans le cas de l'Allemagne, une première tentative de réglementation avait déjà vu le jour pendant la première guerre mondiale.

### 1<sup>o</sup> Première période de législation : 1917-1927

La *Devisenverordnung* du 6 février 1917 (*Reichsgesetzblatt*, I, p. 105) pose le principe du contrôle du change en vue de sauvegarder la stabilité de la monnaie et le mécanisme de l'étalon-or. Des considérations d'ordre fiscal ne sont pas étrangères à la promulgation de ce décret. Celui-ci ressortit d'ailleurs au droit administratif, en ayant toutes les caractéristiques du droit objectif. Les interdictions qu'il comporte concernent non pas des obligations individuelles, mais essentiellement des faits déterminés,

(1) A cet égard, on consultera avec intérêt l'ouvrage classique de MAURICE ANSIAUX, *Principes de la politique régulatrice des changes*.

tels que la vente, l'aliénation, la disposition, la cession ou le transfert des devises.

Bien qu'elle soit restée en vigueur après le Traité de Versailles, cette législation n'a jamais été codifiée. Elle était d'ailleurs fort incomplète, au point que personne n'a cru utile d'y recourir pour lutter contre l'inflation de 1923. Elle a subsisté en droit jusqu'en 1927, année au cours de laquelle elle a été abolie, sans qu'elle ait jamais donné de résultat tangible (2).

### 2<sup>o</sup> Deuxième période de législation : 1931-1945

La crise monétaire et bancaire de 1931 est à l'origine de la législation du change de cette deuxième période (3). Nous ne reviendrons pas sur les différents événements qui ont illustré cette période (4) :

- krachs financiers en Allemagne et en Europe centrale,
- moratoire Hoover,
- fermeture des bourses de valeurs,
- hémorragie des réserves d'or et de devises de la *Reichsbank*.

En juillet 1931, le gouvernement allemand est aux prises avec des problèmes d'une gravité exceptionnelle. Ou bien il devait faire honneur à sa signature en remboursant ses prêteurs étrangers; même dans

(2) D'aucuns prétendent qu'elle a été abolie quatre ans trop tôt, et que si elle avait subsisté, elle aurait été de nature à éviter la crise bancaire de 1931. Peut-être celle-ci eût-elle été moins aiguë. Mais les causes étaient trop profondes et trop complexes pour que la législation du change, type 1917, eût permis d'empêcher ces événements.

(3) On a donc tort de considérer que la législation du change en Allemagne serait le fruit du national-socialisme. Les premiers principes ont été définis par le gouvernement impérial et, ensuite, par celui de la République de Weimar. Les autorités hitlériennes n'ont réellement procédé qu'à une mise en place du système, à une codification des dispositions et à une élaboration des détails, remarquable du point de vue administratif.

(4) Nous renvoyons le lecteur aux différentes études que nous avons publiées sur ce sujet, notamment : *L'autofinancement de l'économie allemande (Die Finanzautonomie Deutschlands)*, janvier 1933-août 1939, pp. 28 et ss.; *Les Finances de 1939 à 1945* — II — L'Allemagne, pp. 81 et ss.

ce cas, l'insuffisance de ses avoirs convertibles l'aurait empêché de satisfaire la totalité de ses créanciers; il n'aurait pu éviter un déséquilibre prononcé de sa balance des paiements, entraînant une dévaluation complète de sa monnaie. Ou bien il devait s'efforcer de sauvegarder à tout prix le pouvoir d'achat de cette dernière, en décrétant unilatéralement le moratoire de ses remboursements.

L'inflation de 1923 a laissé de tels souvenirs dans les esprits et provoqué de tels remous dans les classes sociales et les catégories économiques, que le gouvernement Brüning n'hésite pas un seul instant : plutôt sacrifier les relations commerciales extérieures que de courir le risque d'une nouvelle dépréciation de la monnaie (5).

La législation de 1931 est inspirée de considérations tenant à la police monétaire et à la politique monétaire. La *Reichsbank* se voit confier le monopole du commerce des devises; les opérations à terme sur les monnaies étrangères sont interdites; le gouvernement rappelle les capitaux réfugiés à l'étranger. Ces préoccupations donnent naissance aux ordonnances des 10 et 15 juillet 1931, incorporées dans un décret de base du 9 août de la même année.

Au cours des douze mois qui suivent, la législation se complète par différents arrêtés d'exécution. Il se forme ainsi un droit nouveau, une législation des devises (*Devisenbewirtschaftung*) présentant les caractéristiques suivantes :

- soumission à autorisation préalable de tous paiements au profit de non-résidents;
- contrôle de tous transferts internationaux de capitaux à court, moyen ou long terme, quelle que soit la cause;
- surveillance de toutes opérations sur valeurs allemandes effectuées par les non-résidents;
- rappel des devises étrangères, propriété de résidents.

Alors que la législation de 1917 faisait en somme intégralement partie du droit administratif, celle de 1931 prend les formes d'un droit *sui generis*, tout en conservant un caractère d'exception. Il s'agit presque même d'un droit d'urgence ainsi qu'il apparaît dans sa désignation allemande : *Devisennotrecht* (6).

La première coordination de toutes les ordonnances prises depuis 1931 date de 1935. Elle prépare une véritable législation du change et des devises, qui prendra définitivement corps dans la *Gesetz über die Devisenbewirtschaftung* du 12 décembre 1938. A ce moment, elle est arrivée à maturité; les principes sont définitivement établis; l'appareil administratif, quoique très lourd, fonctionne normalement.

(5) Cette attitude est entièrement à l'opposé de celle de 1923 où, pour sauvegarder les relations économiques internationales, la monnaie a été sacrifiée.

(6) C'est également le titre de *Devisennotrecht* que donne le Dr. Hartenstein à son commentaire publié en 1936, et qui constitue incontestablement la meilleure étude qui ait paru en Allemagne sur ce sujet.

Cette politique n'est pas étrangère aux résultats obtenus par l'Allemagne avant la deuxième guerre mondiale dans le domaine économique. Sans doute n'auraient-ils pu être atteints sans un manque évident de scrupules tant vis-à-vis des créanciers étrangers que vis-à-vis de certains nationaux (les Israélites notamment). Elle forme une partie essentielle de l'économie de défense, progressivement mise au point par le gouvernement hitlérien à partir de 1935. Elle a en même temps constitué un champ d'expérience dont les Allemands n'ont pas manqué de tirer parti lorsqu'ils ont occupé la presque totalité de l'Europe continentale entre 1940 et 1944.

### 3° Troisième période de législation : depuis 1945

Les autorités alliées ayant relevé la souveraineté allemande, la législation sur les devises de 1938 cesse pratiquement d'être en vigueur. Elle est remplacée par les décrets et ordonnances des gouvernements militaires. Dans le cas de l'Allemagne occidentale, l'unification sera réalisée en 1949 lors de la promulgation de la Loi 53. Les dispositions antérieures à cette dernière portent la marque de décrets pris à la hâte, inspirés d'autorité et influencés par les circonstances de guerre. Le but essentiel est de déceler les avoirs allemands à l'étranger et d'empêcher toutes transactions s'y rapportant. Une bonne gestion des devises et l'aménagement des paiements internationaux n'interviennent qu'au second rang des préoccupations. Dans ces conditions, les règlements alliés comportent un ensemble d'interdictions formelles, tempérées exceptionnellement par des autorisations spéciales ou générales.

Cette législation a suivi la même évolution que la politique générale des Alliés vis-à-vis de l'Allemagne. Elle s'est assouplie progressivement depuis la fin de la guerre, plus particulièrement à partir de 1949. En matière de devises, alors qu'au début l'exécution était uniquement aux mains des Alliés, des pouvoirs administratifs sans cesse plus étendus ont été rendus aux autorités allemandes. La Loi 53 est promulguée le 19 septembre 1949, au moment où le statut d'occupation crée les conditions juridiques nécessaires à l'établissement d'un droit des devises allemand. Depuis la première révision du statut d'occupation, le 6 mars 1951, le gouvernement fédéral a la compétence pour connaître de ces problèmes; dans leur lettre adressée au Chancelier, le 21 août 1951, les Hauts Commissaires ont autorisé le *Bund* à promulguer une loi allemande des devises.

Les dispositions actuelles n'échappent pas à une certaine incohérence provenant de la diversité des bases juridiques (lois et dispositions alliées, réglementations allemandes); l'intervention de nombreuses autorités allemandes d'exécution provoque une grande complexité administrative.

## II — CARACTERISTIQUES DE LA LEGISLATION ACTUELLE

### 1° Base juridique

Si l'article 73 de la Constitution fédérale reconnaît aux autorités allemandes la compétence pour légiférer dans le domaine des devises, la base juridique actuelle réside dans la Loi 53 du Gouvernement militaire du 19 septembre 1949, et la Loi 33 de la Haute Commission Alliée du 2 août 1950, comportant des dispositions complémentaires en matière de devises. Il s'y ajoute un ensemble d'autres textes qui, par certains de leurs aspects, concernent ces problèmes (7).

La nouvelle Loi 53 et la Loi 33 de la Haute Commission Alliée font suite à l'ancienne Loi 53 de mai 1945 des Gouvernements militaires dont elles se différencient notamment par le champ territorial d'application. En effet, elles sont en vigueur pour le territoire de la République fédérale, alors que l'ancienne Loi 53 s'étendait à toute l'Allemagne, sur la base des frontières au 31 décembre 1937.

La nouvelle Loi 53 soumet à autorisation toutes les transactions se nouant ou se dénouant entre résidents et non-résidents, ainsi que tous les mouvements de devises dont elle régleme la déclaration et la livraison, en fonction des nécessités de l'économie allemande, préoccupation qui n'apparaissait guère dans les ordonnances de 1945. Loi de cadre, elle laisse aux autorités alliées ou allemandes, le droit de promulguer des directives et des arrêtés d'exécution. Elle réaffirme le droit absolu de surveillance, d'information et de contrôle. Enfin, elle prévoit de sévères sanctions en cas de contravention.

Quatre ordonnances d'exécution ont été prises dans la suite. La première d'entre elles, du 19 septembre 1949 également, est probablement la plus importante quant au principe. En effet, elle confère aux autorités fédérales le droit de publier des arrêtés concernant les transferts internationaux de capitaux.

Toutefois, il devait appartenir à la Loi 33 de la Haute Commission Alliée de poser les bases juridiques élargies pour le transfert d'attributions aux autorités allemandes. Elle précise notamment la

(7) Il faut notamment mentionner :

- la Loi 52 des Gouvernements militaires;
- la Loi 5 du Conseil de Contrôle du 5 novembre 1945;
- la Loi 60 du Gouvernement militaire américain (n° 129 en zone britannique, n° 203 en zone française) concernant l'établissement de la *Bank Deutscher Länder* du 1<sup>er</sup> novembre 1948;
- la Loi 61 des Gouvernements militaires américain et britannique (n° 158 en zone française) sur la réforme monétaire du 20 juin 1948;
- la Loi 63 des Gouvernements militaires américain et britannique (n° 160 en zone française) concernant l'établissement des bilans du 27 juin 1948;
- la Loi 6 de la Haute Commission Alliée du 21 septembre 1949;
- la Loi 34 de la Haute Commission Alliée du 10 août 1950;
- les ordonnances d'exécution relatives à la Loi 53, et aux lois précédentes;
- les décrets, dispositions, ou autorisations des Puissances d'occupation ou de la Haute Commission Alliée;
- les autorisations générales, les directives d'exécution ou les avis de la *Bank Deutscher Länder*;
- les directives du Ministère des Affaires Economiques, etc.

compétence du système de la banque centrale pour l'offre et la livraison de devises ou toutes informations s'y rapportant, celle des Ministères fédéraux des finances ou de l'économie et des autorités subordonnées pour toutes les opérations de surveillance. Il est bien spécifié cependant que ces différents organismes n'interviennent que comme mandataires de la Haute Commission Alliée. La compétence des autorités allemandes a été élargie lors de la Revision du Statut d'occupation du 6 mars 1951. Désormais, celle de la Haute Commission Alliée ne s'étend plus qu'à quelques domaines réservés : dettes extérieures allemandes antérieures à la fin de la guerre, avoirs allemands à l'étranger, relations avec certains Etats étrangers à désigner par la Haute Commission Alliée, problèmes intéressant la sécurité politique ou militaire.

Les Accords contractuels du 26 mai 1952 rendent, en principe, au Gouvernement fédéral une compétence absolue en matière de devises. Certaines limitations subsistent, notamment pour la liquidation des dettes extérieures allemandes — aussi longtemps qu'un accord international n'aura pas réglé cette question (8) — ou pour la saisie des avoirs allemands à l'étranger au titre de Réparation. Ces accords n'ayant pas encore été ratifiés, la base juridique est encore toujours la Loi 53 du Gouvernement militaire et la Loi 33 de la Haute Commission Alliée.

Les espoirs que les Allemands nourrissaient de recouvrer une autonomie complète en 1952, dans ce domaine particulier, ne se sont donc pas vérifiés, et le pouvoir législatif reste aux mains des Alliés. Toutefois, si ceux-ci ont volontairement restreint leur compétence depuis 1949 et surtout depuis 1950, en 1948 déjà, ils ont renoncé à exercer eux-mêmes une partie de leurs attributions. Au moment de la réforme monétaire, des pouvoirs essentiels en matière de politique des devises et du change ont été conférés à des organismes allemands.

La Commission Alliée de la Banque a notamment chargé la *Bank Deutscher Länder* de surveiller et de contrôler ou liquider, suivant le cas, toutes les opérations financières afférentes au commerce extérieur. Cette dernière a ainsi repris les fonctions assumées précédemment par la seule *J.E.I.A.* en ce qui concerne la gestion des réserves de change de l'Allemagne. Les statuts avaient d'ailleurs été rédigés de telle sorte qu'elle puisse constitutionnellement intervenir dans l'achat et la vente de devises et de métaux précieux, disposer de comptes en devises dans des banques étrangères, etc. A un stade ultérieur, elle a transféré aux banques privées du commerce extérieur (*Aussenhandelsbank*) une partie de ses fonctions d'exécution, leur permettant d'entretenir, à leur tour, des comptes chez leurs correspondants

(8) Depuis lors a été signé l'Accord de Londres du 27 février 1953, entré en vigueur le 16 septembre 1953.

étrangers et de participer plus activement au financement des opérations internationales.

## 2° Régime fonctionnel

Si une compétence presque absolue est, à l'heure actuelle, dévolue aux autorités allemandes, son exercice appartient, indépendamment des attributions de la Haute Commission Alliée, à de nombreux organismes parmi lesquels la *Bank Deutscher Länder*, le Ministère des Finances et le Ministère de l'Economie sont les plus importants.

### A — ATTRIBUTIONS DE LA HAUTE COMMISSION ALLIÉE

La compétence des pouvoirs d'occupation, telle qu'elle est définie dans les Lois 53 des Gouvernements militaires et 33 de la Haute Commission Alliée, a été restreinte lors de la revision du 6 mars 1951 du Statut d'occupation. Sur cette base, il ne reste plus aux Hauts Commissaires qu'un droit limité de surveillance en matière de commerce extérieur et d'économie de devises. La participation de la République Fédérale au Fonds Monétaire International, son adhésion au *G.A.T.T.* et la ratification de l'Accord de Londres sur les dettes extérieures allemandes ont virtuellement enlevé aux Hauts Commissaires tout motif d'intervention, sauf pour ceux-ci à invoquer des motifs de sécurité politique.

### B — ATTRIBUTIONS DU SYSTÈME DE LA BANQUE CENTRALE

La *Bank Deutscher Länder* jouit d'une compétence extrêmement étendue : effectuer toutes opérations en devises, délivrer des autorisations générales ou particulières et édicter tous règlements s'y rapportant, publier des directives concernant l'offre et la cession de devises, prendre ou faire prendre toutes informations dans ces domaines, conseiller le Gouvernement fédéral. Ses attributions s'exercent essentiellement à l'égard des mouvements internationaux de capitaux qui, traditionnellement d'ailleurs, sont surveillés ou contrôlés par les instituts d'émission.

La *Bank Deutscher Länder* s'est déchargée sur les *Landeszentralbanken* de l'exercice d'une partie de ses fonctions. Toutefois, elles agissent rarement sur la base d'une délégation de pouvoirs ; en fait, elles ne sont dotées que d'une compétence dérivée aussi bien dans le domaine des autorisations ou de l'instruction des demandes que dans celui de l'information ou de la cession des devises.

### C — ATTRIBUTIONS DES INSTANCES GOUVERNEMENTALES

Le Ministère de l'Economie dispose de la compétence la plus large pour tout ce qui se rapporte à la législation et à la politique des devises, relatives aux mouvements internationaux de marchandises et de services. Il exerce ses fonctions soit directement, soit par l'entremise des ministères de l'économie des *Länder*, soit par l'entremise d'offices fédéraux de marchandises.

Il est aussi doté de pouvoirs de surveillance, bien que celle-ci soit avant tout de la compétence du Ministère des Finances et des administrations qui en dépendent : direction générale des finances et douanes. Les liens qui apparaissent généralement dans les infractions en matière de devises, d'impôts ou de droits de douane justifient cette concentration du contrôle dans le chef d'un seul département.

\* \* \*

Tels qu'ils se présentent, les bases juridiques et le régime fonctionnel ne sont pas exempts de faiblesses et n'échappent pas à la critique. La double compétence alliée et allemande qui a longtemps existé, a fait obstacle à une saine politique des devises. A l'heure actuelle, l'intervention de nombreuses autorités allemandes aux attributions propres, dans des secteurs qui ne sont pas toujours très bien délimités, ajoute à ces problèmes. L'expérience a démontré, en effet, qu'il est de loin préférable de centraliser la politique générale du change et des devises dans les mains d'une seule et même institution. La complexité de la législation, la multiplicité des directives et des dispositions administratives, l'absence de codification, l'incohérence de sanctions et la rigidité des procédures contribuent à rendre très difficile l'étude du droit des devises allemand et contrarient une application normale de cette législation.

De nombreux comités interministériels, permanents ou non, s'efforcent d'apporter un minimum de coordination dans l'action de ces différents organismes, sans y réussir chaque fois. Il est néanmoins symptomatique de constater que les travaux préparatoires actuels en vue de substituer un droit purement allemand des devises à la législation alliée — en conformité avec les Accords contractuels — prévoient le maintien de cette organisation tricéphale (9).

## III — PREOCCUPATIONS DE LA POLITIQUE DU CHANGE ET DES DEVICES

La politique poursuivie par les autorités fédérales s'inspire de deux grands ordres de préoccupations. Les unes revêtent un caractère structurel et forment une des constantes de cette politique ; les autres ont un caractère accidentel et apparaissent à l'occasion d'événements particuliers.

### 1° Préoccupations structurelles

Depuis cinq ans, le gouvernement allemand s'est efforcé d'assurer la stabilité du D.M., et de tendre vers l'équilibre de la balance des paiements.

(9) Sans doute faut-il y voir autant l'influence du passé que celle du présent. Déjà sous le régime hitlérien, la compétence appartenait à la *Reichsbank*, au Ministère de l'Economie nationale et à celui des Finances. Leurs attributions respectives n'étaient cependant pas les mêmes que celles des organismes ou administrations qui fonctionnent actuellement.

## A — STABILITÉ DU DEUTSCHE MARK

Au moment où, en juin 1948, une nouvelle unité monétaire est créée en Allemagne, le problème se pose de savoir comment va évoluer le pouvoir d'achat du *Deutsche Mark*. Celui-ci a vu le jour dans des conditions très défavorables.

L'économie allemande se trouve en plein marasme. Elle souffre des pertes de substance provoquées par la guerre. Elle ne possède aucune réserve en devises ou en or. L'approvisionnement en marchandises se présente sous de mauvais auspices. Et il y a tout lieu de craindre un déséquilibre entre le volume de la monnaie nouvellement mise en circulation et la quantité de produits disponibles. Dans ces conditions, la stabilité du D.M. à l'intérieur de l'Allemagne peut, à tout moment, être mise en question.

Dans les relations avec l'extérieur, la situation n'est pas meilleure. Sans doute la réforme de juin 1948 a-t-elle permis de déterminer une parité fixe entre le D.M. et le dollar. Elle s'est ainsi substituée à l'éventail extrêmement large des cotations du Reichsmark en dollar, au point que, de 1945 à 1948, celui-ci a pratiquement été la seule devise utilisée pour le règlement des transactions commerciales internationales de l'Allemagne. L'évolution différenciée des prix — stabilité relative dans ce dernier pays, hausses très fortes des cours mondiaux — a imposé l'établissement d'un système d'écluse, sans lequel la disparité des cotations aurait stimulé les exportations allemandes à bas prix et augmenté sensiblement le coût réel des importations. Il faut aussi tenir compte de la spéculation qui, dès juin 1948, se manifeste contre le D.M. coté à des cours anormalement bas sur la plupart des bourses étrangères. A cette époque, qui aurait, en effet, consenti à faire confiance à la nouvelle unité monétaire allemande!

Il s'y ajoute la méfiance politique à l'égard de l'Allemagne, cependant que l'Europe elle-même se débat au milieu des pires difficultés économiques que concrétise notamment l'angoissant problème du dollar.

En conclusion, tous les éléments du problème paraissent s'opposer au maintien de la stabilité du D.M. tant à l'intérieur de l'Allemagne que dans les relations avec l'étranger. Dès lors, la première tâche des autorités responsables alliées ou allemandes est d'assurer, par tous les moyens et notamment par le truchement du contrôle du change et des devises, la stabilité du pouvoir d'achat du D.M.

## B — EQUILIBRE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Ces derniers problèmes ne sont pas moindres que les précédents.

La situation de l'Allemagne présente un caractère également inquiétant en 1948. Depuis 1945, elle n'a pu subsister que par l'aide et les prêts des puissances occupantes, plus spécialement des Etats-Unis d'Amérique. Elle est virtuellement exclue des marchés

internationaux auxquels la carence complète de son activité industrielle lui interdit d'apporter un concours intéressant. L'essentiel de ses exportations n'est-il pas constitué par des matières premières (combustibles solides), alors que, traditionnellement, ses ventes à l'étranger consistent pour la majeure partie en produits fabriqués (en 1936 : 79,8 p. c.).

Démunie de réserves en devises, privée de contacts avec l'extérieur, elle n'a ni autorité monétaire ni banque centrale qui puissent donner l'impulsion nécessaire au redressement de ses relations économiques internationales. Sa balance des paiements autant que sa balance commerciale se soldent par des déficits importants. Ils ne paraissent pas pouvoir être comblés avant longtemps, étant donné la grande faiblesse de son économie, la grave distorsion de ses échanges extérieurs et les termes d'échanges défavorables. Aussi, la réalisation d'un meilleur équilibre dans ses rapports avec l'étranger exige-t-elle le maintien d'une politique du change et des devises ainsi que de sérieux efforts pour rendre à ses échanges extérieurs une consistance correspondant mieux à la structure de son économie.

Aux premières préoccupations visant à normaliser sa balance des paiements en succèdent d'autres pour l'Allemagne, tout comme pour ses partenaires au sein de l'Union Européenne de Paiements, ultérieurement, à savoir celles de la réalisation d'un meilleur équilibre dans ses relations avec la zone dollar. Ses échanges avec celle-ci ont subi des modifications structurelles compliquant la solution du problème. Avant la guerre, son commerce avec les Amériques se soldait par un excédent intéressant (10 p. c. du total), tandis qu'en 1950, il se termine par un déficit appréciable (un quart du total). De plus, l'interruption de ses échanges commerciaux avec l'Europe orientale l'amène à opérer davantage des transactions avec l'Ouest. Les produits alimentaires et les matières premières livrés précédemment par les pays de l'Est et du Sud-Est ne peuvent plus être obtenus que de la zone dollar. Le tableau qui suit fait d'ailleurs ressortir la portée de ces substitutions.

En 1936, les importations allemandes étaient constituées à concurrence de 34,5 p. c. par des produits alimentaires; ceux-ci représentent 49 p. c. en 1949. Mais alors qu'en 1936, ils provenaient essentiellement de l'Europe orientale, depuis la fin de la guerre, ils doivent être importés principalement de la zone dollar.

D'autres événements compliquent les relations économiques de l'Allemagne fédérale avec cette zone. Le déclenchement du conflit coréen est à l'origine d'une hausse spectaculaire des matières premières, provoquant une grave détérioration des termes d'échanges de la plupart des économies européennes. Le *Bund* est particulièrement affecté; hormis pour le charbon, il dépend presque entièrement de l'étranger

Commerce extérieur allemand

Importations (1)

Exportations (1)

I. — En millions de :	1936 (2)	1936 (3)	1949	1950	1951	1952	1936 (2)	1936 (3)	1949	1950	1951	1952
R.M. pour l'année 1936	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D.M. pour les autres années	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(Moyennes mensuelles)												
Produits alimentaires.....	121,-	66,-	281,-	384,-	445,-	447,-	4,-	3,-	4,-	10,-	33,-	23,-
Denrées alimentaires.....	24,-	16,-	18,-	34,-	45,-	58,-	3,-	3,-	3,-	6,-	8,-	9,-
Produits de l'économie industrielle.....	227,-	155,-	312,-	530,-	737,-	845,-	390,-	276,-	310,-	681,-	1.174,-	1.377,-
Matières premières.....	131,-	94,-	160,-	281,-	437,-	470,-	35,-	30,-	65,-	97,-	110,-	107,-
Produits mi-finis.....	63,-	41,-	85,-	130,-	168,-	196,-	38,-	27,-	91,-	132,-	176,-	212,-
Produits finis.....	33,-	20,-	67,-	119,-	132,-	179,-	317,-	219,-	154,-	452,-	888,-	1.058,-
Total...	352,-	237,-	611,-	948,-	1.227,-	1.350,-	397,-	282,-	317,-	697,-	1.215,-	1.409,-
II. — En pourcentage :												
Produits alimentaires.....	28,7	28,0	46,1	40,5	36,2	33,1	1,2	1,1	1,1	1,4	2,7	1,6
Denrées alimentaires.....	6,9	6,5	2,9	3,6	3,7	4,3	0,6	0,9	1,1	0,9	0,7	0,6
Produits de l'économie industrielle.....	64,4	65,5	51,0	55,9	60,1	62,6	98,2	98,0	97,8	97,7	96,6	97,8
Matières premières.....	37,2	39,7	26,1	29,6	35,6	34,8	8,8	10,5	20,4	14,-	9,-	7,6
Produits mi-finis.....	17,8	17,3	13,9	13,7	13,7	14,5	9,6	9,6	28,9	18,9	14,5	15,1
Produits finis.....	9,4	8,4	11,-	12,6	10,8	13,3	79,8	77,9	48,5	64,8	73,1	75,1
Total...	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-	100,-

(1) Les chiffres de 1949 concernent le territoire de la bizonne, ceux de 1950 à 1952 concernent le territoire de la République fédérale.

(2) Les chiffres concernent le Reichsgebiet de 1936.

(3) Estimations pour le territoire de la République fédérale (Wirtschaft und Statistik).

pour son approvisionnement en produits de base industriels dont les cours augmentent plus fort et plus vite que ceux des marchandises exportées.

#### Evolution des termes d'échanges

(Base : 1950 = 100)

Dernier trimestre de 1949 .....	109,5
Année 1950 .....	100
» 1951 .....	96
» 1952 .....	108
Premier trimestre de 1953 .....	114
Deuxième » » 1953 .....	116

A la fin de 1950 et en 1951, l'Allemagne, tout comme les autres pays de l'Europe occidentale, doit faire face à un grave problème de pénurie de combustibles solides. Celle-ci ne peut être surmontée que par des importations considérables en provenance des U.S.A., au prix d'une aggravation du déficit en dollars.

Enfin, la certitude que l'aide américaine ne se prolongera pas indéfiniment, et l'impossibilité dans laquelle l'Allemagne se trouve de se procurer des

réserves en or ou en devises convertibles autrement que par des échanges commerciaux, l'obligent, plus que d'autres pays, à concentrer son attention sur le problème du dollar.

#### C — AMÉNAGEMENT DES RELATIONS FINANCIÈRES AVEC L'ÉTRANGER

Indépendamment des difficultés qu'elle connaît au cours de la première année d'existence de l'Union Européenne de Paiements, l'Allemagne se trouve aussi aux prises avec des problèmes qui lui sont propres depuis bientôt vingt-cinq ans, à savoir le règlement de ses dettes extérieures dont le gouvernement fédéral a reconnu l'entière validité. A ces dettes d'avant la deuxième guerre mondiale, constituées entre autres par les obligations des Plans Dawes et Young, s'ajoutent celles que l'Allemagne a contractées vis-à-vis des Alliés du chef de l'aide financière reçue postérieurement au 8 mai 1945. Enfin, de nouvelles dettes se sont accumulées depuis lors, correspondant aux revenus divers acquis par les étrangers dans le *Bund*, et dont le transfert est pour le moment impossible par suite de l'insuffisance des réserves convertibles.

#### Dettes extérieures allemandes (d'après l'Accord de Londres)

(en millions de D.M.)

	Dettes			Annuités de 1953 à 1957				Annuités postérieures à 1957			
	Capital	Intérêts de retard	Total	Zone \$	Zone U. E. P.	Autres zones	Total	Zone \$	Zone U. E. P.	Autres zones	Total
Dettes publiques antérieures à 1945 .....	3.459,4	525,-	3.984,4	53,-	97,-	0,1	150,1	69,2	135,8	0,1	205,1
Dettes privées antérieures à 1945 .....	2.612,8	904,2	3.517,-	57,3	116,2	22,-	195,5	69,1	127,5	26,9	223,5
Dettes postérieures à la deuxième guerre mondiale...	6.951,-	—	6.951,-	126,-	95,6	—	221,6	240,8	95,6	—	336,4
Total...	13.023,2	1.429,2	14.452,4	236,3	308,8	22,1	567,2	379,1	358,9	27,-	765,-

Une solution fut recherchée à ces problèmes au cours des négociations difficiles qui durèrent près de deux années et aboutirent finalement à la signature de l'Accord de Londres du 27 février 1953 (10). Il fixe les obligations de l'Allemagne en lui imposant un plan de remboursement. Elle ne pourra faire face à ces transferts, dont une partie importante consiste en dollars, qu'en pratiquant une sévère politique du change et du commerce extérieur pour se constituer des réserves suffisantes de devises convertibles.

(10) Le *Bundestag* a ratifié :  
le 2 juillet 1953 : tous les accords, excepté celui ayant trait aux dettes envers la France;  
le 3 juillet 1953 : l'accord des dettes à l'égard de la France.  
Le *Bundesrat* a ratifié :  
le 17 juillet 1953 : la totalité des accords de Londres.

Cet Accord est entré en vigueur le 16 septembre 1953, après le dépôt des instruments de ratification par les pays suivants : France, Grande-Bretagne, Etats-Unis d'Amérique, République Fédérale d'Allemagne.

Un pas en avant vers la normalisation de ses relations financières avec l'extérieur a été réalisé en mai 1953, au moment où le D.M. a été coté librement sur différentes bourses étrangères et où a été mis sur pied un système de compensation bancaire multilatérale.

Enfin, l'Allemagne s'est efforcée d'adapter sa politique du change aux nécessités spécifiques de son économie, notamment en ce qui concerne les investissements. On sait que ceux-ci souffrent de la pénurie de capitaux à long terme sur le marché intérieur. De plus, il est virtuellement exclu de recourir aux marchés étrangers. En effet, les prêteurs des années

1924/1930, avertis par l'expérience décevante du III<sup>e</sup> Reich, hésitent à courir de nouveaux risques. Par ailleurs, l'instabilité de la situation politique internationale contribue à détourner les financiers de placements dans un pays qui serait le premier en Europe à souffrir de complications militaires. Enfin, la plupart des économies sont elles-mêmes appauvries et parviennent difficilement à faire face à leurs propres problèmes du financement des investissements.

Dans ces conditions, l'Allemagne ne peut compter sur les capitaux étrangers, sauf à utiliser les moyens de bord et à permettre à ses créiteurs d'investir directement leurs fonds, ou de céder leurs créances avec perte à ceux qui cherchent ces placements. C'est ce qui a été réalisé par la politique des *Sperrmarke*, sur laquelle nous reviendrons ultérieurement.

## 2° Préoccupations accidentelles

En dehors de ces problèmes fondamentaux, quelques événements auraient pu mettre en danger la stabilité du D.M. ou l'équilibre de la balance des paiements. Différentes mesures ont été prises pour remédier à ces crises successives; certaines d'entre elles relèvent de la politique des devises et du change.

### A — DÉVALUATION DE SEPTEMBRE 1949

La dévaluation de la livre sterling en septembre 1949 provoque un alignement presque général des monnaies de l'Europe occidentale. Le D.M. ne put y échapper. Sans cette adaptation, il eût été nettement surévalué; le développement des exportations allemandes en aurait souffert et une déflation, dont l'Allemagne se méfie tout autant que de l'inflation, aurait pu en résulter. Toutefois, une dévaluation trop forte aurait réagi défavorablement sur les prix, provoqué un renchérissement excessif des importations et amené une détérioration grave des termes d'échanges. Il convient donc de fixer soigneusement la nouvelle parité du D.M.

Avec l'approbation de la Haute Commission Alliée, les autorités fédérales optent pour une dévaluation de 20,6 p. c. : au cours de 1 D.M. pour \$ 0,30 se substitue un cours de 1 D.M. pour \$ 0,238.

Cet alignement entraîne inévitablement une augmentation du coût des importations, d'autant plus qu'à l'époque, elles proviennent pour une bonne partie de la zone dollar. Néanmoins, les effets ont été limités. Le Gouvernement fédéral accorde des subventions aux importations de produits alimentaires, malgré la charge onéreuse qu'elles signifient pour le budget : pour la seule période du 1<sup>er</sup> octobre 1949 au 30 juin 1950, elle est évaluée à 700 millions de dollars. En outre, au prix d'une politique restrictive de crédits, la *Bank Deutscher Länder* réussit à maintenir la circulation à un niveau raisonnable, jugulant tout développement inflatoire de la circulation.

S'ajoutant à une lente amélioration de la balance commerciale et de la balance des paiements, ces mesures contribuent à sauvegarder le pouvoir d'achat du D.M.

### B — CRISES DE L'U.E.P. (11)

Les hostilités en Corée sont à la base des déséquilibres graves de la balance des paiements de l'Allemagne au cours de l'automne 1950 et de l'hiver 1950-1951.

La hausse accélérée des matières premières, en posant le problème de la livre sterling à côté de celui du dollar, aggrave momentanément la situation débitrice du *Bund*. En même temps, l'accroissement de son activité industrielle et un mouvement anormal de spéculations à la hausse alimentent la vague des importations. Cet ensemble de facteurs suscite une grande méfiance chez les Allemands à l'égard de leur propre monnaie. Il en résulte une accumulation des paiements anticipatifs pour les importations, tandis que les exportateurs retardent, le plus longtemps possible, le rapatriement des devises qui leur sont dues.

A fin octobre 1950, les 3/5 du quota de 320 millions de dollars de l'Allemagne à l'U.E.P. sont épuisés. Tout laisse prévoir qu'il sera complètement absorbé en novembre.

La situation est grave. Différents remèdes sont apportés : octroi d'un crédit spécial U.E.P. de 120 millions de dollars, mise en œuvre d'une politique restrictive des crédits en vue de freiner l'accroissement des importations; application de mesures administratives pour réduire les achats de l'Allemagne à l'étranger.

Comme on le sait, ces différentes mesures furent insuffisantes. Au cours de l'hiver 1950-1951, en moins de trois mois, les 5/6 du crédit spécial de l'U.E.P. sont utilisés. En février 1951, l'Allemagne est aux prises avec une seconde crise, plus sévère que la première. Des mesures plus énergiques sont adoptées, en ce qui concerne tant les restrictions de crédit que le contrôle des relations économiques internationales.

Grâce à ces dispositions énergiques, grâce aussi à la collaboration des partenaires de l'Allemagne à l'U.E.P., qui s'abstiennent de toute mesure de rétorsion, la crise de la balance des paiements peut être conjurée à partir du printemps de 1951. Une fois de plus, la politique des devises et du change a été d'un appoint précieux pour obvier à cette évolution dramatique.

(11) Cf. : « Le système de la Banque Centrale et la politique du crédit dans la République Fédérale d'Allemagne occidentale » — *Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique*, décembre 1952, pp. 417 et ss.

#### IV — MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DES DEVISES ET DU CHANGE

Certaines mesures sont destinées à parer à des événements qui auraient pu influencer défavorablement la stabilité du D.M. ou l'équilibre de la balance des paiements. Envisagées sous cet angle, elles ne sont rien d'autre qu'un instrument indirect de la politique des devises et du change. Ainsi en est-il des dispositions relatives à la politique du crédit.

D'autres, par contre, ont été appliquées dans le seul but de résoudre des problèmes spécifiques du change ou des devises. Il en est ainsi de l'action entreprise en vue de stimuler le commerce extérieur, d'augmenter les réserves en or ou en monnaies convertibles, ou de normaliser les rapports financiers de l'Allemagne avec l'étranger.

##### 1° Politique du crédit

Le souci d'éviter l'inflation à tout prix constitue le trait dominant de la politique du crédit en Allemagne. Elle aurait notamment stimulé la demande intérieure, provoqué un accroissement des importations et aggravé le déficit de la balance des paiements.

Une politique restrictive du crédit s'impose de toute évidence. Les taux d'intérêt sont maintenus à un niveau élevé sur le marché monétaire, le marché des capitaux étant en fait inexistant. La *Bank Deutscher Länder* freine énergiquement l'augmentation de la circulation des billets.

##### Indices d'augmentation de la production industrielle comparés aux indices d'augmentation de la circulation fiduciaire et de la circulation monétaire

(Base 1949 = 100 — Année de comparaison : 1952)

Pays	Indices d'augmentation de la production industrielle	Indices d'augmentation de la circulation fiduciaire (1)	Indices d'augmentation de la circulation monétaire (1)
Allemagne .....	160	140,51	145,76
France .....	117	159	148,67
Belgique .....	113,6	110,77	109,62
Grande-Bretagne .....	107,5	114	103,53
Etats-Unis .....	124,4	102,87	109,96
Pays-Bas .....	126,2	97,32	102,20
Suisse .....	115,7	105,70	102,03
(Revenu national)			

(1) Par tête d'habitant.

Comme le montre le tableau qui précède, l'augmentation de la circulation fiduciaire et de la circulation monétaire reste inférieure à celle de la production industrielle, alors que pendant la même période de 1949 à 1952, la population est aussi en accroissement. Cette évolution relative témoigne du retour à un remarquable équilibre monétaire qui se compare avantageusement avec celui de la plupart des autres grandes économies nationales.

En même temps, les autorités fédérales font tous leurs efforts pour maintenir l'équilibre budgétaire. Elles y parviennent grâce à la rapidité du relèvement de l'économie allemande et à l'absence de charges militaires. A cet égard, soulignons qu'une fraction appréciable des frais d'occupation, assimilés par les autorités fédérales à des dépenses de défense nationale, ont cependant donné naissance à une production de biens et de services économiquement utiles, dont le bénéfice a été acquis à l'Allemagne.

La politique restrictive du crédit se manifeste dans toute son ampleur à l'occasion des crises de l'U.E.P. Elle participe surtout de préoccupations relatives à l'équilibre de la balance des paiements :

- augmentation des réserves minima des banques de crédit, de 50 p. c. en moyenne à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1950;
- limitation au réescompte des acceptations bancaires sur la base du volume existant au 13 octobre 1950;
- augmentation du taux d'escompte de 4 à 6 p. c. et du taux de prêts et avances sur titres de 5 à 7 p. c., en date du 26 octobre 1950;
- réduction de 10 p. c., à partir du 2 novembre 1950, du concours de refinancement accordé par les *Landeszentralbanken* aux banques commerciales;
- réduction obligatoire de 1 milliard de D.M. à partir de février 1951 des crédits accordés par les banques privées;
- fixation de normes de crédit restrictives pour les établissements de crédit;
- discrimination qualitative de la *Bank Deutscher Länder* en matière d'admissibilité des traites au réescompte.

##### 2° Politique du commerce extérieur

Suivant les circonstances, elle a revêtu un caractère restrictif, ou témoigné d'un assez grand dynamisme.

###### A — POLITIQUE RESTRICTIVE

Celle-ci s'est manifestée également lors des crises de l'U.E.P. et s'inspire de soucis analogues à ceux qui ont présidé à la poursuite d'une politique restrictive des crédits, à savoir la limitation des importations en vue de sauvegarder l'équilibre de la balance des paiements :

- annulation, en octobre 1950, des licences d'importation accordées, mais non encore utilisées à une date déterminée par un contrat d'achat effectif (cette mesure a permis de réduire les engagements potentiels de 500 à 600 millions de dollars sur un total de licences accordées de 1.114 millions de dollars);
- obligation de constituer, lors de l'introduction d'une demande de licence à l'importation, un dépôt en espèces auprès des *Landeszentralbanken*,

représentant 50 p. c. du montant de cette demande (automne 1950);

- transfert, début novembre 1950, du contrôle et de la distribution des licences d'importation des banques du commerce extérieur aux *Landeszentralbanken*;
- suspension, en février 1951, de la libération des échanges dans le cadre de l'O.E.C.E.;
- suspension, en février 1951 également, des licences d'importation de produits des secteurs contingentés ou non contingentés en provenance des pays de l'Union Européenne de Paiements.

Ces mesures ont été progressivement rapportées dès que l'a permis l'amélioration de la balance des paiements.

#### B — POLITIQUE ACTIVE

Elle se caractérise par la mise en œuvre de mesures destinées à réaliser l'équilibre général de la balance des paiements, ou à diminuer les déficits enregistrés dans les relations économiques de l'Allemagne avec les pays à devises fortes. Somme toute, elle concerne toute la politique du commerce extérieur du *Bund*, son orientation, son développement et son financement.

Au lendemain des hostilités, le premier problème a consisté à rétablir des contacts commerciaux avec l'étranger. Les premiers accords ont été élaborés sous la tutelle des Alliés. Une certaine liberté a été progressivement rendue aux autorités allemandes. Les aménagements apportés dans ce domaine par la révision du statut d'occupation ont fait recouvrer l'intégralité de sa souveraineté au gouvernement fédéral.

Dans un autre ordre d'idées, la recherche d'un meilleur équilibre de la balance des paiements postule une politique dynamique du commerce extérieur. C'est ainsi que l'encouragement aux exportations apparaît comme un instrument indirect de la politique des devises et du change (12).

D'autres mesures destinées à promouvoir les ventes à l'étranger relèvent directement et indiscutablement de cette dernière; il s'agit, par exemple, du « Fonds d'expansion des réserves en devises » (*Devisenbetriebsfonds*), des « droits d'importation » ou « bonus-dollars » (*Einfuhrrechte*), des achats à crédit de matières premières et des opérations de compensation.

Les deux premières mesures sont de loin les plus importantes.

Si les autorités fédérales en ont perfectionné l'application, leur principe se retrouve déjà dans des

dispositions prises par les gouvernements militaires en 1947 dans la zone française, et en 1948 dans la bizonie. Elles avaient pour but de faciliter l'importation de produits de base figurant sur une liste limitative. Au début, les primes aux exportations sont attribuées aux gouvernements des *Länder*. Ce n'est qu'ultérieurement que les exportateurs peuvent en bénéficier partiellement.

Le gouvernement fédéral reprend le système à son compte. Il le perfectionne, en élevant le plafond des primes qui, très longtemps, restent individuelles et inaccessibles. Le système ne donne pas les résultats escomptés. Au lieu d'acheter des matières essentielles, ainsi que le souhaitent les autorités fédérales, les bénéficiaires des primes donnent la priorité aux importations de produits de luxe qui sont revendus avec une marge de profit beaucoup plus grande. Aussi le gouvernement allemand saisit-il l'occasion que lui fournissent les deux crises de l'U.E.P. pour supprimer entièrement ce système. Plus tard, lorsque la balance des paiements revient à meilleur équilibre, il est remis en vigueur sous de nouvelles formes, celles du *Devisenbetriebsfonds* et des *Einfuhrrechte*.

#### a) Fonds d'expansion des réserves en devises (13)

En imaginant le système des D.B.F., les autorités fédérales espèrent surmonter plus facilement les pénuries dominantes qui ont caractérisé l'approvisionnement en matières premières au lendemain de l'ouverture des hostilités en Corée.

Ce système, appliqué depuis le 23 juin 1951, subit certaines modifications en juin 1952. Il consiste à mettre à la disposition des fabricants exportateurs, éventuellement des fournisseurs ou des sous-traitants, 4 p. c. du produit brut en devises, obtenu par eux, à l'occasion d'exportations effectuées dans des conditions déterminées quant à leur nature et quant à la désignation des pays acheteurs.

En général, toutes les exportations de marchandises donnent droit au bénéfice du D.B.F., ainsi que les travaux à façon et de réparation, ou les livraisons aux autorités d'occupation. Par contre en sont exclues les opérations de compensation et de transit.

En ce qui concerne les pays importateurs, il y a lieu de distinguer suivant que les devises sont obtenues par des exportations vers des nations avec lesquelles l'Allemagne a conclu un accord de paiement (DBF/Z), ou suivant qu'elles sont librement convertibles (DBF/D) : en pratique, ces dernières proviennent presque exclusivement des opérations traitées sous le couvert des droits d'importation dont il sera question ci-dessous.

Les 4 p. c. ainsi mis à la disposition des fabricants

(12) Cf. notamment: « Les avantages spéciaux accordés aux exportateurs en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas », dans le *Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique*, juin 1953, pp. 374 et ss.

(13) Pour plus de facilité, nous utiliserons chaque fois les initiales D.B.F. de l'expression allemande correspondante : *Devisenbetriebsfonds*.

exportateurs sont portés automatiquement au crédit d'un compte pour mémoire, ouvert à leur nom en D.M., au cours moyen du jour, auprès d'une banque du commerce extérieur.

Leur utilisation est soumise à un ensemble de limitations. Seul le bénéficiaire peut en disposer pour sa propre entreprise, et encore doit-il s'agir d'importations destinées à faciliter la fabrication de produits pour l'exportation. Toutefois, il a la latitude de consacrer un cinquième des sommes figurant à son compte pour importer des produits qui, bien que ne rentrant pas intégralement dans la fabrication des marchandises destinées à l'exportation, servent directement à augmenter la capacité de production de l'entreprise ou, indirectement, à accroître sa capacité d'exportation. De toute façon, il lui est interdit de céder ces sommes à titre gratuit ou à titre onéreux. Il ne peut davantage les utiliser au paiement d'importations invisibles. Enfin, le délai d'utilisation de ces primes est, en principe, limité à six mois.

Leur attribution a permis aux fabricants-exportateurs de se procurer plus aisément à l'étranger les produits indispensables aux industries exportatrices. En leur laissant une liberté de manœuvre et une assez large initiative, le gouvernement a pu aussi renoncer à une répartition prioritaire et par voie d'autorité des produits demandés, laquelle comporte toujours une part d'arbitraire. De plus, sans allocation spéciale de devises, c'est-à-dire sans faire appel aux réserves de la *Bank Deutscher Länder*, les industriels travaillant pour l'exportation ont réussi à importer des marchandises susceptibles d'augmenter directement ou indirectement leurs fournitures à l'étranger, à un moment où subsistaient de nombreux goulots d'étranglement.

#### b) Droits d'importation (14)

Le 1<sup>er</sup> avril 1952, le gouvernement fédéral décide de laisser à la disposition des exportateurs, 40 p. c. des dollars ou des francs suisses libres encaissés par eux à l'occasion de certaines exportations effectuées dans des conditions déterminées quant à leur nature et quant à la désignation des pays importateurs. (Les dollars canadiens ont été mis sur le même pied ultérieurement.)

En principe, toutes les exportations de marchandises payables en devises librement convertibles donnent droit à ces bonus. Il en est de même pour les travaux à façon et de réparation, pour les livraisons aux autorités d'occupation, pour les opérations de fret maritime et de charte-partie, ainsi que pour les services de transport et d'entrepôt.

Seuls les paiements en dollars américains ou cana-

diens et en francs suisses libres effectués par des pays avec lesquels les liquidations s'effectuent en devises librement convertibles, permettent l'ouverture de comptes spéciaux. Les autres transactions doivent être examinées de cas en cas, le bonus n'étant attribué à l'exportateur que sur l'autorisation expresse de la *Bank Deutscher Länder* et du Ministère de l'Economie.

Après calcul du produit brut, les 40 p. c. sont crédités automatiquement à un compte pour mémoire, tenu en D.M. au cours du jour, auprès d'une banque du commerce extérieur. Ce compte est dénommé « *E.A. compte 1* ». Son utilisation est soumise à un ensemble de règles moins strictes cependant que les dispositions en vigueur pour le D.B.F. Non seulement l'exportateur peut utiliser ces bonus pour son compte personnel afin d'effectuer des importations, mais il peut encore les céder à d'autres importateurs au cours du jour éventuellement avec prime. Cette vente donne alors naissance à un nouveau compte qualifié « *E.A. compte 2* ». Celui-ci, à son tour, peut être transféré plusieurs fois, endéans le délai de trois mois imparti pour l'utilisation des bonus. Au début de la mise en application du système, les primes payées pour acquérir ces « droits d'importation » ont varié suivant l'échéance. La cession à terme a également été autorisée pour stabiliser le cours des primes.

Les E.A. peuvent, dans certaines conditions, être virés partiellement à un compte D.B.F.

Les buts poursuivis par la mise sur pied de ce système sont multiples. En tout premier lieu, il constitue un moyen d'encourager les exportations vers les pays à devises librement convertibles.

Ensuite, il permet les fournitures à l'exportation à des prix inférieurs aux cours pratiqués en Allemagne. La différence se compense par les bénéfices à provenir soit de la cession de devises fortes, soit du supplément d'importations réalisées grâce à ces bonus.

Enfin, ce système a aussi été imaginé pour lutter contre le développement anormal des opérations « *switch* » dans lesquelles les Pays-Bas surtout, la Grande-Bretagne, la Suisse et la Suède se sont spécialisés en ces dernières années.

On sait que les exportateurs néerlandais peuvent conserver par devers eux une partie des dollars obtenus par leurs ventes aux Etats-Unis de marchandises en provenance de la Hollande ou d'autres pays. Afin de décider les fabricants ou exportateurs allemands à leur confier l'exportation de leurs produits dans la zone dollar, les intermédiaires néerlandais partagent avec eux les bénéfices en florins provenant des dollars laissés à leur disposition. Une telle opération est incontestablement avantageuse pour l'exportateur allemand parce qu'elle lui permet de se constituer une masse de manœuvre en devises dont il peut disposer librement sans que les autorités fédérales en soient informées. Par contre, elle prive

(14) Pour plus de facilité, nous utiliserons les initiales E.A. de l'expression allemande correspondante : *Einfuhrrechte*, ou l'expression française consacrée : « Bonus-dollar » qui, cependant, en l'occurrence, devrait s'appeler : « Bonus-dollar » ou « Bonus-franc suisse ».

l'Allemagne de rentrées de devises librement convertibles, en leur substituant des florins et en augmentant sa créance sur l'U.E.P. Enfin, l'intervention d'un intermédiaire hollandais retarde la reprise des contacts des fournisseurs allemands avec leurs clients étrangers.

Ces nombreuses raisons ont amené le gouvernement fédéral à mettre sur pied le système des E.A. destinés par ailleurs à financer l'importation de certaines marchandises. Au début, seuls peuvent être achetés les produits alimentaires ou les matières premières considérées comme essentielles pour l'économie nationale, figurant sur une liste restreinte ne comprenant que 90 postes. Au 1<sup>er</sup> août 1952, la liste est allongée : désormais les importations sont autorisées pour 400 produits.

Lors de la mise en vigueur de ce système, les primes payées pour acquérir ces E.A. se sont alignées sur les bénéfices obtenus grâce aux opérations néerlandaises de *switch*. Mais très rapidement les cours se sont dépréciés; un des buts poursuivis par ce système n'a pas été atteint. Au demeurant, les cotations n'ont cessé de diminuer, au point que les E.A. n'ont pratiquement plus présenté d'intérêt.

#### Cotation des « Einfuhrrechte »

	Montant en D.M. à payer pour la cession de 100 D.M. de droits d'importation	Primes exprimées en p. c. compte tenu de ce que les droits d'importation correspondent à 40 p. c. de la valeur des exportations
1952		
Avril .....	20,50	8,20
Mai .....	15,08	6,032
Juin .....	12,33	4,932
Juillet .....	12,25	4,900
Août .....	10,33	4,132
Septembre .....	9,21	3,684
Octobre .....	7,21	2,884
Novembre .....	5,75	2,3
Décembre .....	4,83	1,932
1953		
Janvier .....	3,15	1,26
Février .....	1,725	0,69
Mars .....	0,625	0,25
Avril .....	0,75	0,30
Mai .....	0,8125	0,325
Juin .....	0,6875	0,275
Juillet .....	0,605	0,242
Août .....	0,420	0,168
Septembre .....	0,107	0,042

Les raisons de cette désaffection sont nombreuses.

Relevons tout d'abord la sévérité des prescriptions administratives destinées à empêcher des abus en matière d'utilisation des droits.

Ensuite, la plupart des services chargés de délivrer les autorisations d'achat (notamment l'Office d'importation des produits agricoles) ont adopté une attitude toute de réserve.

La brièveté des délais d'utilisation, malgré leur allongement dans certains cas, a souvent empêché les hommes d'affaires de réaliser des opérations intéressantes, faute de temps.

La liste des marchandises, même lorsqu'elle a été élargie, est trop limitée pour être réellement

attrayante. Tout au plus peut-on en excepter les autorisations prévues pour les importations de coton et de machines à écrire. D'ailleurs, presque toutes les marchandises de la liste peuvent faire l'objet d'allocations en dollars, évitant ainsi aux importateurs de devoir payer des primes grevant leur prix de revient pour se procurer ces E.A.

Les opérations de *switch* laissent des avantages plus substantiels que les droits d'importation : les revenus en devises sont presque aussi importants, mais restent indéfiniment à la disposition des exportateurs; leur cession éventuelle sur les marchés libres fournit des rentrées plus élevées; toutes ces opérations échappent au contrôle fiscal.

Le maintien de la taxe sur le chiffre d'affaires de 1 1/2 p. c., frappant toute négociation des E.A., a freiné l'activité de ces transactions.

Enfin, le renforcement de la valeur du D.M. par rapport au dollar et l'amélioration généralisée de la balance des paiements de l'Allemagne ont achevé d'enlever tout attrait au système des E.A.

Aussi, lorsque le Fonds Monétaire International a insisté auprès des autorités fédérales pour qu'elles le suppriment, n'ont-elles pas opposé beaucoup de résistance. En juin 1953, elles ont annoncé qu'il ne serait plus attribué de droits d'importation postérieurement au 31 décembre 1953. Ceux-ci pourront être délivrés jusqu'à cette date pour des exportations déjà effectuées. Dans ces conditions, le système des E.A. aura définitivement vécu au 31 mars 1954.

#### C — ACHATS A CRÉDIT DE MATIÈRES PREMIÈRES

Ce système a été instauré en décembre 1951. Des crédits étrangers permettent d'obtenir les matières premières indispensables pour exécuter des contrats fermes de livraison à l'exportation. Des exportations supplémentaires deviennent donc possibles. Le remboursement des crédits s'effectue au moyen du produit des exportations qui doivent d'ailleurs laisser un excédent en devises. Au total, ce système n'a eu qu'une importance limitée.

Les crédits Tredefina (15) sont les plus connus. Déjà en 1920, la Tredefina avait été chargée de gérer un crédit de financement des importations ouvert au gouvernement allemand de l'époque par le gouvernement des Pays-Bas. En 1951, les banques privées néerlandaises ont remis ce système en vigueur, en offrant d'importantes lignes de crédit à des entreprises allemandes de premier plan. Ces facilités, d'une durée de six mois pour des crédits en dollars, ou de douze mois pour des crédits en florins, ont eu chaque fois le caractère de *revolving credit*.

(15) *Treuhandverwaltung für das deutsch-niederländische Finanzabkommen.*

## D — OPÉRATIONS DE COMPENSATION

Elles ont joué un certain rôle dans le commerce extérieur de l'Allemagne fédérale. Les créances provenant des exportations ont pu être compensées par la livraison de matières premières ou de produits alimentaires. Ces opérations ont cependant été interdites avec la zone dollar parce qu'elles empêchaient l'économie allemande notamment d'augmenter ses réserves en devises convertibles.

### 3° Opérations de change à terme et arbitrages multilatéraux

Les opérations de change à terme ont été réintroduites en Allemagne suivant autorisation du 25 avril 1950 de la *Bank Deutscher Länder*. Depuis lors, cette réglementation n'a subi que des modifications de détail.

Importateurs et exportateurs peuvent donc couvrir à terme leurs engagements ou leurs créances en monnaies étrangères résultant de contrats fermes portant sur des fournitures de marchandises ou de services, pour lesquels les autorisations nécessaires ont été obtenues. Les opérations financières sont fondamentalement exclues.

Les banques du commerce extérieur qui sont tenues de conclure les contrats de change à terme en leur propre nom et sous leur responsabilité doivent compenser leurs positions soit par elles-mêmes, soit en s'adressant à d'autres banques, éventuellement par l'intermédiaire d'un courtier agréé. Si elles n'y parviennent pas, elles s'adressent à la *Bank Deutscher Länder*. Celle-ci, toutefois, n'a aucune obligation d'intervenir. Au surplus, elle ne traite que les monnaies dans lesquelles les banques agréées peuvent entretenir des comptes courants pour les besoins de leurs relations avec l'étranger. Enfin, elle limite ses interventions aux contrats d'une durée de trois mois au plus et d'une contre-valeur de D.M. 20.000,— au minimum. Une prolongation du contrat est possible.

Normalement, la *Bank Deutscher Länder* peut borner son rôle à la compensation des excédents pour lesquels les banques ne trouvent aucune contre-partie sur le marché. Dans la pratique, elle n'a jamais refusé son concours.

Depuis le 2 janvier 1953, les banques du commerce extérieur sont autorisées à procéder à l'arbitrage du D.M. contre la monnaie d'un des pays de l'U.E.P., tant au comptant qu'à terme.

Successivement les 4, 11 et 18 mai 1953, les francs belge, français et suisse, le florin hollandais, puis le dollar canadien, enfin la livre sterling et les couronnes danoise et suédoise ont été admis à la cote officielle de la Bourse de Francfort.

La *Bank Deutscher Länder* ne publie pas de cours à terme pour ces devises. Elle reste étrangère à la fixation de ces cours qui, de même que pour le comptant, doivent se former librement sur le marché.

Toutefois, elle se réserve le droit d'intervenir en cas de besoin.

Depuis le 18 mai 1953, les banques du commerce extérieur peuvent, en leur nom et pour leur compte, acheter et vendre des florins, des francs belges, français et suisses, des couronnes danoises et suédoises, des livres sterling, des D.M., sur l'un des marchés officiels des changes des Pays-Bas, de Belgique, France, Suisse, Danemark, Suède et Grande-Bretagne.

Depuis le 5 octobre 1953, les opérations d'arbitrage à terme, d'une durée maximum de trois mois, sont autorisées pour chacune de ces devises.

Le marché des changes ainsi rétabli reste soumis aux obligations résultant des accords de Bretton Woods. Les fluctuations des cours ne peuvent dépasser de plus de 1 p. c. la parité déclarée. Jusqu'à présent, les écarts n'ont pas dépassé 3/4 p. c., conformément aux accords passés entre les différentes banques centrales intéressées.

Il semble que ce système d'arbitrage multilatéral ait permis d'établir une certaine hiérarchie des cours, dans laquelle le D.M. figure en bonne place. En effet, il a bénéficié d'une très grande fermeté à l'égard des autres devises, le florin excepté. Il se maintient au-dessus de la parité, même vis-à-vis du franc suisse U.E.P., encore que l'écart soit minime.

Enfin, il a été annoncé que l'Allemagne reprendrait partiellement le transfert de revenus courants de capitaux étrangers, dès que l'Accord de Londres du 27 février 1953 aurait été ratifié. Ceux-ci sont estimés à 5.700 millions de D.M. Avec un taux d'intérêt annuel de 4 p. c., les montants à transférer annuellement seraient de 225 millions de D.M. environ, dont un tiers pour la zone dollar. Il a été spécifié que seuls pourraient recevoir ces transferts les créanciers qui, depuis le 15 juillet 1931, ont été, sans interruption, propriétaires des avoirs sur lesquels ces intérêts sont à imputer. Cette disposition exclut automatiquement tous les marks bloqués. Par ailleurs, seuls les pays ayant adhéré à l'Accord de Londres pourront bénéficier de ces mesures.

### 4° Opérations sur Deutsche Marks bloqués

Les D.M. bloqués proviennent d'avoirs appartenant à des non-résidents, versés auprès d'établissements financiers de la République fédérale, que les restrictions aux mouvements des capitaux empêchent de transférer à l'étranger. Ces avoirs ont été constitués, soit en vertu d'autorisations générales, soit en vertu de licences spéciales, traitant du régime applicable à certaines obligations financières contractées depuis 1945 par les Allemands vis-à-vis de personnes étrangères. Il s'agit, par exemple, des indemnités attribuées à titre de réparations ou de restitutions aux émigrants allemands, victimes du régime hitlérien; les revenus accumulés dans le *Bund* par les non-résidents depuis 1945, notamment à l'occasion de la

prestation de certains services (location de films cinématographiques), constituent une autre source importante de D.M. bloqués. La *Bank Deutscher Länder* a d'ailleurs publié une liste des différentes opérations financières visées par les autorisations générales ou par les licences spéciales, donnant naissance à ces D.M. bloqués (16).

Ils diffèrent essentiellement de ceux qui existaient avant 1945. Ceux-ci étaient nés de l'impossibilité pour l'Allemagne de faire face à l'amortissement de ses dettes extérieures postérieurement à 1931. Les remboursements libératoires effectués en Allemagne par les débiteurs privés auprès de la *Konversionskasse* et le régime appliqué unilatéralement par cette dernière vis-à-vis de l'étranger avaient donné naissance à une gamme extrêmement étendue de marks bloqués dont les plus connus étaient, entre autres, les marks *Aski*, les marks Touristes, les *Registermarks*, les Young-marks, les *Reisemarks*, etc.

La gamme actuelle est beaucoup plus restreinte. Jusqu'en mars 1951, il n'existait qu'une seule catégorie de D.M. bloqués, dits « avoirs originaires ». Ils ne pouvaient être utilisés que par ceux-là seuls en faveur de qui les transferts auraient dû être effectués. Depuis mars 1951, leur cession à d'autres personnes a été autorisée. Une nouvelle catégorie de D.M. bloqués a ainsi vu le jour, les « avoirs acquis » venant s'ajouter aux « avoirs originaires ».

Le montant des *Sperrmarke* originaires ou acquis, actuellement disponibles dans les banques allemandes, a été évalué à 700-800 millions de D.M. Toutefois, le volume en est beaucoup plus élevé : il équivaut pratiquement aux avoirs de 13 à 14 milliards de D.M. appartenant à des étrangers (*Devisenausländer*). La seule aliénation de n'importe lequel de ces avoirs donne, en effet, naissance à une somme correspondante de *Sperrmarke* originaires. L'essentiel consiste dans les avoirs constitués avant 1931 — de 7 à 8 milliards de D.M. —, dans les droits à indemnités de restitution ou de réparation — de 3 à 4 milliards de D.M. — et dans les droits d'auteurs, de location ou *royalties* divers, accumulés depuis 1945.

La possibilité d'utilisation varie suivant les catégories auxquelles appartiennent ces D.M. bloqués.

L'emploi des « avoirs originaires » est réglé par des autorisations générales ou des licences spéciales qui permettent notamment de procéder à des investissements en Allemagne, de financer des dépenses de tourisme, ou d'effectuer des paiements bénévoles. Les « avoirs acquis » bénéficient, en principe, des

(16) Autorisations générales : héritages, réparations ou restitutions aux émigrants victimes du régime nazi, indemnités pour expropriations de propriétés foncières, vente de propriétés foncières en vertu de la réforme agraire, versements des revenus provenant de certains biens acquis avant le 9 mai 1945, produits de coupons d'intérêts et de dividendes, produits de la vente de titres allemands cotés officiellement en bourse, etc.  
Licences spéciales : certains prêts à un étranger pour la reconstruction de ses biens en Allemagne, aliénation de certains biens se trouvant en Allemagne occidentale, liquidation d'obligations en monnaies étrangères, etc.

mêmes facilités d'utilisation, sauf pour le tourisme ou les paiements bénévoles.

L'application de ce système s'est révélé particulièrement utile en matière d'investissements dont les besoins restent considérables. La quasi-inexistence du marché des capitaux dans le *Bund* l'a forcé à recourir à des méthodes originales. Les difficultés d'obtenir de l'aide à l'étranger ont amené les Allemands à mettre au point une formule de mobilisation de ces avoirs bloqués. En autorisant le préfinancement du remboursement de certaines dettes — dont le transfert n'aurait pas été possible — par des acquéreurs de D.M. bloqués à des cours inférieurs de 30 à 60 p. c. à la parité, l'Allemagne a pu ainsi mobiliser des capitaux étrangers, en vue de les investir chez elle.

La possibilité offerte aux titulaires originaires de recouvrer leurs créances, au prix d'une certaine perte, et le désir d'investisseurs étrangers de profiter de ces conditions favorables, expliquent la création et le développement d'un marché international très actif pour les D.M. bloqués.

Le centre s'établit aux U.S.A., où des montants très importants se trouvent aux mains d'entreprises américaines ou de réfugiés. Enfin, des Allemands qui avaient exporté des capitaux à l'étranger virent dans ce système le moyen de procéder légalement et avec bénéfice au rapatriement de leurs avoirs.

Comme ce sont aussi les Américains qui, à des fins d'investissement en Allemagne, ont manifesté le plus d'intérêt à se procurer des D.M. bloqués, ceux-ci sont en fait devenus une devise internationale convertible en dollars, au profit des propriétaires étrangers. Les autorités anglaises, entre autres, permirent aux Britanniques de vendre leurs *Sperrmarke* contre des francs suisses ou des dollars libres, lesquels pouvaient, à leur tour, être convertis en valeurs mobilières américaines ou canadiennes.

Des cessions importantes ont donc été effectuées sur les marchés de New-York et de Zurich. En 1951, les conversions de *Sperrmarke* originaires en *Sperrmarke* acquis ont atteint 330 millions de D.M. Le mouvement de ces derniers dans les banques a été de près de 1.050 millions de D.M. dans le même temps. Autrement dit, les transactions ont été trois fois plus importantes que les ventes initiales contre des devises étrangères.

Dans l'ensemble, les cours se sont relativement bien maintenus ainsi qu'en témoignent les tableaux et le graphique suivants.

**Cours du « Sperrmark »**  
(en pour-cent du cours officiel)

	Fin 1951	Fin 1952	Fin juin 1953
Suisse .....	50,50	62	59,25
U. S. A. ....	—	62	59,25
Hollande .....	57	66	64
Royaume-Uni ..	62	66	62
Belgique .....	57	64	62

**Cours sur les marchés libres pour D.M. billets et D.M. bloqués (1)**

(cours pour 100 D.M. en francs suisses)

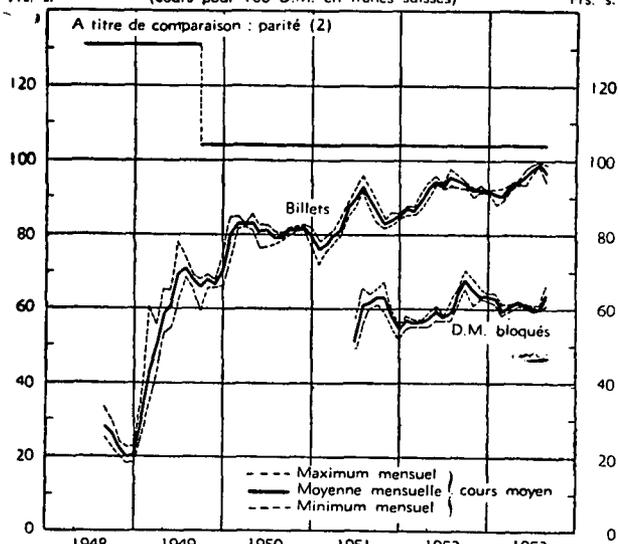
	Année	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Nov.	Déc.	
<b>Parité (2)</b> .....	1948	—	—	—	—	131,18	131,18	131,18	131,18	131,18	131,18	131,18	131,18	
	1949	131,18	131,18	131,18	131,18	131,18	131,18	131,18	131,18	104,12 (3)	104,12	104,12	104,12	
	1950	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	
	1951	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	
	1952	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	104,12	
	1953	104,12	104,115	104,115	104,115	104,115	104,115	104,115	104,115	104,115	104,115	104,115	104,115	
<b>Billets :</b>														
	<b>Moyenne mensuelle</b> .....	1948	—	—	—	—	—	—	29,01	26,54	22,26	20,15	20,32	
		1949	29,58	43,05	49,69	58,86	60,64	69,39	70,96	67,39	65,93	67,88	66,68	70,16
		1950	79,57	82,39	82,21	82,95	80,29	81,02	79,06	79,11	80,59	81,30	81,80	79,88
		1951	75,69	77,03	79,20	81,10	86,71	89,73	93,19	89,42	85,91	82,71	83,85	84,76
		1952	86,67	86,40	89,42	92,36	94,56	93,27	95,17	94,42	93,33	91,39	92,12	91,91
	1953	90,55	90,39	93,02	93,66	95,52	—	—	—	—	—	—	—	
<b>Maximum mensuel</b> .....	1948	—	—	—	—	—	—	—	33,00	30,00	24,00	23,00	22,75	
	1949	33,75	60,00	55,50	65,25	65,50	77,50	73,75	68,75	68,00	69,00	67,50	75,00	
	1950	84,25	84,25	82,50	85,00	82,50	82,25	80,50	80,25	82,25	82,00	82,25	81,50	
	1951	78,00	79,25	80,50	84,50	88,00	92,25	96,00	92,50	88,00	84,00	86,00	85,25	
	1952	87,50	87,25	91,75	94,00	95,50	94,00	97,50	96,00	94,00	92,50	93,00	92,00	
	1953	92,00	92,50	93,50	94,00	97,50	—	—	—	—	—	—	—	
<b>Minimum mensuel</b> .....	1948	—	—	—	—	—	—	—	26,00	22,75	19,50	18,00	18,50	
	1949	25,00	33,25	42,50	53,00	54,50	62,00	68,00	65,50	59,50	66,50	65,75	66,50	
	1950	73,50	81,25	82,00	81,00	76,00	76,50	77,00	78,00	79,50	80,75	81,50	76,75	
	1951	72,00	75,50	77,25	79,50	84,50	87,00	89,50	86,25	83,00	81,75	82,25	84,00	
	1952	85,00	85,25	87,25	90,00	93,50	92,50	93,00	92,50	92,50	90,00	91,50	91,50	
	1953	88,00	89,00	92,50	93,50	93,50	—	—	—	—	—	—	—	
<b>DM. bloqués :</b>														
	<b>Moyenne mensuelle</b> .....	1951	—	—	—	—	50,50	60,58	61,98	63,18	63,13	57,57	54,33	
		1952	56,76	56,09	56,34	57,50	59,52	57,52	58,86	64,03	67,91	63,83	63,77	
	1953	63,00	59,55	60,45	61,50	61,25	—	—	—	—	—	—	—	
<b>Maximum mensuel</b> .....	1951	—	—	—	—	—	56,00	65,75	64,00	65,50	67,25	59,25	55,75	
	1952	57,75	56,75	57,00	58,75	63,00	58,25	62,00	66,00	70,25	68,25	65,25	64,25	
	1953	64,25	61,25	61,25	62,75	61,50	—	—	—	—	—	—	—	
<b>Minimum mensuel</b> .....	1951	—	—	—	—	—	47,75	55,50	60,00	61,50	59,25	54,75	52,00	
	1952	54,75	55,00	55,75	56,25	56,75	56,75	56,75	61,25	65,25	61,00	62,75	62,25	
	1953	61,50	58,25	60,00	60,75	60,75	—	—	—	—	—	—	—	

(1) Cotations à Zurich.

(2) Parité or théorique D.M./F.S.

(3) Parité jusqu'au 18 septembre 1949 : 131,18 fss.; à partir du 19 septembre 1949 : 104,12 fss.

**COURS SUR LES MARCHÉS LIBRES POUR D.M. BILLETS ET D.M. BLOQUÉS (1)**  
Frs. s. (cours pour 100 D.M. en francs suisses) Frs. s.



(1) Cotation à Zurich. (2) Parité or théorique D.M./F.S. : jusqu'au 18-9-1949 : 131,18 F.S.; à partir du 19-9-1949 : 104,12 F.S.

La raison doit en être recherchée dans l'évolution favorable de la balance des paiements du *Bund* et dans les mesures prises récemment en matière de transferts de certains revenus. D'aucuns espèrent que cette situation doit logiquement conduire au rétablis-

sement d'une convertibilité qui s'étendrait également aux *Sperrmarke*. Sans aucun doute, ces espoirs ne sont pas fondés quand on considère le volume potentiel des D.M. bloqués et l'impossibilité dans laquelle le *Bund* se trouvera pendant longtemps encore avant de pouvoir libérer les mouvements internationaux de capitaux.

### V — CONCLUSIONS

La législation des devises et du change est un des piliers de la politique économique allemande. Elle a largement contribué à atteindre deux des buts essentiels que se sont assignés les autorités fédérales, à savoir le maintien de la stabilité du D.M. et le redressement de la balance des paiements.

En effet, le pouvoir d'achat intérieur du D.M. s'est non seulement maintenu, mais s'est nettement amélioré, ainsi qu'il ressort de la baisse des prix de détail depuis quatre ans, conjuguée à l'augmentation du revenu national, et de l'évolution du rapport des salaires aux prix de détail.

De même le revenu national a augmenté plus que le stock monétaire, chaque unité monétaire permettant ainsi d'acheter un volume plus grand de biens et de services.

Années	Prix de détail 1938 = 100	Revenu national net (milliards D.M.)	Revenu national net		Salaires et traitements bruts (milliards D.M.)	Salaires et traitements bruts	
			Rapport	Prix de détail (milliards D.M. - Prix de 1938)		Rapport	Prix de détail (milliards D.M. - Prix de 1938)
1949.....	191	63,2	°	32,6	35,8		18,8
1950.....	172	71,5		41,6	40,0		23,3
1951.....	188	89,9		47,8	48,6		25,9
1952.....	188	98,0		52,1	54,9		29,2

Le D.M. s'est aussi apprécié dans ses relations avec l'extérieur, pour les cours des billets sur les marchés libres comme pour les cotations établies lors des arbitrages multilatéraux entre les banques agréées des huit pays de l'O.E.C.E. ayant adhéré à ce système de compensation.

Calculée en fonction des parités de pouvoir d'achat, la valeur du D.M. s'est rapprochée progressivement des taux de change déclarés, pour dépasser la plupart d'entre eux. En prenant comme base 1949, année

de l'alignement des monnaies européennes, et compte tenu de l'évolution des prix de gros, le D.M. est actuellement sous-évalué vis-à-vis de presque toutes les autres devises importantes, à l'exception du florin des Pays-Bas.

Cette constatation prend une valeur particulière si on se rappelle qu'en 1938, année de grande prospérité pour l'Allemagne, le R.M. était surévalué de 30 p. c. par rapport aux autres monnaies principales.

#### Parité des pouvoirs d'achat du Deutsche Mark

Pays et années	Indice général des prix de gros par pays	Indice des prix de gros en Allemagne (c)	Taux de change		Indice des prix allemands ajusté en fonction des modifications des taux de change	Indice de disparité des prix allemands comparés aux prix des autres pays	Parité du pouvoir d'achat du D.M.	Taux de change idéal en D.M. sur la base des parités du pouvoir d'achat
			Cours en D.M.	Indice d'appréciation par rapport à la période antérieure à septembre 1949				
<i>Belgique</i>								
1949 (a) .....	100	100	0,0758	100	100	100	100	0,0758
1953 (b) .....	113	119	0,084	110,82	107,38	95,03	105,23	0,0798
<i>Pays-Bas (e)</i>								
1949 (a) .....	100	100	1,2519	100	100	100	100	1,2519
1953 (b) .....	131	119	1,10	87,87	135,43	103,38	96,73	1,1371
<i>Canada</i>								
1949 (a) .....	100	100	3,3134(d)	100	100	100	100	3,3134
1953 (b) .....	111	119	4,30	129,77	91,70	82,61	121,05	3,5522
<i>Suisse (e)</i>								
1949 (a) .....	100	100	0,7717	100	100	100	100	0,7717
1953 (b) .....	103	119	0,96	124,40	95,66	92,87	107,68	0,8915
<i>Suède (e)</i>								
1949 (a) .....	100	100	0,9250	100	100	100	100	0,9250
1953 (b) .....	141	119	0,81	87,57	135,89	96,38	103,76	0,7808
<i>Etats-Unis</i>								
1949 (a) .....	100	100	3,33	100	100	100	100	3,33
1953 (b) .....	111	119	4,20	126,13	94,35	85,00	117,65	3,57
<i>Grande-Bretagne</i>								
1949 (a) .....	100	100	13,41	100	100	100	100	13,41
1953 (b) .....	145	119	11,76	87,70	135,69	93,58	106,86	11,0050

(a) Huit premiers mois de 1949.

(b) Novembre-décembre 1952 — janvier-avril 1953.

(c) Prix de gros des produits industriels: 1949 concerne le *Verenigtes Wirtschaftsgebiet*, 1953 le *Bundesgebiet*.

(d) Moyenne de novembre-décembre 1952, janvier-avril 1953 — sur base parité « dollar canadien-dollar Etats-Unis ».

(e) Prix de gros pour novembre-décembre 1952, janvier-avril 1953 — pondérés selon la valeur des produits consommés dans le pays.

Enfin, la *Bank Deutscher Länder* a renforcé considérablement ses réserves de change. De 116 millions de D.M. à fin décembre 1951, ses avoirs en or sont passés à 775 millions à fin mars 1953. Dans le même temps, ses réserves en dollars (exprimées en D.M.) se sont accrues de 1.418 millions à 2.245 millions.

Quant à la balance des paiements, il suffit de rappeler que l'Allemagne a surmonté les deux graves crises de l'U.E.P. dont elle est devenue le plus fort créancier.

Sous l'influence de certains facteurs et notamment de l'amélioration des termes d'échange, elle a consi-

dérablement réduit son déficit en dollars. L'augmentation spectaculaire de ses exportations vers la zone du dollar, de 334 millions en 1951 à 385 millions en 1952, a largement contribué à ce rétablissement, tout comme d'ailleurs l'aide militaire dans le cadre du *M.S.A.*, les dépenses des troupes d'occupation américaines en Allemagne, et les achats de matières premières de la zone dollar par l'entremise de la place de Londres où elles sont payées via l'U.E.P. Enfin, des économies ont été réalisées dans les dépenses en dollars, tout particulièrement à l'occasion des importations de marchandises américaines au moyen de bateaux allemands.

A l'heure présente, la balance des paiements de l'Allemagne est en équilibre. N'était l'éventualité de transferts importants de capitaux par le truchement des opérations sur marks bloqués ou de l'évasion vers les Etats-Unis, le D.M. pourrait sans doute être rendu convertible pour tout ce qui touche aux transactions courantes.

Pareilles mesures seraient cependant prématurées. L'amélioration de la balance des paiements tient à des facteurs qui n'ont pas tous un caractère structurel. Si les termes d'échanges venaient à se renverser, si les dépenses des troupes d'occupation américaines devaient diminuer et priver l'Allemagne d'une source importante de dollars, si un fléchissement conjoncturel se produisait, entraînant une réduction des exportations allemandes — trois éventualités pouvant se réaliser demain —, l'équilibre actuel risquerait de se transformer en déficit d'autant plus aisément qu'il aurait été renoncé aux lois de cadre permettant de le freiner pour en réduire la gravité.

Une dernière question reste à examiner, celle de savoir dans quelle mesure la politique des devises et du change revêt un caractère permanent en Allemagne. Son maintien ou sa suppression est avant tout fonction de l'existence de réserves importantes en or et en devises convertibles. Malgré leur augmentation, elles sont encore insuffisantes pour que la législation du change puisse être abolie. Les perspectives d'exportation et l'évolution possible de la balance des paiements ne sont pas telles que l'Allemagne soit dès à présent dégagée de tout souci. Dès cette année, elle va devoir faire face à de nouvelles obligations

très lourdes vis-à-vis de l'étranger : 567 millions de D.M. pour l'Accord de Londres du 27 février 1953, 300 millions de D.M. pour les accords de réparation avec Israël et la Suisse, 225 millions de D.M. pour le transfert des revenus d'avoirs anciens, soit un total de près de 1.100 millions de D.M.

Elle doit craindre aussi certaines difficultés à l'exportation, où elle se heurte à une concurrence accrue, alors que l'élimination des tendances inflationnistes chez la plupart de ses clients va normalement provoquer une diminution de la demande des biens d'investissement. Encore convient-il de souligner les difficultés de paiement avec lesquelles certains d'entre eux se trouvent aux prises.

Le maintien de la législation du change et des devises est lié au problème général de la convertibilité des monnaies qui doit se mériter par un assainissement progressif de la situation économique et financière des pays principaux, bien plus qu'elle ne doit être formellement déclarée. Au demeurant, les conditions structurelles de l'économie allemande exigent moins une convertibilité financière assortie d'un contrôle du mouvement des marchandises que la poursuite d'une politique de libération des échanges dont le succès ne peut être assuré que si l'on conserve une certaine économie des devises (*Devisenbewirtschaftung*).

Enfin, les différentes modifications intervenues en Allemagne depuis 1945, l'augmentation de sa population, la perte de territoires et de leurs industries spécialisées, la disparition de ses marchés du Sud-Est européen, la nécessité dans laquelle elle se trouve d'importer plus de matières premières et de produits alimentaires qu'autrefois, l'obligent plus que tout autre pays à gérer avec grand soin ses réserves de change pour limiter l'incidence de tout choc en retour éventuel.

Cet ensemble de facteurs conditionne le maintien de la politique du change et des devises, sans exclure cependant un assouplissement, dans la mesure où se réalisera, dans la plupart des grands pays, une collaboration économique, monétaire et financière tant à l'échelon européen que dans les rapports entre l'Europe et la zone dollar.

## BIBLIOGRAPHIE SUR LA SITUATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* d'Octobre 1953. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions, ni les sources statistiques.

### 1. MONNAIE — BANQUE

Aperçu des modifications introduites par la loi uniforme sur la lettre de change et le billet à ordre, modifiée et complétée par la loi du 10 août 1953. (*Banque Nationale de Belgique, Bruxelles, 1953, 40 p.*)

CAMU, L., Post-war financial and monetary developments in Belgium. (*National Provincial Bank Review, Londres, n° 22, mai 1953, pp. 1-9.*)

DELMOTTE L., De Belgische geld- en kapitaalmarkt in September 1953. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVIII, n° 1900, 28 octobre 1953, pp. 874-875.*)

WOUTERS V., De positie van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie in de Europese Betalingsunie in 1952 en 1953. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVIII, n° 1900, 28 octobre 1953, pp. 870-872.*)

### 2. BOURSE — ÉPARGNE

AMAYE L., Le financement des investissements au Congo belge. (*Bulletin d'information du Comité national pour le développement de l'épargne mobilière, Bruxelles, n° 8, novembre 1953, pp. 2-6.*)

A propos des projets du gouvernement en vue d'encourager les investissements. (*Bulletin d'information du Comité national pour le développement de l'épargne mobilière, Bruxelles, n° 7, octobre 1953, pp. 10-17.*)

BOONEN P., Productivité — Cogestion — Investissements. (*Société belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, LII, n° 157, août-septembre-octobre 1953, pp. 614-618.*)

CRAEN G., Le problème des investissements en Belgique. (*Société belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, LII, n° 157, août-septembre-octobre 1953, pp. 619-624.*)

DELMOTTE L., De Belgische geld- en kapitaalmarkt in September 1953. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVIII, n° 1900, 28 octobre 1953, pp. 874-875.*)

Herrie om de Nationale Investerings-Maatschappij. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Anvers, n° 10, octobre 1953, pp. 896-898.*)

JACQUEMYNS G., Epargne et Investissements. (*Institut Universitaire d'Information Sociale et Economique — Centre belge pour l'étude de l'opinion publique et des marchés « INSOC », Bruxelles, nos 4 et 5, 1953, pp. 1-84.*)

### 3. PRIX — SALAIRES

Incidence des dépenses en énergie électrique sur le revenu national belge. (*Energie, Bulletin de l'Association des Centrales électriques industrielles de Belgique, Bruxelles, n° 119, juillet-août 1953, pp. 1959-1963.*)

LION V., La signification et le rôle de l'index des prix de détail en Belgique. (*Revue Commerciale, publiée par la Chambre de Commerce néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg, Bruxelles, n° 11, novembre 1953, pp. 6-10.*)

### 4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES

A propos des projets du gouvernement en vue d'encourager les investissements. (*Bulletin d'information du Comité national pour le développement de l'épargne mobilière, Bruxelles, n° 7, octobre 1953, pp. 10-17.*)

BOONEN P., Productivité — Cogestion — Investissements. (*Société belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, LII, n° 157, août-septembre-octobre 1953, pp. 614-618.*)

- CAMU L., Post-war financial and monetary developments in Belgium. (*National Provincial Bank Review*, Londres, n° 22, mai 1953, pp. 1-9.)
- CRAEN G., Le problème des investissements en Belgique. (*Société belge d'Etudes et d'Expansion*, Liège, LII, n° 157, août-septembre-octobre 1953, pp. 619-624.)
- La fin des retenues? (*Bulletin de la Fédération des Industries belges*, Bruxelles, VIII, n° 33, 1<sup>er</sup> novembre 1953, pp. 1519-1521.)
- Les finances publiques en 1954. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*, Bruxelles, VIII, n° 45, 8 novembre 1953, pp. 349-350, 355-356.)
- Premiers éléments d'une comptabilité nationale de la Belgique, 1948-1951. (*Institut de Sociologie Solway*, Bruxelles, 1953, 209 p.)
- TIBERGHIE A., De fiscale wetten van Juli 1953. (*V. E. V. Berichten, tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond*, Anvers, XXVIII, n° 18, 15 octobre 1953, pp. 1627-1645.)
- 5. ORGANISMES FINANCIERS RÉGIS PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES PARTICULIÈRES OU PLACÉS SOUS LA GARANTIE OU LE CONTRÔLE DE L'ÉTAT**
- LEGER L.-Th., Historique de la Caisse Nationale de Crédit professionnel. (*Banque Nationale de Belgique*, 1953, 43 p.)
- 6. RÉÉQUIPEMENT — LUTTE CONTRE LE CHOMAGE**
- DEVREKER A., De na-oorlogse evolutie van de werkingstelling en de huidige structuur van de werkloosheid in Vlaanderen. (*Economica-Documentatie*, Louvain, nos 3-4, 1953, pp. 37-56.)
- MARTIN F., Chômage et production. (*Société Belge d'Etudes et d'Expansion*, Liège, LII, n° 157, août-septembre-octobre 1953, pp. 631-636.)
- PLOUVIER W., Werkloosheid en nieuwe industrieën in Vlaanderen. (*Economica-Documentatie*, Louvain, nos 3-4, 1953, pp. 119-151.)
- VANDERREYD M.-A., Le chômage des femmes en Belgique. (*La Revue politique*, Bruxelles, III, n° 5, 20 octobre 1953, pp. 508-523.)
- 7. TRANSACTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES**
- BUSSCHAU W., American prejudices and the price of gold. (*The Commercial and Financial Chronicle*, New York, CLXXVIII, n° 5264, 15 octobre 1953, pp. 11, 32.)
- CHLEPNER S., Le problème de la convertibilité monétaire. (*Industrie, revue de la Fédération des Industries belges*, Bruxelles, VII, n° 10, octobre 1953, pp. 630-637.)
- COLLIN F., Limited currency convertibility will not work. (*The Commercial and Financial Chronicle*, New York, CLXXVIII, n° 5266, 22 octobre 1953, p. 22.)
- Could european currencies be made convertible forthwith? (*The Statist*, Londres, CLVIII, n° 3946, 24 octobre 1953, pp. 520-521.)
- DAUPHIN-MEUNIER A., Libre commerce et convertibilité monétaire devant l'assemblée du Fonds Monétaire International. (*Nouvelle Revue de l'Economie contemporaine*, Paris, XII, n° 45, septembre 1953, pp. 4-7.)
- DE STAERCKE R., Quelques aspects du commerce extérieur. (*Société belge d'Etudes et d'Expansion*, Liège, LII, n° 157, août-septembre-octobre 1953, pp. 625-630.)
- EINZIG P., The British Commonwealth and sterling convertibility. (*The Commercial and Financial Chronicle*, New York, CLXXVIII, n° 5264, 15 octobre 1953, p. 25.)
- FANTINI O., I movimenti internazionali di capitali nella teoria e nelle recenti esperienze. (*Rivista di Politica Economica*, Rome, XLIII, III<sup>e</sup> série, nos VII-VIII, juillet-août 1953, pp. 791-807.)
- HARDEN J., Ist die Dollarlücke geschlossen? (*Der Volkswirt, Wirtschafts- und Finanz-Zeitung*, Frankfurt, VII, n° 41, 10 octobre 1953, pp. 14-16.)
- La convention monétaire ONUX : Une procédure nouvelle pour le règlement des échanges internationaux. (*Economie et Réalités mondiales*, Paris, nos 43-45, août-octobre 1953, pp. 45-50.)
- LAGUNILLA INARRITU A., Dolares y esterlinas. (*Comercio Exterior*, Mexico, T. III, n° 9, septembre 1953, pp. 331-333.)
- LAUFENBURGER H., A propos du 23<sup>e</sup> rapport de la Banque des Règlements Internationaux : épargne, inflation et investissements. (*Revue de Science et de Législation financières*, Paris, n° 4, octobre-décembre 1953, pp. 762-769.)
- Le pétrole et la convertibilité du sterling. (*Petroleum Press Service*, Paris, XX, n° 10, octobre 1953, pp. 349-351.)
- L'organisation européenne de coopération économique. Historique et structure. (*O. E. C. E.*, Paris, 1953, 46 p.)
- MEADE J. E., The Atlantic community and the dollar gap. (*Friends of Atlantic Union*, Londres, 1953, 36 p.)

MICHIELS J., Na-oorlogse ontwikkeling van de buitenlandse handel van Belgisch Congo en Ruanda-Urundi. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, VII, nos 1-2, février-avril 1953, pp. 69-83.*)

PAPI G., Qualche linea di concreta organizzazione dei mercati europei. (*Moneta e Credito, Rivista trimestrale della Banca Nazionale del Lavoro, Rome, VI, 2<sup>e</sup> trim. 1953, pp. 192-200.*)

PÜNDER M., Ändert Belgien seine Handelspolitik? (*Der Volkswirt, Wirtschafts- und Finanz-Zeitung, Frankfurt, VII, n<sup>o</sup> 44, 31 octobre 1953, pp. 17-18.*)

SHULL F., Currency convertibility and the gold standard. (*The Commercial and Financial Chronicle, New York, CLXXVIII, n<sup>o</sup> 5258, 24 septembre 1953, p. 18.*)

The outlook for currency convertibility. (*The Guaranty Survey, published by the Guaranty Trust Company of New York, XXXIII, n<sup>o</sup> 6, octobre 1953, pp. 1-3.*)

The question of sterling convertibility. (*Monthly Review of the Bank of Nova Scotia, Toronto, n<sup>o</sup> 87, août-septembre 1953, pp. 1-14.*)

VON MANGOLDT H.-K., Die Europäische Zahlungsunion und ihre Aufgaben bei der Neuordnung des internationalen Zahlungsverkehrs. (*Kieler Vorträge, Neue Folge 3, Institut für Weltwirtschaft an der Universität Kiel, 1953, 20 p.*)

WOUTERS V., De positie van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie in de Europese Betalingsunie in 1952 en 1953. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVIII, n<sup>o</sup> 1900, 28 octobre 1953, pp. 870-872.*)

## 8. ASPECTS FINANCIERS DE BENELUX

Bibliographie Benelux. (*Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, 1953, 2<sup>e</sup> édition, 81 p.*)

De markt- en prijspolitiek in de Nederlandse landbouw. Ontwikkeling sinds 1949 en huidige stand van zaken. (*Landbouw-Economisch Instituut, La Haye, 1953, 41 p.*)

Les tâches multiples d'une politique économique luxembourgeoise. (*L'Echo de l'Industrie, Luxembourg, XXXI, n<sup>o</sup> 41, 17 octobre 1953, pp. 3-4.*)

L'industrie luxembourgeoise : Années 1946 à 1952. (*Cahiers économiques du Service d'Etudes, publiés par le Ministère des Affaires économiques du Grand-Duché de Luxembourg, n<sup>o</sup> 6, 1953, 97 p.*)

WEISGLAS M., Benelux. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVIII, n<sup>o</sup> 1901, 4 novembre 1953, p. 879.*)

## 9. PLAN SCHUMAN

CALABI B., La rinascita della siderurgia tedesca. (*Rivista di Politica Economica, Rome, XLIII-III serie, nos VII-VIII, juillet-août 1953, pp. 866-881.*)

COSCIANI C., Problemi fiscali della Comunità europea del carbone e dell'acciaio. (*Bancaria, Rassegna dell'Associazione Bancaria Italiana, Rome, IX, n<sup>o</sup> 9, septembre 1953, pp. 901-916.*)

DELMER A., La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Les transports par eau. La Meuse, le Rhin, la Moselle. (*Annales des Travaux publics de Belgique, Ministère des Travaux publics, Bruxelles, CVI, n<sup>o</sup> 3, juin 1953, pp. 327-360.*)

De Maas als slagader der KSG. (*Transportkroniek, Anvers, IX, n<sup>o</sup> 19, 20 octobre 1953, pp. 655-659.*)

GÉRARD-LIBOIS J., La vie économique : La C.E.C.A. en rodage. (*La Revue Nouvelle, Bruxelles, IX, n<sup>o</sup> 10, 15 octobre 1953, pp. 317-323.*)

La sidérurgie française en 1953. (*Perspectives, Bulletin hebdomadaire de la Société d'Etudes et d'Informations économiques, Paris, IX, n<sup>o</sup> 39, 7 novembre 1953.*)

La sidérurgie française face à l'économie. (*L'Economie, Paris, IX, n<sup>o</sup> 417, 22 octobre 1953, pp. 21-23.*)

Nieuwe aspecten van het steenkolenprobleem. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Anvers, n<sup>o</sup> 10, octobre 1953, pp. 894-896.*)

Rapport sur les problèmes posés par les taxes sur le chiffre d'affaires dans le marché commun. (*C.E.C.A., s.l., 38 p.*)

VAN KLEFFENS A., La fédération fonctionnelle et l'expansion de sa juridiction. (*Société Belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, LII, n<sup>o</sup> 157, août-septembre-octobre 1953, pp. 789-794.*)

WIEL P., Untersuchungen zu den Kosten- und Marktproblemen der westeuropäischen Kohlenwirtschaft. (*Rheinisch-Westfälisches Institut für Wirtschaftsfor-schung, Essen, 1953, 175 p.*)

WOLTER H., Die französische Eisen schaffende industrie. (*Kommissionsverlag Schrobsdorff'sche Buchhandlung, Düsseldorf, 1953, 114 p.*)

## 10. GÉNÉRALITÉS

CABAY I., Problèmes économiques belges. (*Revue pratique des questions commerciales et économiques, Liège, n<sup>o</sup> 3, septembre 1953, pp. 2-18.*)

EYSKENS G., Welvaartsprogramma voor Vlaanderen. (*Economica-Documentatie, Louvain, nos 3-4, 1953, pp. 155-159.*)

L'économie belge en 1952. (*Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Puvrez, Bruxelles, 1953, 439 p.*)

L'évolution cyclique au Congo belge. (*Bulletin de la Banque Centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi, Bruxelles, II, n<sup>o</sup> 9, septembre 1953, pp. 289-299.*)

## LÉGISLATION ÉCONOMIQUE

*Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.*

*Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.*

*Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :*

- I. — *Législation économique générale*
- II. — *Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière*
- III. — *Législation agricole*
- IV. — *Législation industrielle*
- V. — *Législation du travail*
- VI. — *Législation relative au commerce intérieur*
- VII. — *Législation relative au commerce extérieur*
- VIII. — *Législation des transports*
- IX. — *Législation relative aux prix et aux salaires*
- X. — *Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)*
- XI. — *Législation en matière de dommages de guerre*

### I — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

#### Loi du 27 juillet 1953

*portant approbation de l'accord portant révision et renouvellement de l'Accord International du Blé, signé à Washington, le 13 avril 1953 (Moniteur, 25 octobre 1953, p. 6790).*

#### Loi du 7 août 1953

*concernant l'aide à la création, à l'extension, au rééquipement et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales (Moniteur, 17 octobre 1953, p. 6606).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — La garantie de l'Etat peut être accordée, aux conditions déterminées par le Roi, pour le remboursement en capital, intérêts et accessoires, de prêts consentis par des institutions publiques de crédit pour la création, l'extension, le rééquipement ou la rationalisation d'entreprises industrielles ou artisanales, pour autant que cette création, extension, rééquipement ou rationalisation réponde à l'intérêt économique général.

*Art. 2.* — La garantie de l'Etat prévue à l'article précédent ne peut être accordée qu'au profit de personnes physiques ou morales qui ne peuvent offrir aux institutions publiques de crédit des garanties suffisantes pour l'obtention d'un crédit ordinaire.

Les institutions publiques de crédit veillent à ce que les demandeurs de crédit aient épuisé leurs possibilités de garantie.

*Art. 3.* — Le montant global des crédits auxquels la garantie de l'Etat peut être attachée en vertu de la présente loi ne peut dépasser trois milliards de francs en principal, intérêts et accessoires, en ce compris les engagements en cours à la date de la mise en vigueur de la présente loi, souscrits en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 28 novembre 1939 portant organisation de l'aide aux industries nouvelles.

Après épuisement de ces trois milliards, le Roi pourra élever ce montant d'un milliard en libérant une tranche d'un milliard.

*Art. 4.* — Le montant des opérations traitées sous la garantie de l'Etat par les institutions publiques de crédit n'est pas compris dans la limite des engagements, fixée éventuellement à ces organismes pour leurs opérations ordinaires.

Le Roi est autorisé à modifier ou à compléter les dispositions régissant l'organisation des institutions publiques de crédit en vue d'assurer la concordance entre ces dispositions et la disposition qui précède.

*Art. 5.* — Dans la mesure où un crédit est prévu à cette fin au budget, des subventions peuvent être octroyées, aux conditions déterminées par le Roi, aux institutions publiques de crédit pour leur permettre de consentir, en faveur de la création, de l'extension, du rééquipement ou de la rationalisation d'entreprises industrielles ou artisanales, des prêts à un taux d'intérêt inférieur au taux que ces institutions pratiquent pour leurs opérations ordinaires.

Ces subventions ne peuvent être accordées que pour autant que la création, l'extension, le rééquipement ou la rationalisation en vue de laquelle le prêt a été consenti, réponde à l'intérêt économique général.

*Art. 6.* — Le montant des subventions accordées ne

peut, en aucun cas, dépasser le montant des intérêts à charge du bénéficiaire de crédits, ni excéder un intérêt de 3 p. c. sur les capitaux prêtés.

Art. 7. — Il sera fait annuellement rapport aux Chambres législatives sur l'application de la présente loi.

Art. 8. — Le Roi déterminera les modalités d'application de la présente loi, sur la proposition de Ses Ministres qui en auront délibéré en Conseil.

Art. 9. — L'arrêté royal n° 81 du 28 novembre 1939, portant organisation de l'aide aux industries nouvelles et l'arrêté royal du 17 octobre 1952, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 précité, sont abrogés.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit

revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

#### Arrêté royal du 12 octobre 1953

*portant exécution de la loi du 7 août 1953 concernant l'aide à la création, à l'extension, au rééquipement et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales (Moniteur, 17 octobre 1953, p. 6607).*

## II — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

#### Loi du 27 juillet 1953

*contenant le budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour 1953 (Moniteur, 1<sup>er</sup> octobre 1953, p. 6149).*

#### Loi du 7 août 1953

*concernant l'aide à la création, à l'extension, au rééquipement et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales (Moniteur, 17 octobre 1953, p. 6606). (Voir texte, rubrique I.)*

#### Arrêté royal du 28 septembre 1953

*relatif à l'émission de l'emprunt 4 1/2 p. c. 1953-1968 (Moniteur, 1<sup>er</sup> octobre 1953, p. 6427).*

Article 1<sup>er</sup>. — Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre aux conditions qu'il déterminera un emprunt intérieur, dénommé emprunt 4 1/2 p. c. 1953-1968.

Art. 2. — L'emprunt sera représenté par des obligations au porteur de 1.000 francs, 5.000 francs, 10.000 francs, 50.000 francs et 100.000 francs.

Elles porteront intérêt au taux de 4 1/2 p. c. l'an à partir du 15 octobre 1953 et seront munies de quinze coupons d'intérêt annuels, payables le 15 octobre de chacune des années 1954 à 1968.

Art. 3. — Ces obligations pourront être converties par les porteurs en inscriptions nominatives sur le Grand-Livre de la Dette publique.

Art. 4. — L'emprunt est amortissable en quinze ans, à concurrence de 3 1/2 p. c. du capital nominal pendant chacune des quatorze premières années et le solde, la dernière année; le cas échéant, le capital nominal à amortir chaque année sera arrondi au million de francs supérieur.

Les obligations à rembourser le 15 octobre de chacune des quatorze années 1954 à 1967 seront désignées par un tirage au sort à effectuer le dernier lundi du mois de septembre de chacune de ces années.

Les obligations seront remboursables au pair ou à 101 p. c. de la valeur nominale, selon qu'elles auront été désignées pour l'amortissement des années 1954 à 1963 ou des années 1964 à 1967.

Les obligations non désignées pour l'amortissement des quatorze premières années seront remboursables le 15 octobre 1968 au taux de 102 p. c. de leur valeur nominale.

Art. 5. — Le paiement des coupons et le remboursement des obligations seront effectués aux caisses de l'Etat (Banque Nationale de Belgique) à Bruxelles et en province.

Art. 6. — Les intérêts et la prime de remboursement seront exempts de tous impôts et taxes réels quelconques, présents et futurs, au profit de l'Etat, des provinces et des communes.

Art. 7. — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 8. — Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

#### Arrêté royal du 12 octobre 1953

*portant exécution de la loi du 7 août 1953 concernant l'aide à la création, à l'extension, au rééquipement et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales (Moniteur, 17 octobre 1953, p. 6607).*

#### Arrêté royal du 13 octobre 1953

*modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur, 19-20 octobre 1953, p. 6662).*

Les majorations établies par l'arrêté du 11 mars 1953 ne sont pas applicables aux importations des marchandises originaires et en provenance du Grand-Duché de Luxembourg.

#### Arrêté royal du 14 octobre 1953

*fixant la date jusqu'à laquelle les demandes, relatives à l'octroi de crédits spéciaux destinés à contribuer à la restauration des dommages causés aux biens privés par les inondations du 1<sup>er</sup> février 1953, peuvent être introduites auprès des institutions de crédit (Moniteur, 26-27 octobre 1953, p. 6839).*

#### Arrêté royal du 16 octobre 1953

*modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1952 relatif au contrôle des changes (Moniteur, 24 octobre 1953, p. 6687).*

Article 1<sup>er</sup>. — Les pourcentages de

20

16

12

8

6

et 4

prévus aux littéras a, b, c, d, e et f de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 22 mars 1952 modifié par les arrêtés royaux des 9 mai 1952 et 26 juillet 1952, sont réduits respectivement à

16,—

13,—

9,50

6,50

5,—

et 3,—

Le pourcentage de 32, prévu à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 mars 1952 modifié par les arrêtés royaux des 9 mai 1952 et 26 juillet 1952, est réduit à 25,50.

Art. 2. — Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1953.

#### Arrêté royal du 28 octobre 1953

relatif à l'émission d'un emprunt de 60 millions de francs suisses à contracter en Suisse par le Congo

belge (Moniteur, 31 octobre 1953, p. 7015).

#### Impôts sur les revenus

Convention entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique pour éviter la double imposition et empêcher l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (Moniteur, 19-20 octobre 1953, p. 6654).

### III — LEGISLATION AGRICOLE

#### Arrêté royal du 21 septembre 1953

modifiant l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juillet 1951, concernant l'octroi de subsides pour l'encouragement de la culture fruitière (Moniteur, 23 octobre 1953, p. 6759).

### IV — LEGISLATION INDUSTRIELLE

#### Arrêté royal du 28 septembre 1953

accueillant une requête relative à l'industrie de la boulonnerie et déposée par application de l'arrêté royal n° 62 du 13 janvier 1953 permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution (Moniteur, 21 octobre 1953, p. 6691).

Jusqu'au 31 décembre 1953, il est interdit à tout producteur des produits de boulonnerie visés à l'article 2, d'en produire annuellement dans une proportion qui excède 75 p. c. de la capacité de production de l'ensemble de ses installations établies au 31 décembre 1950.

Jusqu'au 31 décembre 1953, mais sous réserve de l'application de l'article 6 du présent arrêté et des dérogations qui peuvent être accordées conformément à l'article 20 de l'arrêté royal du 13 janvier 1935, il est interdit d'installer ou de mettre en activité des moyens de pro-

duction destinés à la fabrication des articles de boulonnerie tombant sous l'application du présent arrêté, qui soient supplémentaires à ceux qui existaient à la date du 31 décembre 1950.

#### Arrêté royal du 12 octobre 1953

portant rejet de demandes de dérogation aux dispositions de l'arrêté royal du 9 février 1953, qui accueille une requête relative à l'industrie de l'acide carbonique et déposée par application de l'arrêté royal n° 62 du 13 janvier 1935, permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution (Moniteur, 24 octobre 1953, p. 6772).

### V — LEGISLATION DU TRAVAIL

#### Arrêté royal du 31 août 1953

rendant obligatoire la décision en date du 3 juin 1953 de la Commission paritaire nationale des industries du ciment, concernant la fixation des dates de vacances pour l'année 1953, dans l'industrie du ciment, section agglomérés de ciment (Moniteur, 12-13 octobre 1953, p. 6483).

#### Arrêté royal du 15 septembre 1953

portant modification du Règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne les salles de spectacle (Moniteur, 12-13 octobre 1953, p. 6462).

#### Arrêté royal du 24 septembre 1953

modifiant le titre I, chapitre II, A, du règlement

général pour la protection du travail (Moniteur, 12-13 octobre 1953, p. 6470).

#### Arrêté royal du 26 septembre 1953

modifiant l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office national du placement et du chômage (Moniteur, 1<sup>er</sup> octobre 1953, p. 6139).

Cet arrêté établit notamment de nouvelles conditions d'indemnisation des chômeurs.

#### Arrêté royal du 30 septembre 1953

rendant obligatoire la décision en date du 17 avril 1953 de la Commission paritaire nationale de l'industrie textile, concernant la fixation des dates de vacances pour l'année 1953, dans l'industrie de la

préparation des fibres de lin (Moniteur, 12-13 octobre 1953, p. 6485).

**Arrêté royal du 12 octobre 1953**

rendant obligatoire la décision en date du 22 juin

1953 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de la coiffure, relative à l'octroi de congé à l'occasion d'événements particuliers au personnel de l'industrie de la coiffure (Moniteur, 19-20 octobre 1953, p. 6674).

**VI — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE INTERIEUR**

**Arrêté royal du 30 septembre 1953**

portant abrogation de l'arrêté du Régent du 19 novembre 1945, concernant le commerce et le débit des sulfamidés (Moniteur, 26-27 octobre 1953, p. 6854).

**VII — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR**

**Loi du 6 mars 1953**

portant approbation de l'Accord commercial entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Etats-Unis mexicains, signé à Bruxelles, le 16 septembre 1950 (Moniteur, 29 octobre 1953, p. 6926).

Les deux Gouvernements conviennent en matière d'importation, d'exportation, de transit et d'entreposage en douane de se concéder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous les droits, charges et impôts accessoires, le mode d'imposition et de perception des dits droits, charges et impôts ainsi que les règles, formalités et charges auxquelles peuvent être soumises les opérations en douane.

**Arrêté royal du 13 octobre 1953**

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur, 19-20 octobre 1953, p. 6662). (Voir aussi rubrique II.)

**Arrêté royal du 16 octobre 1953**

modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1952 relatif au contrôle des changes (Moniteur, 21 octobre 1953, p. 6687). (Voir texte, rubrique II.)

**VIII — LEGISLATION DES TRANSPORTS**

**Loi du 18 juillet 1953**

portant approbation des actes internationaux suivants : a) Convention internationale pour faciliter le franchissement des frontières aux voyageurs et aux bagages transportés par voie ferrée, et Annexe, signées à Genève, le 10 janvier 1952; b) Convention internationale pour faciliter le franchissement des frontières aux marchandises transportées par voie ferrée, et Annexe, signées à Genève, le 10 janvier 1952 (Moniteur, 28 octobre 1953, p. 6870).

**Arrêté ministériel du 29 septembre 1953**

fixant les frets et prix de location, ainsi que leurs conditions d'application, pour tout contrat d'affrètement ou de location conclu à l'intervention de l'Office régulateur de la Navigation intérieure (Moniteur, 1<sup>er</sup> octobre 1953, p. 6429).

**Tarif international du 15 octobre 1952**

pour le transport de marchandises par wagon complet entre les ports de mer belges d'Anvers, Bruxelles, Gand, Ostende et Zeebrugge, d'une part et l'Autriche, d'autre part (Moniteur, 26-27 octobre 1953, p. 6846).

**Tarif international**

pour le transport des agrumes (citrons, mandarines, oranges, etc.), entre : 1) les ports français de la Méditerranée; 2) les points frontières franco-espagnols; 3) le Boulou-Perthus, d'une part, la Belgique et les Pays-Bas, d'autre part (Moniteur, 26-27 octobre 1953, p. 6846).

## IX — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

### Arrêté royal du 21 septembre 1953

rendant obligatoires les décisions des 20 et 27 août 1953 de la Commission paritaire nationale des entreprises de battage, relatives à la fixation des salaires minima des travailleurs-batteurs (Moniteur, 1<sup>er</sup> octobre 1953, p. 6137).

### Arrêté ministériel du 29 septembre 1953

fixant les frets et prix de location, ainsi que leurs conditions d'application, pour tout contrat d'affrètement ou de location conclu à l'intervention de l'Office régulateur de la Navigation intérieure (Moniteur, 1<sup>er</sup> octobre 1953, p. 6129).

### Arrêté royal du 12 octobre 1953

rendant obligatoire la décision du 1<sup>er</sup> juillet 1953 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises agricoles, modifiant et complétant les décisions du 2 juillet 1952, rendues obligatoires par l'arrêté royal du 20 septembre 1952 et relatives à la fixation du salaire pour les travaux saisonniers de la moisson (Moniteur, 24 octobre 1953, p. 6776).

### Arrêté royal du 14 octobre 1953

rendant obligatoire la décision du 1<sup>er</sup> septembre 1953 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire prorogeant, pour une période

d'un an, la validité de la décision du 20 avril 1951 de la même commission, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 15 octobre 1951 et concernant le rattachement des salaires à l'index-number des prix de détail (Moniteur, 29 octobre 1953, p. 6954).

### Arrêté royal du 14 octobre 1953

rendant obligatoire la décision du 1<sup>er</sup> septembre 1953 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire prorogeant, pour une période d'un an, la validité des dispositions relatives au rattachement des salaires minima dans la pâtisserie artisanale à l'index-number des prix de détail prévues dans la décision du 30 octobre 1951 de la même commission et rendues obligatoires par l'arrêté royal du 31 janvier 1952 (Moniteur, 29 octobre 1953, p. 6956).

### Arrêté royal du 22 octobre 1953

rendant obligatoires les décisions en date du 17 avril 1953 de la Commission paritaire régionale pour le commerce de charbon de la province d'Anvers, relatives à la fixation des conditions de travail et des salaires minima dans le commerce de charbon de la province d'Anvers, ainsi qu'au rattachement des salaires minima à l'index-number des prix de détail (Moniteur, 31 octobre 1953, p. 7044).

## X — LEGISLATION SOCIALE (PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

### Arrêté royal du 19 septembre 1953

modifiant l'arrêté du Régent du 21 mars 1945, concernant l'organisation de l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité. — Erratum (Moniteur, 5-6 octobre 1953, p. 6332).

### Arrêté royal du 26 septembre 1953

modifiant l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office national du placement et du chômage (Moniteur, 1<sup>er</sup> octobre 1953, p. 6139). (Voir aussi rubrique V.)

### Arrêté royal du 13 octobre 1953

pris en exécution de la loi du 26 janvier 1951 relative à la simplification des documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (Moniteur, 28 octobre 1953, p. 6898).

### Arrêté royal du 14 octobre 1953

rendant obligatoire la décision du 15 septembre 1953 de la Commission paritaire régionale pour le commerce de charbon de la province d'Anvers, concernant la fixation du montant d'une prime unique à payer aux travailleurs qui bénéficient de la sécurité d'existence et qui quittent l'industrie du charbon d'Anvers et environs à l'âge normal de la pension (Moniteur, 23 octobre 1953, p. 6758).

### Arrêté royal du 14 octobre 1953

modifiant l'arrêté royal du 12 novembre 1952, relatif à la simplification des documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (Moniteur, 28 octobre 1953, p. 6900).

# STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

## LE MARCHÉ DE L'ARGENT

### I — TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS (en %)

ÉPOQUES	TAUX OFFICIELS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE										CALL-MONEY		
	Escompte				Prêts et avances sur (*)						Mobilisation U. E. P. de comptes spéciaux (arrêtés 22-3-52 et 23-7-52)	En chambre de compensation	Hors compensation
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations de banque préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées	Promesses	Certificats ayant maximum 120 jours à courir	Certificats ayant maximum 8 mois à courir	Certificats ayant maximum 12 mois à courir	Certificats à plus de 12 mois et emprunts à moyen terme	Autres effets publics				
1951 Moyenne annuelle....	3,54	3,88	4,88	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	—	1,25	1,25	
1952 Moyenne annuelle....	3,24	3,74	4,74	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	(1) 3,50	1,25	1,25	
Moyennes mensuelles :													
1952 Août .....	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	3,50	1,25	1,25	
Septembre .....	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	3,50	1,25	1,25	
Octobre .....	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	3,50	1,25	1,25	
Novembre .....	3,25	3,75	4,75	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	3,50	1,25	1,25	
Déc. (depuis le 18) ..	3,—	3,50	4,50	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	3,50	1,25	1,25	
1953 Janvier .....	3,—	3,50	4,50	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	3,50	1,25	1,25	
Février .....	3,—	3,50	4,50	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	5,50	3,50	1,25	1,25	
Mars (depuis le 5) ...	3,—	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	3,50	1,25	1,25	
Avril .....	3,—	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	3,50	1,25	1,25	
Mai (depuis le 21) ...	3,—	3,50	4,50	4,75	2,—	2,1875	2,375	4,75	4,75	3,50	1,25	1,25	
Juin .....	3,—	3,50	4,50	4,75	2,—	2,1875	2,375	4,75	4,75	3,50	1,25	1,25	
Juillet .....	3,—	3,50	4,50	4,75	2,—	2,1875	2,375	4,75	4,75	3,50	1,25	1,25	
Août .....	3,—	3,50	4,50	4,75	2,—	2,1875	2,375	4,75	4,75	3,50	1,25	1,25	
Septembre .....	3,—	3,50	4,50	4,75	2,—	2,1875	2,375	4,75	4,75	3,50	1,25	1,25	
Octobre (depuis le 29) ..	2,75	3,25	4,25	4,50	2,—	2,1875	2,375	4,50	4,50	(2) 2,75	1,25	1,25	

(1) Moyenne des cinq derniers mois.

(2) 3 % du 8 au 28 octobre 1953.

#### (\*) Quotité de l'avance en octobre 1953 :

Certificats de trésorerie émis à court terme .....	95 %	Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1947) .....	90 %
Certificats de trésorerie émis à plus de 12 mois .....	90 %	Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1948) .....	90 %
Obligations Emprunt 4 1/2 % 1951 .....	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1949 .....	90 %
Obligations Emprunt 4 1/2 % 1952, à 10 ans .....	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1950 Congo belge .....	90 %
Obligations Emprunt 4 1/2 % 1952, à 12 ans .....	90 %	Obligations 4 % 1950-1960 Congo belge .....	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 15 ans au plus (1942) ..	90 %	Obligations 3 1/2 % de l'Assainissement Monétaire, 1 <sup>re</sup> série ..	90 %
Certificats de trésorerie 4 % à 20 ans au plus (1943) .....	90 %	Obligations 3 1/2 % de l'Assainissement Monétaire, 2 <sup>e</sup> série ..	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 10 ans (1944) .....	90 %	Autres effets publics .....	80 %

### II — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

ÉPOQUES	Banques — Comptes de dépôts à (*)					Caisse générale d'Épargne (dépôts sur livrets)			Soc. Nation. de Crédit à l'Industrie
	vue	15 jours de préavis	1 mois	3 mois	6 mois	jusqu'à 75.000 fr.	75.001 à 150.000 fr.	au delà de 150.000 fr.	
1951 Moyenne annuelle....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	(1) 3,—	(2) 1,50	(3) 0,50	2,50
1952 Moyenne annuelle....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Moyennes mensuelles :									
1952 Août .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Septembre .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Octobre .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Novembre .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Décembre .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1953 Janvier .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Février .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mars .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Avril .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mai .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Juin .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Juillet .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Août .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Septembre .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Octobre .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50

(\*) Moyenne de quatre banques.

(1) Jusqu'à 50.000 francs. — (2) De 50.001 à 100.000 francs. — (3) Au delà de 100.000 francs.

**LE MARCHÉ DE L'ARGENT (suite)**  
III — L'argent au jour le jour  
(millions de francs)

**METAUX PRECIEUX**  
Cours des métaux précieux  
à Bombay (1)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés			Capitaux empruntés		
	par des organismes compensateurs		Total	par des organismes non compensateurs (2)	en compensation (3)	hors compensation (4)
	Banques de dépôts	Autres organismes (1)				
1949.....	1.906	661	2.567	2.580	2.098	3.049
1950.....	1.830	594	2.424	1.736	2.323	1.837
1951.....	2.034	772	2.806	2.578	2.788	2.596
1952.....	2.398	754	3.152	2.645	3.115	2.682
1953 Avril.....	2.387	811	3.178	1.921	2.814	2.285
Mai.....	2.391	695	3.086	1.981	2.948	2.119
Juin.....	2.743	467	3.210	2.011	3.187	2.034
Juillet.....	2.337	424	2.761	1.624	2.753	1.632
Août.....	1.966	499	2.465	3.209	2.465	3.209
Septembre.....	2.163	578	2.741	2.684	2.741	2.684
Octobre :						
2 au 8.....	2.347	530	2.877	1.429	2.877	1.429
9 au 15.....	2.915	573	3.488	1.968	3.488	1.968
16 au 22.....	2.837	616	3.453	1.987	3.449	1.991
23 au 29.....	2.356	551	2.907	2.075	2.862	2.120
30 au 5-11.....	1.892	297	2.189	2.496	2.189	2.496
Novembre :						
6 au 12.....	2.075	803	2.878	2.127	2.878	2.127

Périodes	Or Conversion en sh. et d. par oz. fin (2)	Argent Conversion en pence par oz. fin (2)
1951 31 décembre.....	422/9	90
1952 31 décembre.....	334/9	73
Moyennes journalières :		
1952 Août.....	364/9	77
Septembre.....	362/0	77
Octobre.....	349/6	75
Novembre.....	330/0	73
Décembre.....	321/3	71
1953 Janvier.....	348/9	74
Février.....	359/8	80
Mars.....	347/6	72
Avril.....	348/0	76
Mai.....	349/6	78
Juin.....	362/5	76
Juillet.....	350/0	74
Août.....	350/5	74
Septembre.....	347/9	74
Octobre.....	327/6	78

(1) Notamment le Crédit Communal de Belgique et la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.  
(2) Notamment la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et l'Office National de Sécurité Sociale.  
(3) Notamment l'Institut de Réescampte et de Garantie et l'Office National du Ducroire.  
(4) Notamment le Fonds des Rentes et l'Office Central de Crédit hypothécaire.

(1) Prix de l'oz. d'or fin : à Londres : 248 sh. depuis le 18 septembre 1949; à New-York : 35 \$ depuis le 1<sup>er</sup> février 1934.  
(2) Cotations originales en roupies et annas respectivement par fine tola et par 100 fine tolas.

**LE MARCHÉ DES CHANGES**

I — Cours officiels au 31 octobre 1953, fixés par la Banque Nationale de Belgique, en vertu de l'arrêté n° 6 pris à Londres le 1<sup>er</sup> mai 1944 par les Ministres réunis en Conseil (« Moniteur belge » du 5 septembre 1944, n° 22)  
(francs belges)

DEVICES	Cours contractuel ou moyen	Transferts	
		Cours acheteur	Cours vendeur
100 francs congolais.....	—	100,—	100,—
100 francs luxembourgeois.....	—	100,—	100,—
1 couronne norvégienne.....	7,—	6,98	7,02
100 couronnes tchécoslovaques.....	694,44225	692,50	696,50

II — Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles  
(francs belges)

Moyennes journalières	100 francs suisses	1 \$ U.S.A.	100 francs français	1 \$ canadien	1 Livre sterling	100 escudos	1 florin P.-B.	1 couronne suédoise	1 couronne danoise	1 Deutsche Mark
1951.....	1.155,38	50,34	14,27	47,76	140,14 (1)					
1952.....	1.144,58	50,29	14,27	51,38	139,86	173,98 (2)				
1952 Août.....	1.145,35	50,28	14,28	52,30	139,48	174,—				
Septembre.....	1.144,64	50,19	14,28	52,31	139,98	173,99				
October.....	1.144,68	50,08	14,29	51,96	140,10	174,—				
Novembre.....	1.144,86	50,04	14,28	51,27	140,02	174,03				
Décembre.....	1.145,13	50,16	14,24	51,67	140,05	174,04				
1953 Janvier.....	1.145,21	50,15	14,23	51,67	140,04	174,03	13,16 (3)			
Février.....	1.145,03	50,07	14,20	51,26	140,22	174,03	13,16	9,66 (4)		
Mars.....	1.144,80	50,05	14,22	50,90	140,38	174,05	13,16	9,67		
Avril.....	1.144,89	50,04	14,23	50,88	140,39	174,05	13,16	9,67		
Mai.....	1.145,48	49,95	14,22	50,25	140,15	174,05	13,19	9,67	7,24 (5)	11,94 (6)
Juin.....	1.147,31	49,98	14,24	50,27	139,98	174,05	13,21	9,65	7,24	11,98
Juillet.....	1.149,40	49,96	14,30	50,35	140,01	174,05	13,23	9,65	7,24	11,97
Août.....	1.151,18	49,97	14,35	50,55	140,13	174,05	13,25	9,69	7,24	11,98
Septembre.....	1.150,54	49,85	14,34	50,64	140,05	174,03	13,20	9,69	7,24	11,98
Octobre.....	1.149,95	49,83	14,29	50,72	140,11	174,04	13,18	9,71	7,23	11,98

(1) Moyenne du 17 au 31 décembre 1951.  
(2) Moyenne du 7 juillet au 31 décembre 1952.  
(3) Moyenne du 26 au 30 janvier 1953.  
(4) Moyenne du 23 au 27 février 1953.  
(5) Moyenne du 18 au 29 mai 1953.  
(6) Moyenne du 4 au 29 mai 1953.

# LE MARCHÉ DES CAPITAUX

## I — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

DÉSIGNATION DES TITRES	Cotation pour	COURS AU				
		1 <sup>er</sup> juillet 1953	3 août 1953	1 <sup>er</sup> sept. 1953	1 <sup>er</sup> octobre 1953	3 novembre 1953
<b>I. — Dette intérieure directe de l'Etat belge (Intérêts à bonifier).</b>						
Dette 3 1/2 % 1937 (1) (2)	100,—	80,05	80,20	80,30	80,50	80,50
Dette 3 1/2 % 1943 (1) (2)	100,—	78,20	78,45	78,60	78,85	79,10
Emprunt de l'Assainissement monétaire, 1 <sup>re</sup> série (impair), 3 1/2 % (2)	100,—	99,65	99,65	99,70	99,75	99,85
Emprunt de l'Assainissement monétaire, 2 <sup>e</sup> série (pair) 3 1/2 % (2)	100,—	—	99,—	98,45	98,80	99,—
Emprunt de l'Assainissement monétaire, 2 <sup>e</sup> série (impair) 3 1/2 % (2)	100,—	—	98,40	97,85	97,70	98,15
Dette unifiée 4 % (1) (2)	100,—	91,—	91,20	91,35	91,60	91,65
Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 (2)	100,—	88,10	88,10	88,15	88,60	88,80
Emprunt 4 1/2 % 1951 (2)	100,—	98,25	99,—	99,30	98,65	98,10
Emprunt 4 1/2 % 1952 à 10 ans (2)	100,—	99,35	99,25	99,50	98,70	98,90
Emprunt 4 1/2 % 1952-1964 à 12 ans (2)	100,—	97,55	98,15	98,40	98,—	97,65
Emprunt 4 1/2 % 1953 à 20 ans (2)	100,—	—	97,50	97,50	97,50	97,50
Certificats de Trésorerie à 15 ans au plus, 3 1/2 %, 1942, 1 <sup>re</sup> série (1) (2)	100,—	112,05	111,90	111,90	111,90	112,—
Certificats de Trésorerie à 5, 10, 20 ans, 3 1/2 %, 1943 (1) (2) (3)	100,—	105,—	105,05	105,15	105,10	104,90
Certificats de Trésorerie à 10 ans, 3 1/2 %, 1944, 1 <sup>re</sup> série (1) (2)	100,—	101,55	101,60	101,50	101,60	101,80
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1947 (2)	100,—	104,25	104,20	104,20	104,10	103,65
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1948 (2)	100,—	104,45	105,80	106,50	106,45	106,20
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1949 (2)	100,—	100,10	100,20	101,—	101,25	100,10
Emprunts à lots 1933, 4 %	1.050,—	1.033,—	1.039,—	1.043,—	1.049,—	1.051,—
Emprunts à lots 1938, 4 %	500,—	486,—	486,—	490,—	493,—	495,—
Emprunts à lots 1941, 4 %	1.000,—	936,—	943,—	946,—	944,—	947,—
Emprunts à lots 1953 (2 % jusqu'en 1967, ensuite 5 %) (2)	1.000,—	998,—	998,—	999,—	998,—	998,—
<b>II. — Dette indirecte et dette garantie par l'Etat (Intérêts à bonifier).</b>						
Domages de guerre à lots 1923, 4 %	525,—	495,—	499,—	499,—	500,—	498,—
Emprunt de la Reconstr. 1 <sup>re</sup> tranche 1947 (2 % jusqu'en 1957; ensuite 5 %) (2)	1.000,—	986,—	986,—	985,—	986,—	984,—
Emprunt de la Reconstr. 2 <sup>e</sup> tranche 1949 (2 % jusqu'en 1958; ensuite 5 %) (2)	1.000,—	999,—	998,—	998,—	998,—	998,—
Emprunt de la Reconstr. 3 <sup>e</sup> tranche 1950 (2 % jusqu'en 1960; ensuite 5 %) (2)	1.000,—	1.001,—	1.002,—	1.003,—	1.004,—	1.010,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche suisse), action privil. 6 % (1) (2)	500,—	561,—	563,—	567,—	567,—	572,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche hollandaise), action privil. 6 % (1) (2)	500,—	558,—	558,—	564,—	563,—	564,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche belge), action privil. 4 % (1) (2)	500,—	447,—	450,—	453,—	457,—	458,—
(*) Soc. Nat. des Chem. de fer vicinaux, 3 %, coup. janvier-juillet (1) (2) (4)	100,—	64,10	64,—	64,15	64,25	64,60
Régie des Télégraphes et Téléphones, 4 %, 1950 (2)	100,—	100,10	100,—	100,10	100,20	100,40
Régie des Télégraphes et Téléphones à 10 ans, 4 1/2 %, 1952, 1 <sup>re</sup> série (2)	100,—	99,40	99,85	99,95	99,65	99,65
Régie des Télégraphes et Téléphones à 10 ans, 4 1/2 %, 1952, 2 <sup>e</sup> série (2)	100,—	99,65	99,65	99,90	99,80	99,50
Régie des Télégraphes et Téléphones à 15 ans, 4 1/2 %, 1953, 1 <sup>re</sup> série (2)	100,—	97,55	99,10	99,10	98,65	98,45
Soc. Nat. des Chem. de fer belges, à 5 ou 10 ans, 4 %, 2 <sup>e</sup> série 1950 (2)	100,—	99,45	99,78	99,75	99,85	99,40
Soc. Nat. des Chem. de fer belges, à 15 ans, 4 1/2 %, 1952-1962 (2)	100,—	99,30	99,55	100,10	99,50	99,50
Soc. Nat. des Chem. de fer belges, 4 1/2 %, 1953-1965 (2)	100,—	97,95	98,35	98,95	98,65	98,—
Soc. Nat. de Crédit à l'Industrie, à 10 ans, 4 1/4 %, 1951 (2)	100,—	98,95	99,65	99,95	99,80	99,15
Soc. Nat. de Crédit à l'Industrie, à 10 ans, 4 1/2 %, 1952 1 <sup>re</sup> série (2)	100,—	99,25	99,80	100,05	99,95	99,30
Soc. Nat. de Crédit à l'Industrie, à 10 ans, 4 1/2 %, 1952 2 <sup>e</sup> série (2)	100,—	99,20	99,60	100,—	99,65	99,10
<b>III. — Dette directe de la Colonie.</b>						
<i>Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888</i>						
	100,—	218,—	218,—	217,—	219,—	220,—
<i>Intérêts à bonifier :</i>						
Dette coloniale 1936, 4 %	100,—	94,10	94,10	94,10	94,05	94,05
Dette coloniale 1950-60, 4 % (2)	100,—	100,25	100,20	100,50	100,80	100,60
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1950 (2)	100,—	102,85	103,20	104,35	104,75	103,80

(\*) Les coupons des emprunts ci-dessus sont nets d'impôts; ceux passibles d'un impôt de 2 % sont marqués d'un astérisque.

(1) Titres pour lesquels une opération est en cours en vertu des arrêtés du 6 octobre 1944.

(2) Titres créés après le 6 octobre 1944.

(3) Le taux de l'intérêt a été porté à 4 % le 14 octobre 1948.

(4) Emprunts 1930, 1931, 1932, 1934, 1935 et 1936.

## II — INDICE MENSUEL DES ACTIONS AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS

Source : Institut National de Statistique.

15

DATES	Indice général	Assurances, banques, soc. à portef., entr. immobil., hypothécaires et hôteliers	Tramways, chemins de fer écon. et vicinaux	Trusts d'entr. de tramways et d'électricité	Entrepr. de gaz et d'électricité	Industries métallurgiques	Zincs, plombs et mines	Produits chimiques	Charbonnages et fours à coke	Glacières	Verreries	Industrie de la construction	Industries textiles et soieries	Entreprises coloniales	Alimentation	Diverses	
																	Indices par rapport aux cours du mois précédent
1953 1 <sup>er</sup> octobre	98	97	101	97	100	100	95	96	95	96	100	107	98	99	98	101	95
3 novembre	102	104	101	100	104	102	99	104	104	96	101	110	102	102	103	101	103
Indices par rapport à la période 1936 à 1938 = 100																	
1952 1 <sup>er</sup> septembre	236	219	120	72	97	195	216	278	181	245	66	73	197	180	474	142	250
1 <sup>er</sup> octobre	231	224	118	69	92	186	216	266	170	234	63	69	194	177	462	141	248
3 novembre	231	227	120	68	91	182	201	258	170	238	68	72	197	172	470	137	240
1 <sup>er</sup> décembre	232	233	121	69	93	182	198	265	170	244	85	91	202	182	471	135	239
1953 5 janvier	236	241	123	71	98	189	202	265	171	245	74	85	201	180	470	149	248
2 février	235	242	120	72	100	188	198	262	171	234	79	81	201	174	473	137	251
2 mars	235	241	116	72	100	189	198	266	171	239	77	78	205	166	474	135	257
1 <sup>er</sup> avril	237	248	118	70	101	189	193	246	168	234	71	72	202	161	483	134	265
4 mai	231	243	116	73	103	191	193	238	161	226	71	77	205	154	458	132	269
1 <sup>er</sup> juin	232	247	116	71	103	194	193	233	159	224	75	80	202	149	458	136	268
1 <sup>er</sup> juillet	238	252	118	71	107	194	192	247	163	224	79	86	205	152	469	137	264
3 août	244	265	124	73	114	202	195	259	169	242	78	85	223	150	472	139	267
1 <sup>er</sup> septembre	242	262	134	77	112	208	193	259	169	247	83	86	219	150	466	141	269
1 <sup>er</sup> octobre	236	253	135	75	112	207	183	248	161	237	83	92	215	149	456	142	274
3 novembre	241	264	136	75	117	211	182	257	167	227	84	101	220	152	469	143	281

### III — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

15

Source : Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.

PÉRIODES	Nombre de séances	Obligations de sociétés		Actions		Total	
		Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)
1951.....	246	194	180	19.240	20.658	19.434	20.838
1952.....	250	159	150	14.790	19.644	14.949	19.794
1952 Août.....	20	12	11	948	1.217	960	1.228
Septembre.....	22	12	11	1.080	1.472	1.082	1.483
Octobre.....	23	14	13	1.074	1.435	1.088	1.448
Novembre.....	18	12	11	968	1.225	980	1.236
Décembre.....	22	12	11	975	1.205	987	1.216
1953 Janvier.....	20	11	10	1.045	1.294	1.056	1.304
Février.....	20	11	11	1.084	1.344	1.095	1.355
Mars.....	22	12	12	1.381	1.940	1.393	1.952
Avril.....	20	11	11	1.112	1.462	1.123	1.473
Mai.....	17	10	10	809	1.082	819	1.092
Juin.....	22	12	12	1.011	1.341	1.023	1.353
Juillet.....	21	12	12	1.090	1.742	1.102	1.754
Août.....	21	10	10	922	1.262	932	1.272
Septembre.....	22	10	10	966	1.306	976	1.316
Octobre.....	22	13	13	1.108	1.303	1.121	1.316

### IV — RENDEMENT DES TITRES A REVENU FIXE

16

#### 1 — Dette unifiée et emprunts remboursables globalement à date fixe

DÉBUT DE MOIS	Dette unifiée 4 %	Emprunts remboursables globalement à date fixe																
		Echéance de 1 à 5 ans						Echéance de 5 à 10 ans				Echéance de 10 à 20 ans						
		Etat		Paraétatiques		Villes		Sociétés		Etat		Paraétatiques		Villes		Sociétés		
		3½ %	4 %	4 %	4½ %	4 %	4½ %	4 %	4½ %	3½ %	4 %	4 %	4½ %	4½ %	4½ %	4 %	4 %	4½ %
1952 Septembre.....	4,47	4,50	4,22	4,77	4,44	4,88	4,51	6,12	—	4,47	4,67	4,81	4,96	4,92	5,61	4,45	5,66	5,42
Octobre.....	4,45	4,52	4,08	4,78	4,43	4,81	4,64	5,96	5,38	4,50	4,70	4,83	4,94	4,91	6,05	4,42	5,64	5,61
Novembre.....	4,47	4,54	4,37	4,72	4,39	4,77	4,59	6,10	5,57	4,50	4,65	4,81	4,92	4,88	6,—	4,45	5,76	5,66
Décembre.....	4,47	4,64	4,53	4,74	4,50	4,75	4,78	6,11	5,75	—	4,75	4,85	4,92	4,94	5,88	4,45	5,75	5,35
1953 Janvier.....	4,48	4,45	4,34	4,67	4,43	4,71	4,76	5,90	5,21	—	4,72	4,84	4,93	4,96	5,95	4,49	5,76	5,45
Février.....	4,46	4,—	3,99	4,40	4,25	4,70	4,70	5,76	5,72	—	4,62	4,76	4,84	4,95	5,75	4,46	5,65	5,36
Mars.....	4,45	4,—	3,93	4,30	4,27	4,62	4,65	5,95	5,66	—	4,64	4,74	4,83	4,97	—	4,47	5,70	5,36
Avril.....	4,43	3,99	3,75	4,13	4,22	4,69	4,60	6,72	5,35	—	4,58	4,67	4,78	4,94	—	4,51	5,61	5,36
Mai.....	4,42	3,82	3,81	4,07	4,13	4,51	4,53	6,37	5,04	—	4,52	4,64	4,72	4,90	—	4,49	5,34	5,37
Juin.....	4,41	3,75	4,10	4,19	4,18	4,43	4,44	6,04	5,27	—	4,59	4,68	4,72	4,86	—	4,51	5,62	5,44
Juillet.....	4,40	3,62	4,—	3,88	4,27	4,28	4,70	6,28	5,36	—	4,55	4,60	4,71	4,83	—	4,51	5,91	5,44
Août.....	4,39	3,61	3,88	4,01	4,37	4,16	4,65	5,90	5,22	—	4,54	4,58	4,65	4,80	—	4,51	5,32	5,36
Septembre.....	4,38	3,71	3,65	3,96	4,35	4,16	4,65	6,—	5,18	—	4,40	4,58	4,63	4,81	—	4,51	5,14	5,39
Octobre.....	4,37	3,80	3,64	3,94	4,34	4,16	4,61	6,22	5,27	—	4,16	4,59	4,63	4,81	—	4,52	5,34	5,34
Novembre.....	4,36	3,81	3,98	3,94	4,30	4,21	4,62	6,37	5,35	—	4,57	4,60	4,66	4,80	—	—	5,30	5,35

#### 2 — Emprunts amortissables par annuités et emprunts à lots

DÉBUT DE MOIS	Emprunts amortissables par annuités											Emprunts à lots						
	Echéance de 1 à 5 ans		Echéance de 5 à 10 ans				Echéance de 10 à 20 ans				Echéance à plus de 20 ans		Echéance à plus de 20 ans					
	Sociétés		Villes		Sociétés		Colonie		Paraétatiques		Villes		Sociétés		Paraétatiques		Villes	
	4½ %	5 %	4 %	4 %	4½ %	5 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	
1952 Septembre...	5,31	5,75	5,24	6,42	5,06	4,98	4,61	5,66	5,62	5,71	5,18	5,19	4,96	5,52				
Octobre.....	5,32	5,88	5,20	6,40	5,18	4,93	4,61	5,63	5,61	5,86	5,15	5,18	4,92	5,44				
Novembre.....	5,34	6,09	5,13	6,34	5,06	4,89	4,60	5,59	5,59	5,88	5,13	5,16	4,89	5,45				
Décembre.....	4,37	6,26	5,09	6,16	5,01	4,83	4,59	5,74	5,60	6,—	5,14	5,16	4,87	5,40				
1953 Janvier.....	5,47	6,20	4,91	6,21	5,04	4,99	4,58	5,43	5,60	5,93	5,14	5,16	4,81	5,32				
Février.....	4,58	5,61	4,88	5,93	4,79	4,78	4,57	5,34	5,57	5,90	5,10	5,14	4,73	5,22				
Mars.....	5,48	5,97	4,88	5,97	4,81	4,83	4,57	5,31	5,53	5,81	5,06	5,13	4,75	5,26				
Avril.....	5,20	6,23	4,83	6,06	4,83	4,74	4,57	5,28	5,50	5,95	4,96	5,11	4,79	5,35				
Mai.....	4,98	6,37	4,81	6,—	4,65	4,76	4,47	5,21	5,47	5,71	4,86	5,03	4,79	5,37				
Juin.....	5,14	6,47	5,16	6,02	4,86	4,76	4,50	5,14	5,43	5,67	4,83	5,01	4,78	5,33				
Juillet.....	4,55	5,54	5,23	5,87	4,74	4,54	4,50	5,11	5,29	5,65	4,81	4,98	4,76	5,28				
Août.....	4,62	6,19	5,30	5,76	4,44	4,42	4,50	5,08	5,02	5,66	4,76	4,93	4,73	5,27				
Septembre.....	4,66	6,64	5,16	5,95	4,64	4,68	4,50	4,99	4,99	5,49	4,76	4,92	4,70	5,28				
Octobre.....	4,99	7,70	5,03	5,90	4,64	4,48	4,50	4,93	4,95	5,34	4,74	4,80	4,70	5,27				
Novembre.....	4,66	7,11	5,—	5,78	4,65	4,68	4,51	4,91	4,93	5,36	4,73	4,89	4,67	5,31				

N. B. — Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation d'avril 1953, p. 231.

Tableau rétrospectif

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

PÉRIODES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS			AUGMENTATIONS DE CAPITAL				EMISSIONS D'OBBLIGATIONS		Ensemble des émissions	PRIMES D'ÉMISSION	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		Emissions nettes
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Montant nominal	Montant nominal		(1)	Apports en nature	

A — Sociétés belges (sociétés anonymes et en commandite par actions, sociétés de personnes à responsabilité limitée)

1951.....	1.836	1.425	1.260	799	5.805	6.196	5.731	91	2.483	10.104	113,1	1.348	3.876	4.383
1952.....	2.165	1.640	1.401	1.235	14.251	16.407	15.698	72	3.476	21.523	41,4	1.386	13.666	6.541
1952 6 prem. mois	1.133	894	738	416	6.584	4.858	4.281	22	2.027	7.779	32,1	652	3.231	3.191
1953 6 prem. mois	1.158	811	741	295	2.267	1.365	1.206	15	528	2.704	0,2	927	484	1.064
1952 Juillet.....	173	176	158	63	651	448	424	3	85	709	7,8	126	187	362
Août.....	116	112	103	29	663	240	240	1	25	377	—	78	210	80
Septembre..	167	88	81	55	309	283	276	2	1.100	1.471	1,0	74	181	1.203
Octobre....	180	124	108	86	558	1.253	1.205	1	20	1.397	0,4	70	1.020	243
Novembre..	156	99	74	140	2.027	3.958	3.950	—	—	4.057	0,1	90	3.841	93
Décembre...	240	146	139	446	3.457	5.368	5.322	4	65	5.579	—	297	4.996	218
1953 Janvier....	216	176	157	38	69	45	39	4	156	377	—	117	19	216
Février....	216	143	139	25	163	362	350	1	20	525	—	408	17	83
Mars.....	214	129	113	65	169	208	168	2	80	417	0,1	102	64	195
Avril.....	187	166	158	46	868	266	253	6	217	649	—	151	200	277
Mai.....	140	88	80	59	704	294	210	1	50	432	0,1	67	106	167
Juin.....	185	109	93	62	292	190	185	1	6	305	—	82	77	125
Juillet....p		256	233			136	111		256	648	—	174	51	375
Août.....p		73	71			64	62		—	137	—	63	4	66
Septembre p		106	98			65	62		—	171	—	91	20	49

B — Sociétés congolaises (sociétés par actions et sociétés de personnes)

1951.....	181	2.836	1.779	62	1.524	1.673	1.411	2	70	4.579	10,7	1.181	564	1.526
1952.....	279	1.187	835	110	6.417	6.182	5.093	5	212	7.581	46,6	1.806	2.570	1.811
1952 6 prem. mois	130	726	459	57	1.335	1.586	877	1	50	2.362	39,1	244	122	1.059
1953 6 prem. mois	109	468	381	45	1.755	871	602	2	70	1.409	8,1	141	159	761
1952 Avril.....	27	132	67	11	64	60	22	—	—	192	—	20	—	69
Mai.....	22	100	52	14	651	836	419	—	—	936	—	18	88	365
Juin.....	20	30	27	6	251	180	164	—	—	210	—	14	—	177
Juillet....	17	109	70	6	207	125	105	—	—	234	—	29	98	48
Août.....	22	80	79	12	1.261	1.334	1.332	1	50	1.464	—	1.236	19	208
Septembre..	17	60	42	9	342	531	182	—	—	591	—	26	4	194
Octobre....	25	52	49	7	68	29	29	—	—	81	—	33	12	33
Novembre..	14	37	27	6	3.052	2.024	2.014	—	—	2.061	—	14	2.000	27
Décembre...	17	24	22	8	57	437	487	—	—	511	—	152	316	41
1953 Janvier....	15	35	28	13	276	258	258	—	—	293	7,7	37	112	145
Février....	20	62	54	5	267	83	70	—	—	145	0,3	4	—	121
Mars.....	22	87	57	6	27	21	21	—	—	108	—	22	9	47
Avril.....	17	97	82	6	142	159	42	—	—	256	—	30	2	92
Mai.....	14	18	14	9	561	148	148	—	—	166	—	8	28	125
Juin.....	21	169	145	6	482	201	63	2	70	440	—	40	8	230

(1) Non comprises dans les montants libérés.

(2) Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

(3) Compris dans les augmentations de capital.

(4) Comprennent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations autres qu'en espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES CONGOLAISES

17

(milliers de francs)

MAI 1953

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS					AUGMENTATIONS DE CAPITAL Sociétés par actions et sociétés de personnes			EMISSIONS D'OBLIGATIONS			PRIMES D'ÉMISSION (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES				DISSOLUTIONS Sociétés par actions et sociétés de personnes				RÉDUCTIONS DE CAPITAL Soc. par act. et soc. de personnes					
	par actions			de personnes		Nombre	Capital ancien	Augmen- tation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal		dont emprunts de conversion	Apports en nature		Augmentations de capital	Incorporations de réserves Réévaluation de l'immobilisé	Liquidations		Fusions		Nombre	Montant			
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal									Montant libéré sur valeur nominale	Constitutions de sociétés			de per- sonnes	Nombre	Montant	Nombre			Montant	Nombre	Montant

Détail des émissions

Banques, soc. financières	—	—	1	2.100	2.100	1	6.250	26.750	26.750	—	—	—	—	—	—	26.750	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales	—	—	8	6.060	6.060	3	7.500	3.000	3.000	—	—	—	—	700	—	1.000	1	1.300	—	—	—	—	—	—
Sociétés industrielles	1	5.000	1.000	—	—	2	518.500	93.000	93.000	—	—	—	—	—	—	—	2	10.650	—	—	—	—	—	—
Mines	—	—	—	—	—	1	28.000	19.600	19.600	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Construction, bâtiments	—	—	1	1.500	1.500	—	—	—	—	—	—	—	—	1.500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés agricoles	—	—	2	2.550	2.550	1	500	5.000	5.000	—	—	—	—	1.050	5.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transports	—	—	1	1.000	1.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Services publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers	—	—	—	—	—	1	720	280	280	—	—	—	—	—	—	—	1	3.211	—	—	—	—	—	—
<b>TOTAUX</b>	<b>1</b>	<b>5.000</b>	<b>1.000</b>	<b>13</b>	<b>13.210</b>	<b>13.210</b>	<b>9</b>	<b>561.470</b>	<b>147.630</b>	<b>147.630</b>	—	—	—	—	—	<b>3.250</b>	<b>5.000</b>	<b>27.750</b>	<b>4</b>	<b>15.161</b>	—	—	—	—

Groupement des sociétés selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

de 1 million et moins	—	—	7	3.650	3.650	4	8.220	3.280	3.280	—	—	—	—	100	—	1.000	—	—	—	—	—	—	—	—
de 1 à 5 millions	1	5.000	6	9.560	9.560	1	500	5.000	5.000	—	—	—	—	3.150	5.000	—	3	8.511	—	—	—	—	—	—
de 5 à 10 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	6.650	—	—	—	—	—	—
de 10 à 20 millions	—	—	—	—	—	2	34.000	25.100	25.100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 20 à 50 millions	—	—	—	—	—	1	6.250	26.750	26.750	—	—	—	—	—	—	26.750	—	—	—	—	—	—	—	—
de 50 à 100 millions	—	—	—	—	—	1	512.500	87.500	87.500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
plus de 100 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>TOTAUX</b>	<b>1</b>	<b>5.000</b>	<b>1.000</b>	<b>13</b>	<b>13.210</b>	<b>13.210</b>	<b>9</b>	<b>561.470</b>	<b>147.630</b>	<b>147.630</b>	—	—	—	—	—	<b>3.250</b>	<b>5.000</b>	<b>27.750</b>	<b>4</b>	<b>15.161</b>	—	—	—	—

Répartition des sociétés suivant la nature du droit qui les régit

Sociétés de droit belge	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés de droit congolais	1	5.000	1.000	13	13.210	13.210	9	561.470	147.630	147.630	—	—	—	—	—	3.250	5.000	27.750	4	15.161	—	—	—	—
<b>TOTAUX</b>	<b>1</b>	<b>5.000</b>	<b>1.000</b>	<b>13</b>	<b>13.210</b>	<b>13.210</b>	<b>9</b>	<b>561.470</b>	<b>147.630</b>	<b>147.630</b>	—	—	—	—	—	<b>3.250</b>	<b>5.000</b>	<b>27.750</b>	<b>4</b>	<b>15.161</b>	—	—	—	—



V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES

17

Détail des émissions  
(milliers de francs)

Source : Institut National de Statistique.

JUIN 1953

RUBRIQUES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS (1)					AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)			EMISSIONS D'OBLIGATIONS		PRIMES D'ÉMISSIONS (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES			DISSOLUTIONS DE SOCIÉTÉS (1) (sociétés anonymes) (sociétés en comman- dite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)		RÉDUCTIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) sociétés en command. par actions) (sociétés de personnes à responsab. limitée)				
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée		Nombre	Capital ancien	Augmen- tation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre		Montant nominal	dont emprunts de conversion	Apports en nature		Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital)	Liquidations		Fusions		
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal									Montant libéré sur valeur nominale	Constitutions de sociétés		Aug- menta- tions de capital	Nombre	Montant	Nombre	Montant
						anonymes et en commandite par actions	de personnes à responsabilité limitée	anonymes et en commandite par actions	de personnes à responsabilité limitée	Nombre		Montant	Nombre			Montant					
Banques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Assurances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Opérations financières et immobilières	7	5.953	5.953	3	460	250	5	144.414	39.586	39.336	—	—	—	—	—	6	1.900	—	—		
Commerce de détail	3	800	800	21	5.892	5.717	3	450	950	950	—	—	—	—	—	6	560	—	—		
Comm. de gros et commerce extérieur	17	9.150	7.860	19	11.510	9.535	10	11.980	15.735	13.740	—	—	—	—	—	22	7.175	—	2	3.500	
Fabrications métalliques	11	15.150	12.198	3	625	625	7	30.700	25.498	24.706	1	6.000	—	—	—	8	2.125	—	—	—	
Métallurgie du fer	—	—	—	1	550	550	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2.060	—	—	—	—	
Métaux non ferreux	2	3.250	650	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie textile	—	—	—	7	3.520	3.520	5	2.580	10.520	9.620	—	—	—	—	—	7	4.200	—	2	74.970	
Industries alimentaires	2	6.600	6.600	2	4.100	4.100	3	4.309	4.100	4.100	—	—	—	—	—	1	1.350	—	1	2.959	
Industrie du bois	2	1.550	1.550	4	1.010	1.010	2	2.500	1.825	1.825	—	—	—	—	—	1	5.000	—	—	—	
Industrie chimique	3	3.250	2.722	1	650	650	2	36.400	24.250	24.250	—	—	—	—	—	4	15.650	1	4.000	2	2.450
Industrie du verre	—	—	—	—	—	—	1	12.000	5.000	6.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Gaz	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Cuir	—	—	—	1	150	150	3	7.900	16.169	16.169	—	—	—	—	—	2	775	—	1	15.269	
Papier et imprimerie	1	1.000	1.000	2	100	100	2	2.700	692	692	—	—	—	—	—	1	250	—	—	—	
Transport	5	1.672	1.672	6	2.290	2.290	6	13.050	35.160	35.160	—	—	—	—	—	3	250	—	—	—	
Tourisme	2	600	600	4	2.530	2.530	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Intermédiaires	3	250	250	18	2.620	2.335	4	2.280	1.720	1.720	—	—	—	—	—	1	100	—	—	—	
Déchets et matières de récupération	—	—	—	3	1.600	1.400	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Constructions	2	3.000	2.160	5	2.702	2.702	3	8.988	2.312	2.312	—	—	—	—	—	2	180	—	—	—	
Charbons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Terre cuite	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Ciment et industries connexes	2	9.800	4.650	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Carrières	—	—	—	—	—	—	1	300	300	300	—	—	—	—	—	3	1.940	—	—	—	
Chaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industries céramiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie du tabac	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie du diamant	—	—	—	1	300	300	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Editions, librairies, presse	2	628	628	2	100	100	1	—	2.500	2.500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1.250
Films, théâtres, attractions	1	200	200	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	500
Artisanat	1	500	500	10	2.475	2.475	1	150	75	75	—	—	—	—	—	9	1.495	—	—	—	—
Agric., hortic., pêche, élevage	1	700	700	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers non dénommés	—	—	—	5	1.480	1.480	3	11.500	3.500	2.700	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX...	67	64.053	50.693	118	44.684	41.819	62	292.201	189.882	185.145	1	6.000	—	—	—	79	44.720	1	4.000	10	100.898

(1) Coopératives : 12 sociétés constituées au capital minimum de 4.554.100 francs; 7 sociétés dissoutes au capital minimum de 2.324.000 francs.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES  
Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance  
du capital nominal émis ou annulé

Source : Institut National de Statistique.

(milliers de francs)

JUIN 1953

17

CLASSIFICATION	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (soc. de pers. à resp. lim.)			EMISSIONS D'OBLIGATIONS		PRIMES D'ÉMISSION (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		DISSOLUTIONS		RÉDUCTEURS DE CAPITAL Montant	
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal		dont emprunts de conversion	Apports en nature	Incorporations de réserves	Liquidations		Fusions
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale										Montant		Montant

1 — Selon le lieu où s'exerce leur activité

Belgique .....	67	64.053	50.693	118	44.664	41.819	62	292.201	189.882	185.145	1	6.000	—	—	81.729	77.107	44.720	4.000	100.898
Etranger .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux ...	67	64.053	50.693	118	44.664	41.819	62	292.201	189.882	185.145	1	6.000	—	—	81.729	77.107	44.720	4.000	100.898

2 — Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins	52	19.903	16.933	110	29.984	29.014	34	25.698	15.444	13.207	—	—	—	—	26.949	3.312	18.410	—	2.450
de 1 à 5 mill.	13	32.950	25.310	8	14.680	12.805	21	49.539	48.333	45.833	1	6.000	—	—	43.280	14.526	13.810	4.000	13.179
de 5 à 10 mill.	2	11.200	8.450	—	—	—	3	9.300	23.769	23.769	—	—	—	—	11.500	15.289	—	—	—
de 10 à 20 mill.	—	—	—	—	—	—	1	30.000	20.000	20.000	—	—	—	—	—	20.000	12.500	—	15.269
de 20 à 50 mill.	—	—	—	—	—	—	3	177.664	82.336	82.336	—	—	—	—	—	24.000	—	—	—
de 50 à 100 mill.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	70.000
plus de 100 mill.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux ...	67	64.053	50.693	118	44.664	41.819	62	292.201	189.882	185.145	1	6.000	—	—	81.729	77.107	44.720	4.000	100.898

VI — EMPRUNTS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITÉ PUBLIQUE (1)  
(Emprunts à long et moyen terme ayant fait l'objet d'une émission publique.)

VII — OPERATIONS BANCAIRES DU CREDIT COMMUNAL

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses.)

VIII — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES (3)

18  
19  
20

PÉRIODES	en Belgique	à l'étranger
	(millions de francs)	(millions)
1951 .....	10.910	—
1952 .....	23.760	\$ U. S. 50 fr. cong. 100 fr. s. 50
1952 Août .....	—	—
Septembre ..	400	—
Octobre .....	1.000	—
Novembre ..	8.880	fr. s. 50
Décembre ..	—	fr. cong. 100
1953 Janvier ..	400	fr. cong. 100
Février .....	1.600	—
Mars .....	3.500	fr. cong. 165
Avril .....	1.000	—
Mai .....	—	—
Juin .....	4.570	—
Juillet .....	500	—
Août .....	150	—
Septembre ..	1.500	—
Octobre .....	6.901	—

PÉRIODES	DÉPENSES EXTRAORDINAIRES		DÉPENSES ORDINAIRES
	Prélèvements sur comptes (2)	Remboursements nets	Avances nettes
	(milliers de francs)		
1951 .....	5.208.422	2.462.686	3.481.141
1952 .....	4.910.747	863.200	3.310.315
1952 Juin .....	359.991	18.002	163.441
Juillet .....	438.259	21.042	253.358
Août .....	447.889	35.042	348.714
Septembre ..	511.489	33.085	161.436
Octobre .....	487.451	273.399	418.045
Novembre ..	450.050	15.527	442.899
Décembre ..	440.430	17.187	305.285
1953 Janvier ..	334.847	355.156	261.591
Février .....	331.071	124.247	266.957
Mars .....	425.034	22.524	383.363
Avril .....	314.225	13.859	226.119
Mai .....	423.174	21.618	262.852
Juin .....	456.559	10.675	329.285
Juillet .....	419.033	10.039	245.345
Août .....	447.265	23.007	105.379

PÉRIODES	Montant d'après les droits d'inscription perçus
	(milliers de fr.)
1951 Moyenne mens.	1.024.346
1952 Moyenne mens.	1.266.773
1952 Juillet .....	1.340.196
Août .....	1.217.022
Septembre ..	1.236.472
Octobre .....	1.437.730
Novembre .....	1.215.117
Décembre .....	1.400.648
1953 Janvier .....	1.263.897
Février .....	1.138.665
Mars .....	1.399.508
Avril .....	1.248.523
Mai .....	1.379.239
Juin .....	1.525.799
Juillet .....	1.850.452
Août .....	1.495.886
Septembre ..	1.561.126

(1) Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

(2) Y compris les retraites sur subsides accordés par la province et l'Etat.

(3) Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 p. c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

# LES FINANCES PUBLIQUES

## I — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

(millions de francs)

25

ÉPOQUES (fin de mois)	Dettes consolidées			Dettes à moyen terme (3)			Dettes à court terme (4)			Avoirs des particuliers en comptes-chèques postaux	Dettes totales (1) (6)	
	intérieures			extérieure (1) (2)	intérieure	extérieure (2)	totale	intérieure (6)	extérieure (2)			totale
	directe	indirecte	totale									
1940 Mars .....	26.184	8.910	35.094	4.936	1.259	—	1.259	6.234	713	6.947	3.384	51.620
1952 Septembre .....	111.017	8.749	119.766	14.193	32.478	2.762	35.240	74.312	750	75.062	(5) 20.003	264.264
Octobre .....	110.863	8.739	119.602	14.249	32.046	2.752	34.798	75.892	1.499	77.391	(5) 20.046	266.086
Novembre .....	115.269	8.732	124.001	14.263	33.251	2.751	36.002	73.251	1.499	74.750	(5) 20.246	269.262
Décembre .....	119.197	8.725	127.922	14.276	31.249	3.341	34.590	68.729	1.251	69.980	19.210	265.078
1953 Janvier .....	117.911	8.702	126.613	14.265	32.354	3.328	35.682	68.647	502	69.149	19.576	265.285
Février .....	117.814	8.695	126.509	14.319	31.478	3.324	34.802	72.383	4	72.387	19.899	267.918
Mars .....	119.694	8.687	128.381	14.561	32.008	3.073	35.079	72.102	4	72.106	19.721	269.848
Avril .....	121.009	8.678	129.687	14.567	31.808	3.068	34.876	71.549	4	71.553	19.315	269.998
Mai .....	122.192	8.673	130.865	14.562	31.525	3.074	34.599	72.146	599	72.745	19.792	272.563
Juin .....	124.931	8.660	133.591	14.449	31.402	2.825	34.227	69.486	1.610	71.096	20.667	274.030
Juillet .....	124.839	8.656	133.495	14.441	31.362	2.825	34.187	69.714	2.786	72.500	20.486	275.109
Août .....	124.736	8.656	133.392	14.515	32.378	2.823	35.201	69.551	4.358	73.909	20.361	277.378
Septembre .....	124.632	8.648	133.280	14.481	32.975	2.817	35.792	69.115	4.351	73.466	20.914	277.933
Octobre .....	131.401	8.639	140.040	14.680	32.759	2.818	35.577	64.600	4.552	69.152	20.346	279.695

- (1) Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918.  
 (2) Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. Au 31 mars 1940, les emprunts 5 1/2 p. c. 1932 et 1934 sont décomptés sur la base de fr. belges 195,675 pour 100 francs français de capital nominal.  
 (3) Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an.  
 (4) Certificats à un an d'échéance au plus.  
 (5) Ces avoirs sont représentés à concurrence de 6.494 millions de francs par des certificats de trésorerie.  
 (6) Non compris la Dotation des Combattants.

## II — SITUATION DES AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	A 120 jours au maximum	A un an au plus	A cinq ans au plus	A plus de cinq ans		Total
	Certificats de trésorerie (1)			Créance consolidée sur l'Etat (2)	Effets publics nationaux (3)	
1950 Mars .....	5.852	—	—	34.939	1.013	41.804
Juin .....	5.016	—	—	34.939	1.062	41.017
Septembre .....	2.881	—	—	34.939	1.079	38.899
Décembre .....	4.136	—	—	34.939	1.077	40.152
1951 Mars .....	555	—	—	34.860	1.093	36.508
Juin .....	1.222	—	—	34.860	1.172	37.254
Septembre .....	2.949	—	—	34.860	1.188	38.997
Décembre .....	6.529	—	—	34.860	1.221	42.610
1952 Mars .....	7.178	—	—	34.763	1.269	43.210
Juin .....	8.865	—	—	34.763	1.435	45.063
Septembre .....	8.953	—	—	34.763	1.475	45.191
Décembre .....	6.260	—	—	34.763	1.478	42.501
1953 Mars .....	7.819	—	—	34.660	1.665	44.044
Juin .....	6.009	—	—	34.660	1.653	42.322
Septembre .....	8.965	—	—	34.660	1.678	45.303

- (1) Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 13 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.  
 (2) Art. 3, § b), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique.  
 (3) Art. 14 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

### III — RENDEMENT DES IMPOTS

26

#### a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

Source : *Moniteur belge*.

(millions de francs)

PÉRIODES	Contributions directes	Douanes et accises	Enregistrement	Recettes globales pour la période	Recettes globales cumulatives de janvier au mois indiqué inclusivement
	(1)			(1)	(1)
1951.....	34.544 (2)	12.453	23.462	70.459 (2)	—
1952.....	32.761	13.675	24.843	71.279	—
1952 Juillet.....	4.549	1.186	1.987	7.722	45.021
Août.....	2.036	1.097	2.119	5.252	50.273
Septembre.....	1.998	1.222	1.790	5.010	55.283
Octobre.....	1.843	1.306	2.055	5.204	60.487
Novembre.....	1.945	1.083	2.246	5.274	65.761
Décembre.....	2.252	1.237	2.029	5.518	71.279
1953 Janvier.....	4.409	980	1.928	7.317	7.317
Février.....	2.121	990	1.966	5.077	12.394
Mars.....	2.268	1.125	1.901	5.294	17.688
Avril.....	2.261	1.092	1.957	5.310	22.998
Mai.....	2.967	1.015	1.916	5.898	28.896
Juin.....	2.730	1.068	1.939	5.737	34.633
Juillet.....	4.748	1.129	2.069	7.946	42.579
Août.....	1.877	1.029	1.893	4.799	47.378
Septembre.....	1.562	1.147	1.940	4.649	52.027

#### b) Recettes totales effectuées jusqu'au 30 septembre 1953 pour les exercices 1952 et 1953

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

Source : *Moniteur belge*.

(millions de francs)

	EXERCICE 1952		EXERCICE 1953		SEPTEMBRE 1953
	Recettes effectuées	Évaluations budgétaires	Recettes effectuées	Évaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exercice 1953
<b>I. Contributions directes</b> .....	31.684 (1)	29.036	19.572	19.035	1.562
<b>II. Douanes et accises</b> .....	13.666	12.649	9.473	9.499	1.147
dont douanes.....	4.383	4.300	3.234	3.136	366
accises.....	8.508	8.263	5.616	6.246	718
taxes spéciales de consommat.	687		457		46
<b>III. Enregistrement</b> .....	24.839	22.361	17.502	17.764	1.940
dont enregistrement.....	2.189	1.980	1.705	1.747	175
successions.....	1.014	950	805	666	95
timbres et taxes assimilées...	21.395	19.100	14.780	15.172	1.648
<b>Total...</b>	<b>70.189 (1)</b>	<b>64.046</b>	<b>46.547</b>	<b>46.298</b>	<b>4.649</b>
<b>Différence par rapport aux éval. budgét.</b>	<b>+ 6.143</b>		<b>+ 249</b>		

(1) Y compris le produit des versements anticipatifs à valoir sur la taxe professionnelle.

(2) De janvier à mai 1951, les recettes des contributions directes sont brutes : elles comprennent les ordonnances de dégrèvement d'impôts portant sur des cotisations enrôlées mais non payées que l'Administration des contributions directes prend en recette et en dépense depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1951. A partir de juin 1951, ces recettes sont nettes.

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice. L'exercice 1952, commencé le 1<sup>er</sup> janvier 1952, s'est clôturé le 31 mars 1953.

# LES REVENUS ET L'ÉPARGNE

## I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en juin 1953

30

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire (1)	Coupons d'obligations bruts (2)
	recensées	en bénéfices	en perte			Bénéfice	Perte			

(milliers de francs)

### A — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques .....	3	3	—	1.080.000	706.824	211.137	—	79.500	79.378	2.001
Assurances .....	28	26	2	169.729	181.442	80.740	—	34.080	—	—
Opérations financières et immobilières .....	71	53	18	696.933	356.625	66.559	4.762	37.219	1.186.671	42.850
Commerce de détail .....	56	44	12	399.295	147.791	42.893	1.017	25.794	14.511	687
Commerce de gros et commerce extérieur .....	227	158	69	518.465	481.247	99.149	11.469	47.750	26.952	1.455
Fabrications métalliques .....	110	77	33	1.804.334	824.543	283.257	24.083	121.675	55.899	3.109
Métallurgie du fer .....	9	8	—	720.212	695.215	78.748	—	57.428	120.477	6.115
Métaux non ferreux .....	5	4	1	73.600	1.624.069	256.719	—	72.793	5.268	237
Industrie textile .....	94	52	42	932.092	900.975	79.915	36.233	48.563	19.263	1.321
Industries alimentaires .....	51	38	13	302.995	324.459	38.982	1.987	11.765	13.692	843
Industrie du bois .....	27	21	6	71.010	61.441	8.916	—	2.062	—	—
Industrie chimique .....	55	37	18	1.117.159	624.025	75.617	14.831	32.998	44.069	2.987
Industrie du verre .....	3	3	—	8.000	17.111	191	—	—	—	—
Electricité .....	7	7	—	1.244.000	336.913	127.009	—	95.000	335.569	17.088
Gaz .....	3	2	1	149.000	357.291	60.164	—	27.059	30.000	1.854
Eau .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuir .....	17	9	8	53.719	35.190	3.824	2.974	913	12.500	870
Papier et imprimerie .....	23	16	7	47.724	103.785	10.888	1.424	2.810	2.000	112
Transport .....	46	31	15	829.087	619.756	80.296	6.518	66.219	3.000	215
Tourisme .....	25	11	14	14.245	1.271	553	—	881	157	132
Intermédiaires .....	44	32	12	17.936	13.519	3.927	—	981	682	769
Déchets et matières de récupération .....	5	4	1	3.850	12.798	3.661	—	80	—	—
Constructions .....	31	22	9	115.434	32.123	11.053	1.253	3.729	12.895	730
Charbons .....	3	3	—	1.775.000	968.857	199.676	—	174.227	120.610	5.826
Terre cuite .....	14	13	1	84.100	181.552	12.152	—	6.808	1.310	72
Ciment et industries connexes .....	5	4	1	49.550	15.402	6.013	—	4.434	5.000	281
Carrières .....	6	4	2	38.280	66.663	5.736	—	495	5.000	250
Chaux .....	1	—	1	200	—	—	—	—	489	25
Industries céramiques .....	4	—	4	2.850	17.667	—	2.109	—	600	36
Industrie du tabac .....	6	6	—	243.700	100.308	6.298	—	1.820	—	—
Industrie du diamant .....	3	2	1	5.150	2.896	1.090	—	—	—	—
Editions, librairies, presse .....	15	8	7	17.700	10.252	5.576	—	2.974	—	—
Films, théâtres, attractions .....	16	13	3	6.240	4.184	3.029	—	—	1.250	56
Artisanat .....	39	27	12	29.107	30.345	4.012	—	991	—	—
Agriculture, horticulture, pêche, élevage .....	5	4	1	10.130	585	98	—	—	—	—
Divers non dénommés .....	49	40	9	301.957	309.850	90.356	2.114	71.544	62.534	3.655
TOTAL .....	1.106	782	324	12.912.783	10.146.753	1.958.234	118.506	1.036.964	2.164.576	93.576

### B — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge

Banques, sociétés financières .....	15	14	1	858.700	118.600	102.234	2.787	55.063	—	—
Sociétés commerciales .....	13	9	4	405.770	56.856	27.534	918	5.422	8.280	456
Sociétés industrielles .....	37	28	9	2.909.648	1.073.861	507.981	24.073	317.634	5.400	324
Sociétés agricoles .....	25	23	2	815.618	380.600	217.929	2.513	122.509	5.443	350
Services publics .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines .....	15	11	4	664.423	783.199	508.565	5.539	174.057	—	—
Construction .....	6	4	2	89.040	—	238	510	6.252	—	—
Transports .....	1	1	—	200.000	85.303	19.998	—	15.000	15.032	844
Sociétés diverses .....	5	4	1	262.500	82.859	135.827	1.351	99.983	—	—
TOTAL .....	117	94	23	6.205.699	2.581.040	1.520.576	43.433	789.688	34.155	1.974

### C — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

Electricité .....	2	1	1	261.500	267.450	1.511	13.245	1.036	—	—
Chemins de fer .....	1	—	1	2.000	—	—	55	—	1.598	80
Tramways .....	1	—	1	4.800	642	—	202	—	—	—
Plantations, sociétés coloniales .....	7	6	1	257.350	73.019	30.959	143	21.656	—	—
Sociétés diverses .....	6	6	—	237.620	128.394	72.483	—	52.786	—	—
TOTAL .....	17	13	4	763.270	467.938	104.953	13.645	75.478	1.598	80
Total général .....	1.240	889	351	19.881.752	13.195.731	3.583.763	175.584	1.902.110	2.200.829	95.630

(1) Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

(2) En outre, il a été mis en paiement pendant le mois de juin 1953 :

(milliers de francs)

Coupons d'emprunts de l'Etat .....	599.111
Coupons d'emprunts de la Colonie .....	2.114
Coupons d'emprunts des Provinces et Communes .....	49.213
Coupons d'emprunts d'organismes divers .....	117.009

767.447

Coupons d'emprunts extérieurs .....

44.274

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en juillet 1953

Source : Institut National de Statistique.

30

RUBRIQUES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire (1)	Coupons d'obligations bruts (2)
	recensés	en bénéfice	en perte			Bénéfice	Perte			

(milliers de francs)

A — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques	—	—	—	—	—	—	—	—	79.378	2.001
Assurances	3	3	—	16.111	6.306	3.809	—	1.475	—	—
Opérations financières et immobilières	38	31	7	170.312	117.966	48.291	52	38.905	1.322.852	49.951
Commerce de détail	12	10	2	9.350	5.565	2.867	309	—	57.411	2.695
Commerce de gros et commerce extérieur	97	69	28	205.146	126.118	50.514	8.483	13.675	9.170	562
Fabrications métalliques	42	31	11	249.340	211.564	39.796	2.655	11.738	120.217	6.526
Métallurgie du fer	4	3	1	34.620	26.720	4.756	205	3.535	120.533	7.336
Métaux non ferreux	5	5	—	63.500	34.508	6.902	—	3.258	51.219	2.302
Industrie textile	37	20	17	209.013	577.504	17.391	17.546	9.044	24.351	1.368
Industries alimentaires	25	18	7	111.067	91.137	6.863	2.748	2.687	33.520	1.843
Industrie du bois	8	6	2	7.620	5.406	954	572	—	2.000	90
Industrie chimique	23	17	6	216.126	182.646	41.374	773	26.451	186.930	10.679
Industrie du verre	1	1	—	300	106	2	—	—	105	7
Electricité	2	2	—	55.500	5.253	361	—	—	287.979	14.669
Gaz	1	1	—	60.000	22.019	6.139	—	—	30.000	1.826
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	98	4
Cuir	1	—	1	7.500	— 1.204	—	271	—	800	36
Papier et imprimerie	6	5	1	8.793	7.030	1.172	220	227	63.475	3.569
Transport	21	16	5	56.911	39.927	17.060	1.061	4.554	87.383	4.032
Tourisme	6	4	2	4.075	5.342	688	14	282	145	8
Intermédiaires	16	11	5	14.205	7.632	3.421	163	1.286	—	—
Déchets et matières de récupération	2	1	1	5.100	207	—	49	—	—	—
Constructions	17	14	3	73.840	28.531	13.759	2.362	3.170	25.700	1.239
Charbons	2	2	—	700.000	97.793	120.560	—	71.654	136.858	6.995
Terre cuite	5	3	2	34.450	51.277	1.710	52	1.693	17.610	972
Ciment et industries connexes	2	1	1	5.600	3.782	—	1.560	—	—	—
Carrières	2	1	1	4.700	4.009	256	98	154	15	1
Chaux	1	—	1	1.060	3.999	—	234	—	—	—
Industries céramiques	2	1	1	1.950	3.692	242	192	157	—	—
Industrie du tabac	2	2	—	150.325	13.293	15.018	—	8.400	50.000	3.090
Industrie du diamant	1	1	—	80	17	—	—	—	—	—
Editions, librairies, presse	5	3	2	5.950	4.471	977	169	182	—	—
Films, théâtres, attractions	6	3	3	8.710	65	1.487	194	1.071	—	—
Artisanat	19	14	5	29.245	12.876	7.245	255	3.095	—	—
Agriculture, horticulture, pêche, élevage	2	1	1	1.730	1.990	16	26	—	—	—
Divers non dénommés	18	12	6	73.280	23.986	10.384	833	1.953	15.500	811
<b>TOTAL...</b>	<b>434</b>	<b>312</b>	<b>122</b>	<b>2.595.509</b>	<b>1.721.503</b>	<b>424.125</b>	<b>41.096</b>	<b>208.646</b>	<b>2.723.259</b>	<b>122.612</b>

B — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge

Banques, sociétés financières	5	4	1	222.500	262.917	57.967	13.297	37.167	20.000	1.128
Sociétés commerciales	12	9	3	324.575	321.196	94.434	14.129	34.682	—	—
Sociétés industrielles	13	10	3	725.700	157.831	236.510	4.305	159.535	10.000	632
Sociétés agricoles	18	16	2	580.288	506.494	229.908	3.423	112.577	—	—
Services publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines	15	12	3	5.388.011	1.181.370	3.235.711	6.958	1.904.090	—	—
Construction	1	1	—	35.000	— 6.593	2.984	—	—	—	—
Transports	4	4	—	2.493.375	1.553.407	320.501	—	257.367	168.399	6.835
Sociétés diverses	2	2	—	25.462	24.059	7.356	—	5.117	—	—
<b>TOTAL...</b>	<b>70</b>	<b>58</b>	<b>12</b>	<b>9.794.911</b>	<b>4.000.681</b>	<b>4.185.371</b>	<b>42.112</b>	<b>2.510.535</b>	<b>198.399</b>	<b>8.595</b>

C — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Plantations, sociétés coloniales	4	4	—	427.000	243.088	75.947	—	50.790	—	—
Sociétés diverses	7	6	1	242.400	40.908	22.643	28	16.912	605	27
<b>TOTAL...</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>669.400</b>	<b>283.996</b>	<b>98.590</b>	<b>28</b>	<b>67.702</b>	<b>605</b>	<b>27</b>
<b>Total général...</b>	<b>515</b>	<b>380</b>	<b>135</b>	<b>13.059.820</b>	<b>6.006.180</b>	<b>4.708.086</b>	<b>83.236</b>	<b>2.786.883</b>	<b>2.922.263</b>	<b>131.234</b>

(1) Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

(2) En outre, il a été mis en paiement pendant le mois de juillet 1953 :

(milliers de francs)

Coupons d'emprunts de l'Etat	45.639
Coupons d'emprunts de la Colonie	3.191
Coupons d'emprunts des Provinces et Communes	30.825
Coupons d'emprunts d'organismes divers	152.786
	<b>232.641</b>

Coupons d'emprunts extérieurs	4.043
-------------------------------	-------

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Tableau rétrospectif (\*)

30

Source : Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire (1)	Coupons d'obligations bruts
	recensées	en bénéfice	en perte			bénéfice	perte			
(milliers de francs)										
1951 (2)	11.608	8.892	2.716	106.891.246	84.142.338	19.990.165	993.767	10.773.801	(3) 25.832.338	1.215.560
1952 (2)	12.118	9.293	2.825	117.893.804	88.766.645	24.715.029	1.025.536	12.988.087	(3) 29.746.724	1.259.186
1952 Mai	2.854	2.211	643	25.393.409	18.141.165	4.743.300	171.682	2.599.558	2.018.301	86.373
Juin	1.413	1.113	300	20.754.394	16.504.861	7.226.978	111.337	3.504.269	2.234.044	96.157
Juillet	585	450	135	6.560.174	4.925.523	1.540.619	80.246	754.755	2.607.887	114.023
Août	210	158	52	1.225.631	1.187.108	229.963	18.946	108.630	2.026.917	82.255
Septembre	369	254	115	2.275.072	1.714.948	384.969	42.586	147.727	2.322.128	100.512
Octobre	630	456	174	9.029.119	7.103.291	1.668.737	102.530	1.026.080	2.392.436	105.043
Novembre	348	258	90	11.542.492	7.812.950	2.166.022	48.145	1.322.406	2.228.752	99.296
Décembre	322	235	87	4.401.334	3.813.793	719.715	58.916	315.277	2.068.417	123.015
1953 Janvier	108	79	29	2.274.207	1.069.137	190.534	19.834	118.287	3.265.526	159.172
Février	146	109	37	441.744	971.759	289.970	10.362	37.675	2.520.850	112.021
Mars	1.546	1.145	401	11.314.922	9.485.109	1.979.575	211.103	1.113.597	2.241.694	98.499
Avril	2.510	1.824	686	23.937.126	13.811.270	3.065.426	350.120	1.934.678	2.789.849	122.562
Mai	2.355	1.721	634	29.853.357	20.468.294	5.513.051	417.286	2.820.839	2.063.679	89.405
Juin	1.240	889	351	19.881.752	13.195.731	3.583.763	175.584	1.902.110	2.200.329	95.630
Juillet	515	380	135	13.059.820	6.006.180	4.708.086	83.236	2.786.883	2.922.263	131.234

(\*) Les chiffres de 1953 sont provisoires.

(1) En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes. — (2) Déduction faite des doubles emplois. — (3) Au 31 décembre.

II — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne (Épargne pure)

(milliers de francs)

31

PÉRIODES	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à fin de période	Nombre de livrets à fin d'année (2)
1951	9.270.781	8.134.194	1.136.587	34.841.680 (1)	7.122.116
1952	12.958.471	8.127.697	4.830.774	40.747.811 (1)	7.223.062
1952 Août	1.125.276	623.689	501.587	38.270.822	
Septembre	941.026	644.785	296.241	38.567.063	
Octobre	1.084.348	644.489	439.859	39.006.922	
Novembre	900.422	573.595	326.827	39.333.749	
Décembre	1.174.359	835.654	338.705	40.747.811 (1)	
1953 Janvier	1.439.588	600.432	839.156	41.586.967	
Février	1.001.288	626.837	374.451	41.961.418	
Mars	1.166.763	830.375	336.388	42.297.806	
Avril	986.718	918.389	68.329	42.366.135	
Mai	931.126	855.787	75.339	42.441.474	
Juin	1.054.240	955.055	99.185	42.540.659	
Juillet	1.240.407	845.712	394.695	42.935.354	
Août	1.002.660	731.705	270.955	43.206.309	
Septembre	1.005.012	801.733	203.879	43.410.188	
Octobre	1.064.169	843.091	221.078	43.631.266	

(1) Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice et la dotation aux prisonniers de guerre. — (2) Y compris les livrets des prisonniers de guerre.

b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite (\*)

(milliers de francs)

PÉRIODES	Travailleurs manuels			Employés (Lois des 10 mars 1925 et 18 juin 1930)	Totaux
	Loi du 16 mars 1865	Loi du 15 décembre 1937			
		Versements obligatoires	Versements facultatifs		
1951	36.308	414.956	153.069	279.091	883.424
1952	38.803	426.031	159.546	313.293	937.673
1951 Décembre	2.591	34.916	13.834	25.676	77.017
1952 Janvier	4.687	37.295	14.677	25.244	81.903
Février	2.753	35.520	13.122	25.788	77.183
Mars	3.319	37.536	14.170	27.214	82.239
Avril	2.658	35.159	13.482	25.964	77.263
Mai	3.385	37.178	13.525	26.441	80.529
Juin	4.723	32.927	12.400	25.683	75.733
Juillet	2.598	34.336	12.357	25.771	75.062
Août	2.363	37.149	12.663	25.389	77.564
Septembre	2.990	35.462	13.473	25.917	77.842
Octobre	3.921	34.921	12.421	27.152	78.415
Novembre	2.236	34.364	12.783	26.209	75.592
Décembre	3.170	34.184	14.472	26.521	78.347
1953 Janvier	3.119	38.149	14.382	26.504	82.154
Février	4.766	34.605	13.169	25.661	78.201

(\*) Les versements inscrits aux comptes des affiliés « Ouvriers mineurs » (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937 et arrêté du 25 février 1947) au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs ont été respectivement de 189,7 millions de francs en 1950, 211,8 millions de francs en 1951 et 229 millions de francs (montant provisoire) en 1952. (Source : Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.)

### III — INDICE TRIMESTRIEL DES SALAIRES (Période 1936 à 1938 = 100)

Conditions d'utilisation et méthode d'établissement : voir notre Bulletin de mai 1949, p. 233.

32

PÉRIODES	INDICE GÉNÉRAL (*)	INDICES PAR INDUSTRIES																							
		Cokeries	Carrières, cimenteries, marbreries	Métallurgie				Industries céramiques, briqueteries	Industries verrâtres	Industries chimiques	Industries alimentaires	Industries textiles			Construction et travaux publics	Bois et ameublement	Peaux et cuirs	Tabacs	Papier		Art et précision	Transports			Gaz et électricité
				Sidérurgie	Métaux non ferreux	Fonderies, constructions mécaniques et métalliques	Ensemble					Lin, coton, chanvre et jute	Laine, tapis, bonneterie	Ensemble					Fabriques (1)	Imprimerie et transformation		Travail des ports, camionneurs	Chemins de fer (2)	Ensemble (2)	
<b>a) Indice des salaires horaires moyens</b>																									
1940 Mars	113	117	110	123	115	114	118	107	114	114	110	112	113	112	113	109	118	110	119	106	106	112	104	106	114
1951 Mars	444	466	424	454	450	446	449	401	441	455	420	462	466	464	432	426	428	378	369	416	441	418	408	410	474
Juin	466	466	446	481	468	469	473	427	456	472	448	491	487	489	439	455	456	405	387	440	460	450	418	424	500
Septembre	472	477	459	487	478	471	478	427	459	476	450	495	492	493	472	468	461	401	387	455	467	432	415	418	510
Décembre (3)	486	508	469	495	501	479	488	441	488	495	476	519	505	512	480	484	470	424	405	469	460	465	423	431	516
1952 Mars (3)	490	510	472	505	499	493	498	452	477	498	474	511	499	505	482	483	473	430	405	475	463	443	446	445	526
Juin	490	515	476	508	501	491	499	440	490	508	465	516	499	508	489	491	468	429	408	458	479	428	448	444	540
Septembre	485	514	478	492	489	499	495	436	458	496	458	504	482	493	489	484	458	422	399	462	484	439	448	446	527
Décembre	484	520	472	498	501	493	496	436	464	500	464	506	482	494	472	483	449	418	399	460	479	455	452	453	526
1953 Mars	484	495	477	493	492	497	495	440	460	460	464	513	486	499	463	484	453	416	399	463	474	445	454	452	526
Juin	486	502	475	493	491	500	497	440	459	467	467	513	493	503	459	488	458	414	399	463	496	445	453	452	523
Septembre	p 485	497	480	485	497	502	495	p 444	464		p 469	p 512	p 489	p 501	458	488	457	414	399	461	p 491	p 448	455	p 454	526
<b>b) Indice des salaires des ouvriers qualifiés ou spécialisés</b>																									
1940 Mars	115	113	112	126	117	114	119	107	111	115	110	111	111	111	114	109	120	112	118	107	126	113	—	—	115
1951 Mars	433	398	397	411	440	423	421	397	428	428	410	473	472	473	425	390	439	357	373	427	416	379	—	—	487
Juin	455	424	422	441	457	447	446	416	434	453	439	492	499	496	433	415	467	410	391	468	433	394	—	—	516
Septembre	459	424	428	441	464	448	448	417	434	453	442	483	507	495	460	437	469	410	391	486	430	394	—	—	516
Décembre (3)	472	456	435	449	501	457	459	419	470	464	457	505	519	512	467	455	477	413	408	499	432	410	—	—	526
1952 Mars (3)	475	459	439	461	495	467	468	428	470	472	457	501	510	506	472	446	478	423	408	505	438	410	—	—	536
Juin	474	456	439	463	482	466	467	420	463	474	451	500	508	504	480	450	474	419	408	490	453	410	—	—	544
Septembre	469	456	440	446	481	469	462	415	452	469	445	490	494	492	479	443	467	420	398	491	457	410	—	—	528
Décembre	468	449	438	457	489	468	467	412	452	470	449	490	494	492	461	444	456	421	398	490	451	410	—	—	530
1953 Mars	469	444	448	453	482	470	465	411	449	448	492	497	494	494	461	445	463	420	398	492	465	410	—	—	529
Juin	469	448	448	445	471	473	462	413	449	449	496	499	498	498	458	446	466	419	398	493	470	410	—	—	529
Septembre	p 469	445	448	440	478	473	461	p 411	457		p 453	p 490	p 506	p 498	458	442	459	419	398	491	458	410	—	—	531
<b>c) Indice des salaires des ouvriers non qualifiés ni spécialisés</b>																									
1940 Mars	113	112	112	125	117	109	116	106	113	116	111	112	112	112	113	106	116	113	118	106	119	108	—	—	116
1951 Mars	429	398	416	431	465	419	429	447	433	410	391	459	475	467	419	413	396	380	336	393	444	394	—	—	442
Juin	450	419	438	458	483	442	453	469	424	423	417	484	502	493	422	435	413	419	352	425	463	413	—	—	464
Septembre	456	419	446	458	491	443	455	469	425	427	417	488	511	500	460	467	420	418	352	439	453	413	—	—	465
Décembre (3)	468	455	458	464	506	455	465	480	454	435	433	504	527	515	457	475	432	423	370	457	457	426	—	—	476
1952 Mars (3)	474	457	462	475	517	470	478	483	441	443	438	499	525	512	463	467	432	433	370	461	460	438	—	—	486
Juin	473	454	461	481	514	466	477	476	440	444	430	493	521	507	470	492	428	430	371	442	482	449	—	—	493
Septembre	467	454	462	467	505	468	472	475	432	442	428	480	498	489	469	482	418	431	363	442	477	449	—	—	479
Décembre	467	452	461	470	522	466	475	475	432	441	429	478	496	487	458	432	414	431	363	443	486	449	—	—	481
1953 Mars	467	447	468	470	513	469	475	475	427	430	481	495	488	452	485	418	431	363	443	496	457	—	—	—	485
Juin	469	451	464	465	507	472	474	475	427	432	486	501	494	456	488	423	431	363	444	501	457	—	—	—	485
Septembre	p 468	448	464	457	505	476	473	p 475	432		p 436	p 483	p 498	p 490	456	481	418	431	363	443	p 497	457	—	—	486

(\*) L'indice général comprend les salaires dans les charbonnages.

(1) Ces indices ne tiennent pas compte des primes et allocations ajoutées aux salaires, sauf en décembre 1950, décembre 1951 et mars 1952.

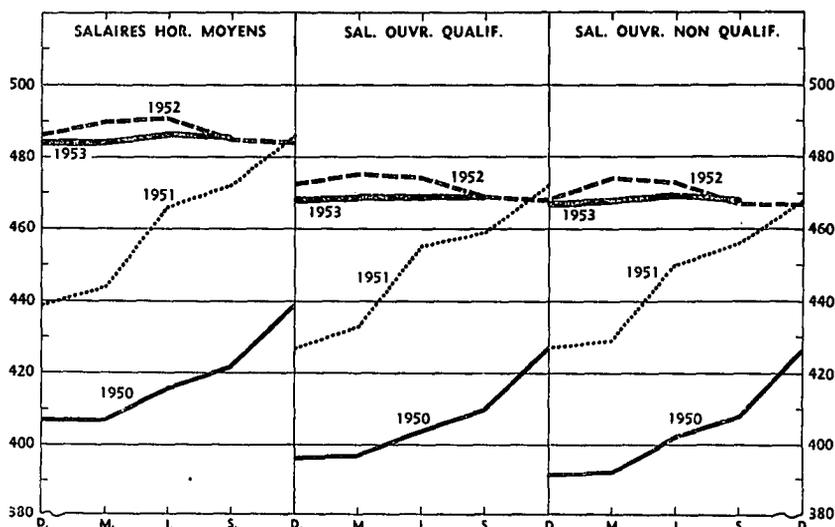
(2) Nous ne possédons pas d'éléments pour le calcul des indices des salaires des ouvriers qualifiés et non qualifiés des chemins de fer. Seul le salaire moyen nous est connu.

(3) Ces indices tiennent compte de l'allocation temporaire prévue au *Monteur belge* du 10 novembre 1951.

III — INDICE TRIMESTRIEL DES SALAIRES (Période 1936 à 1938 = 100)

32

PÉRIODES	1950	1951	1952	1953
<b>Salaires horaires moyens.</b>				
Mars .....	407	444	490	484
Juin .....	416	466	490	486
Septembre .....	421	472	486	485
Décembre .....	439	488	484	
<b>Salaires ouvriers qualifiés.</b>				
Mars .....	397	433	475	469
Juin .....	403	455	474	469
Septembre .....	409	459	469	469
Décembre .....	427	472	468	
<b>Salaires ouvriers non qualifiés.</b>				
Mars .....	392	429	474	467
Juin .....	402	450	473	469
Septembre .....	408	456	467	468
Décembre .....	427	468	467	



LE MOUVEMENT DES AFFAIRES

I — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

a) Mouvement du débit

35

PÉRIODES	CHAMBRES DE COMPENSATION						
	Nombre de chambres à fin de période	BRUXELLES		PROVINCE		BRUXELLES ET PROVINCE	
		Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)
1951 Moyenne mensuelle .....	38	159	228.003	171	56.908	330	284.911
1952 Moyenne mensuelle .....	38	164	257.119	177	58.764	341	315.883
1952 Octobre .....	38	163	277.929	192	60.174	360	338.103
Novembre .....	38	150	232.866	167	53.993	317	286.859
Décembre .....	38	176	292.605	192	65.389	368	357.994
1953 Janvier .....	38	168	266.483	177	56.034	345	322.517
Février .....	38	155	244.877	163	50.850	318	295.727
Mars .....	38	169	257.818	184	52.562	353	310.380
Avril .....	38	184	239.551	184	55.437	348	294.988
Mai .....	38	155	224.536	175	49.783	330	274.319
Juin .....	38	173	255.348	193	58.622	366	313.970
Juillet .....	38	170	230.538	188	60.433	358	290.971
Août .....	38	155	204.214	174	51.817	329	256.031
Septembre .....	38	168	220.860	188	56.033	356	276.893
Octobre .....	38	177	262.884	203	61.664	380	324.548

b) Détail du mouvement de la compensation à Bruxelles (mouvement du débit)

PÉRIODES	Call money (1)		Titres, effets publics et coupons		Virements, chèques, lettres de change, promesses, quittances, etc.		Opérations sur l'étranger		Totaux	
	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)
1951 Moyenne mensuelle .....	2.322	140.209	1.735	8.226	152.482	75.214	2.628	4.354	150.167	228.003
1952 Moyenne mensuelle .....	2.336	158.908	1.930	9.374	156.562	84.635	2.922	4.142	163.750	257.119
1952 Octobre .....	2.371	175.137	1.994	10.663	160.402	88.383	2.896	3.746	167.663	277.929
Novembre .....	1.777	138.234	1.760	7.648	143.672	83.702	2.599	3.282	149.798	232.866
Décembre .....	2.277	180.597	2.104	13.237	168.304	94.855	2.915	3.910	175.600	292.605
1953 Janvier .....	2.281	167.704	1.701	8.188	161.426	87.569	2.696	3.032	168.104	266.483
Février .....	2.195	147.724	1.403	7.182	148.767	86.787	2.509	3.184	154.874	244.877
Mars .....	2.448	181.368	1.812	7.382	162.079	65.556	2.783	3.512	169.122	257.818
Avril .....	2.232	156.513	1.989	10.024	157.007	69.743	2.623	3.271	163.851	239.551
Mai .....	2.193	137.947	1.969	7.832	148.054	75.503	2.688	3.194	154.904	224.536
Juin .....	2.689	168.026	2.237	10.390	165.188	73.109	2.888	3.823	173.002	255.348
Juillet .....	2.397	144.540	2.430	6.520	162.597	75.926	2.674	3.552	169.998	230.538
Août .....	2.400	122.323	1.513	6.276	148.510	72.058	2.354	2.657	154.867	204.214
Septembre .....	2.580	142.490	1.847	7.626	160.828	67.597	2.519	3.147	167.744	220.860
Octobre .....	2.637	166.539	1.882	14.391	169.358	78.904	2.699	3.050	176.576	262.884

(1) Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille en call money.

## II — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX

(millions de francs)

36

PÉRIODES	Nombre de comptes à fin de période	Avoir global (*) (moyenne journalière)	Avoir des particuliers (*) (*)	CRÉDIT		DÉBIT		Mouvement général	Opérations sans emploi de numéraire %	Vitesse de circulation (2)
				Versements	Virements	Chèques et divers	Virements			
1951 Moyenne mens.	(1)641.104	27.377	20.217	26.126	69.264	26.006	69.264	190.660	91	3,75
1952 Moyenne mens.	(1)651.839	28.134	20.989	27.886	71.737	28.000	71.737	199.360	91	3,74
1952 Août	646.565	27.282	20.976	28.972	69.145	27.623	69.145	194.885	91	3,77
Septembre	647.550	27.693	20.990	25.365	64.551	25.124	64.551	179.591	91	3,31
Octobre	649.139	28.224	21.315	28.180	74.090	29.207	74.090	205.637	91	3,60
Novembre	650.261	27.816	21.220	26.481	67.755	26.523	67.755	188.514	91	3,91
Décembre	651.839	27.413	20.820	28.767	74.293	28.344	74.293	205.697	91	3,83
1953 Janvier	653.783	29.368	20.928	29.664	76.514	30.032	76.514	212.724	92	3,69
Février	655.144	27.596	20.767	27.959	69.136	27.731	69.136	193.962	92	3,88
Mars	656.159	27.385	20.895	25.145	66.296	25.296	66.296	183.033	91	3,42
Avril	656.885	27.817	20.837	26.876	71.342	28.345	71.342	197.905	91	3,96
Mai	657.736	27.468	20.735	30.485	72.388	29.306	72.388	204.517	92	4,27
Juin	658.286	27.890	21.069	29.396	71.728	27.950	71.728	200.802	92	3,64
Juillet	659.020	29.462	21.430	31.045	79.573	33.168	79.573	223.959	91	4,02
Août	659.590	29.767	21.394	28.436	69.030	28.517	69.030	195.013	92	3,84
Septembre	660.846	27.334	20.951	27.200	65.241	25.085	65.241	182.767	91	3,35
Octobre	662.331	28.441	21.830	29.432	77.755	31.995	77.755	216.937	92	3,75

(1) Au 31 décembre.

(2) Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

(\*) Ces avoirs comprennent: les avoirs libres, les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués et, jusqu'en décembre 1951, les avoirs temporairement indisponibles.

## LES PRIX

### a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

45

PÉRIODES	Indice général	Produits agricoles			Matières grasses	Produits minéraux					Produits chimiques			Peaux et cuirs
		du règne animal	du règne végétal			Indice général du groupe	Charbon	Sous-produits du charbon	Produits pétroliers	Minerais et métaux bruts	Produits des carrières	Indice général du groupe	Produits chimiques	
Nombre de produits.	135	13	14	2	19	4	4	3	5	3	11	8	3	5
1951 Moyenne mens.	471	416	487	485	440	542	437	259	533	454	355	388	279	496
1952 Moyenne mens.	444	402	485	395	473	556	507	291	534	462	346	374	280	359
1952 Août	432	410	457	392	464	557	488	293	506	464	329	353	274	355
Septembre	434	403	482	387	462	557	488	293	500	464	329	350	278	360
Octobre	430	402	489	379	453	557	491	293	463	464	318	335	279	360
Novembre	431	416	483	369	453	557	491	293	460	464	320	335	285	368
Décembre	429	409	485	361	453	557	491	293	460	464	320	335	286	377
1953 Janvier	423	383	486	355	446	557	493	292	446	454	316	330	283	369
Février	419	375	480	355	438	557	473	286	431	455	312	322	286	372
Mars	419	377	486	361	435	551	473	276	430	459	311	321	287	372
Avril	413	373	484	346	429	551	473	275	408	459	302	312	277	368
Mai	413	366	489	348	424	551	456	275	402	459	299	312	269	367
Juin	414	371	501	337	425	551	445	275	413	459	299	312	268	367
Juillet	413	391	468	333	429	551	446	281	422	459	299	312	268	364
Août	413	399	462	335	429	551	446	281	420	459	299	311	270	362
Septembre	411	394	465	335	429	551	446	281	420	459	299	311	270	360
Octobre	411	400	458	337	426	551	438	281	418	458	300	311	272	363

PÉRIODES	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles						Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques			
				Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute	Fibres artificielles		Indice général du groupe	Sidérurgie	Fabr. métallique	Non ferreux
Nombre de produits.	1	6	4	21	5	5	6	2	3	13	26	9	13	4
1951 Moyenne mens.	557	690	706	545	599	516	652	694	305	427	456	487	394	633
1952 Moyenne mens.	325	650	499	412	412	369	550	416	273	442	477	525	420	584
1952 Août	235	605	426	402	426	363	539	339	269	443	476	524	420	572
Septembre	259	605	420	400	417	363	543	337	269	443	477	523	419	574
Octobre	200	622	423	398	437	353	526	330	269	443	468	519	419	527
Novembre	297	629	433	391	430	353	514	320	264	443	466	514	419	528
Décembre	302	630	432	390	447	345	502	314	264	443	460	509	412	527
1953 Janvier	277	630	428	385	445	342	480	323	264	443	455	493	412	524
Février	265	630	423	384	444	337	481	331	264	443	450	486	411	511
Mars	248	627	422	386	461	338	477	326	264	443	446	480	408	508
Avril	243	624	422	386	466	331	480	322	264	443	436	480	404	447
Mai	245	624	422	391	470	324	489	377	256	445	437	496	396	450
Juin	233	621	421	388	462	324	491	365	256	445	437	488	402	449
Juillet	223	623	422	387	460	325	488	355	256	445	434	488	402	428
Août	224	623	423	385	463	327	477	349	256	445	435	488	404	431
Septembre	223	623	426	377	453	322	468	328	256	446	435	488	403	429
Octobre	192	625	434	378	456	323	468	328	256	447	431	488	396	429

b) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE  
ET A L'ETRANGER

Base : moyenne 1948 = 100

45

PÉRIODES	Belgique (Ministère des Affaires économiques)	Etats- Unis (Depart- ment of Labor, Bureau Labor Statist- ics)	France (Statist- ique générale de la France) base 1949-100	Pays- Bas (Cen- traal Bureau voor de Statist- iek)	Royau- me-Uni (Board of Trade)	Suède (Admin- istra- tion du Com- merce)	Suisse (Office fédéral de l'In- dustrie, des Arts et Métiers et du Travail)
1951 Moyenne mens.	121	109	138	143	146	140	105
1952 Moyenne mens.	114	106	145	140	149	148	102
1952 Août .....	111	107	144	137	148	149	102
Septembre .....	112	106	143	138	147	148	101
Octobre .....	111	106	141	138	149	147	101
Novembre .....	111	105	140	138	148	142	101
Décembre .....	110	104	141	139	149	143	100
1953 Janvier .....	109	104	141	137	149	142	99
Février .....	108	104	139	136	148	141	99
Mars .....	108	105	140	136	150	141	99
Avril .....	106	104	139	134	152	140	98
Mai .....	106	104	139	135	151	140	99
Juin .....	107	104	139	134	151	140	98
Juillet .....	106	105	137	133	150	139	98
Août .....	106	105	<i>p</i> 137	133	<i>p</i> 149	138	98
Septembre .....	106	<i>p</i> 105	<i>p</i> 137	133	<i>p</i> 149		98
Octobre .....	106		<i>p</i> 136				

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL  
EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

46

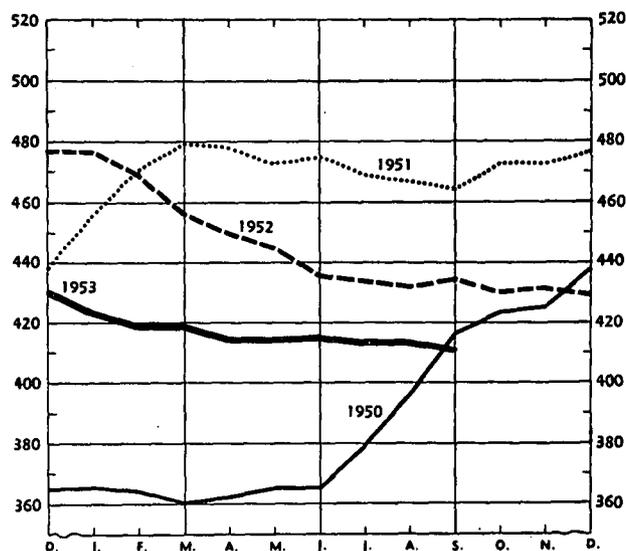
PÉRIODES	Indice général	Produits alimen- taires	Produits non alimen- taires
Nombre de produits ...	56	34	22
1951 Moyenne mensuelle	413	378	467
1952 Moyenne mensuelle	416	392	453
1952 Août .....	413	390	448
Septembre .....	414	392	447
Octobre .....	415	394	447
Novembre .....	416	395	446
Décembre .....	417	398	446
1953 Janvier .....	416	397	445
Février .....	413	393	443
Mars .....	412	391	444
Avril .....	412	390	445
Mai .....	412	390	447
Juin .....	414	393	446
Juillet .....	414	393	446
Août .....	416	396	447
Septembre .....	419	400	447
Octobre .....	418	400	446

INDICE GENERAL DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

45

PÉRIODES	1950	1951	1952	1953
Janvier .....	366	456	477	423
Février .....	364	471	470	419
Mars .....	360	479	457	419
Avril .....	362	478	450	413
Mai .....	365	473	445	413
Juin .....	365	475	436	414
Juillet .....	379	469	434	413
Août .....	396	467	432	413
Septembre .....	417	464	434	411
Octobre .....	423	473	430	
Novembre .....	426	473	431	
Décembre .....	438	477	429	

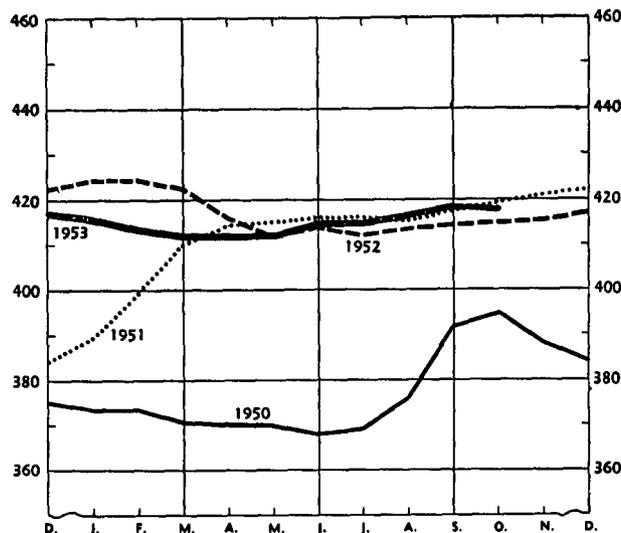


INDICE GENERAL DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

46

PÉRIODES	1950	1951	1952	1953
Janvier .....	373	389	424	416
Février .....	373	399	424	413
Mars .....	371	410	421	412
Avril .....	370	414	416	412
Mai .....	370	415	412	412
Juin .....	368	416	413	414
Juillet .....	369	416	412	414
Août .....	376	415	413	416
Septembre .....	392	417	414	419
Octobre .....	395	419	415	418
Novembre .....	398	421	416	
Décembre .....	384	422	417	



# LA PRODUCTION

## I — PRODUCTION CHARBONNIERE ET METALLURGIQUE

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Direction générale des Mines).

55

PÉRIODES	MINES DE HOUILLE									
	NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS PRÉSENTS		PRODUCTION PAR BASSIN (milliers de tonnes)						Nombre moyen de jours d'extraction	Stock à fin de période (milliers de tonnes)
	du fond	fond et surface	Mons	Centre	Charleroi	Liège	Campine	TOTAL		
1936-1938 Moyenne mensuelle	87.252	125.866	408	353	640	451	541	(1) 2.425	24,0	1.502
1951 Moyenne mensuelle	94.417	132.962	405	299	597	399	772	2.472	24,4	225
1952 Moyenne mensuelle	97.552	135.096	400	309	601	413	809	2.532	24,3	1.673
1952 Août	91.505	127.860	355	288	538	347	755	2.283	23,2	1.590
Septembre	93.470	130.217	410	319	611	430	807	2.577	25,6	1.642
Octobre	96.868	134.085	447	352	655	464	853	2.770	26,9	1.709
Novembre	100.529	138.320	383	294	571	406	784	2.438	22,6	1.706
Décembre	100.066	137.490	419	321	616	451	835	2.642	24,4	1.673
1953 Janvier	97.899	134.927	407	332	629	440	831	2.639	25,1	1.767
Février	95.845	132.594	359	293	591	414	778	2.435	23,4	1.859
Mars	96.163	132.833	431	329	638	446	842	2.686	25,7	2.071
Avril	97.549	134.924	420	327	623	429	820	2.619	24,8	2.403
Mai	99.425	136.863	376	296	590	412	716	2.390	22,5	2.625
Juin	95.702	132.575	412	330	658	455	767	2.622	25,6	2.954
Juillet	92.153	128.706	311	256	499	339	734	2.139	21,7	3.010
Août	89.871	125.536	365	277	574	385	729	2.330	24,1	2.955
Septembre	91.512	127.665	387	298	596	423	796	2.500	25,0	2.975
Octobre	p		405	327	641	430	834	2.637		3.093

(1) Y compris 32.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages qui faisaient partie de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi.

PÉRIODES	COKES		AGGLOMÉRÉS		Hautes fourneaux en activité (à la fin de la période)	PRODUCTION MÉTALLURGIQUE (milliers de tonnes)		
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers		Fonte	Acier brut	Acier et fer fins
1936-1938 Moyenne mensuelle	451	3.831	113	855	37	261	253	202
1951 Moyenne mensuelle	509	4.813	150	718	49	404	417	324
1952 Moyenne mensuelle	535	4.848	124	672	50	398	416	314
1952 Juillet	509	4.823	77	641	46	348	346	241
Août	504	4.820	107	648	46	329	338	262
Septembre	524	4.871	121	631	46	386	429	322
Octobre	561	4.863	136	652	48	415	453	347
Novembre	542	4.872	118	649	50	395	407	307
Décembre	571	4.894	127	633	50	419	443	323
1953 Janvier	563	4.841	128	649	50	390	416	296
Février	493	4.817	107	617	50	342	366	263
Mars	536	4.789	94	579	49	390	395	302
Avril	511	4.807	82	545	47	375	391	311
Mai	517	4.778	92	569	47	368	367	270
Juin	495	4.727	106	557	46	378	387	291
Juillet	477	4.690	80	556	45	330	326	238
Août	472	4.692	101	551	41	314	320	262
Septembre	457	4.678	130	584	p 41	p 309	p 336	p 275

## II — INDUSTRIE TEXTILE

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut National de Statistique).

56

PÉRIODES	PRODUCTION DE FILS (tonnes)							PRODUCTION DE TISSUS ÉCRUS TOMBÉS DE MÉTIERS (POUR COMPTE PROPRE, SERVICES PUBLICS ET ORDRES À FAÇON) (tonnes)				
	Fil de lin	Fil de jute	Fil de chanvre	Fil de coton		Fil de laine		Lin	Jute (1)	Coton	Laine (2)	Rayonne
				fin	cardé	peignée	cardée					
1951 Moyenne mensuelle	1.020	5.603	253	8.187	675	1.453	1.309	652	3.824	6.586	2.092	527
1952 Moyenne mensuelle	898	5.140	165	6.338	436	1.375	1.081	665	3.569	5.161	1.688	373
1952 Juin	854	3.669	130	5.278	348	1.149	1.075	569	2.791	4.306	1.512	287
Juillet	746	3.856	117	4.455	302	960	897	601	2.624	4.113	1.401	279
Août	825	3.973	106	5.134	355	1.414	1.156	633	2.952	4.244	1.717	300
Septembre	938	4.947	164	6.753	533	1.766	1.348	789	3.225	5.557	1.966	388
Octobre	945	6.117	137	7.679	510	2.037	1.558	935	3.763	6.507	2.262	483
Novembre	773	5.718	150	6.657	534	1.765	1.399	792	3.579	5.523	2.005	433
Décembre	889	6.244	183	6.717	564	1.975	1.337	857	3.766	5.503	2.087	459
1953 Janvier	692	6.133	156	6.990	587	1.878	1.150	725	3.623	5.305	1.864	511
Février	769	5.418	140	6.422	553	1.737	1.027	615	3.394	5.207	1.777	512
Mars	819	6.016	182	6.889	605	1.974	1.203	656	3.776	5.666	1.992	544
Avril	729	5.861	111	6.836	541	1.704	1.269	609	3.906	5.476	1.918	535
Mai	675	5.016	146	5.885	455	1.629	1.153	525	3.252	4.705	1.717	451
Juin	791	6.066	172	6.515	500	1.838	1.571	596	3.882	5.252	2.073	504
Juillet	532	5.708	97	5.180	414	1.189	1.050	517	3.682	4.783	1.862	402
Août	661	5.702	127	6.402	423	1.748	1.393	p 526	p 3.393	p 4.909	p 1.882	p 407

(1) Y compris les tapis en jute. — (2) Y compris couvertures et tapis en laine.

### III — PRODUCTIONS DIVERSES

56

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut National de Statistique).

PÉRIODES	CIMENT	CHAUX (tonnes)	CALCAIRES	AMMONIAQUE DE SYNTHÈSE ET DÉRIVÉS		ENGRAIS COMPOSÉS (tonnes)	PAPIER		BRIQUES	
				(tonnes d'azote primaire)	(tonnes d'azote dans les engrais finis)		Papier	Cartons	Briques ordinaires	Briques de parement
1938 Moyenne mensuelle .....	250.000	(1) 117.382	(1) 155.538				15.462			
1951 Moyenne mensuelle .....	366.286	140.289	195.831	15.972	14.902	6.209	23.255	3.904	194.587	13.838
1952 Moyenne mensuelle .....	342.572	136.286	145.227	15.972	14.657	7.308	18.282	3.132	169.045	11.430
1952 Juillet .....	425.410	109.202	166.780	16.307	15.561	2.216	12.132	2.388	233.847	12.809
Août .....	398.011	126.788	150.137	15.525	14.746	4.542	15.760	3.025	211.364	12.126
Septembre .....	396.250	175.864	171.817	13.989	12.975	9.634	18.950	3.560	217.054	12.229
Octobre .....	385.077	148.807	166.302	13.317	11.779	6.686	21.683	3.580	198.658	14.000
Novembre .....	319.251	131.417	90.948	12.249	10.668	6.888	19.305	3.274	167.579	11.375
Décembre .....	193.441	132.499	73.234	12.670	10.882	10.990	22.132	3.345	133.621	9.638
1953 Janvier .....	170.641	129.817	72.754	12.483	10.620	14.553	22.448	3.517	111.436	9.131
Février .....	239.799	120.057	83.320	11.035	9.782	13.378	21.404	3.087	91.662	8.126
Mars .....	384.148	140.654	174.209	14.925	13.166	13.684	21.761	3.303	91.256	8.524
Avril .....	410.287	123.605	184.920	15.829	14.218	3.627	20.177	3.179	116.729	11.820
Mai .....	495.037	114.348	154.155	16.294	14.788	502	17.373	2.546	166.034	11.617
Juin .....	466.530	123.749	181.594	15.551	14.038	1.461	20.067	3.543	219.978	13.549
Juillet .....	432.823	108.572	180.472	14.867	13.505	2.886	15.007	2.565	237.449	14.835
Août .....	441.533	114.392	187.943	15.363	14.103	4.786	17.981	2.914	227.693	13.204
Septembre .....	434.564	p 125.243	p 190.190	14.346	12.829	9.267	21.495	3.691	p 234.222	p 13.943

(1) Moyenne mensuelle 1937-1938-1939

Sources : Administration des Douanes et Actes et Institut National de Statistique.

PÉRIODES	SUCRES				BRASSE- RIES	DISTILLE- RIES	ALLU- METTES	PÊCHE				
	Production		Stocks (sucres bruts et raffinés) fin de mois (tonnes)	Déclara- tions en consom- mation				Quantités de matières premières déclarées (1) (substances farineuses et substan- ces sucrées) (tonnes)	Production d'alcool (hectolitres)	Production (millions de tiges)	Vente de poisson (2) aux minques d'Ostende, Nieuport, Zeebrugge et Blankenberge	
	sucres bruts	sucres raffinés									Quantités (tonnes)	Valeurs (milliers fr.)
1936-1938 Moyenne mensuelle ..	17.493	17.183	120.910	20.667	16.412	35.046	4.421	2.260	7.189			
1951 Moyenne mensuelle .....	21.084	15.716	123.901	20.015	11.963	23.569	5.277	3.256	32.520			
1952 Moyenne mensuelle .....	25.033	15.969	147.091	19.030	12.441	19.767	4.114	3.635	32.983			
1952 Juillet .....	—	12.622	98.087	26.715	14.500	14.178	3.358	3.964	26.910			
Août .....	—	12.851	73.512	22.583	14.096	13.307	2.760	2.976	23.775			
Septembre .....	507	11.332	48.050	22.802	11.533	14.994	3.301	2.966	34.367			
Octobre .....	119.776	17.462	134.721	14.991	11.120	33.425	4.231	2.807	34.903			
Novembre .....	155.809	25.685	250.306	17.579	10.854	21.135	4.264	2.971	30.796			
Décembre .....	24.301	14.312	258.655	16.287	10.368	23.913	4.900	3.854	37.055			
1953 Janvier .....	705	12.426	220.108	20.677	10.348	33.369	4.758	3.876	32.414			
Février .....	382	9.378	208.864	14.399	10.216	30.749	4.371	3.522	35.188			
Mars .....	90	13.313	188.363	15.928	11.936	29.987	4.770	5.632	43.863			
Avril .....	—	12.311	184.937	20.089	12.547	11.702	5.078	3.488	29.881			
Mai .....	—	12.623	152.743	17.516	14.334	17.581	4.066	3.620	24.124			
Juin .....	—	15.669	130.951	19.716	14.227	29.386	5.607	3.675	29.907			
Juillet .....	—	15.996	96.268	24.818	14.145	12.349	4.050	3.387	27.070			
Août .....	—	15.651	51.957	20.692	13.988	10.319	4.315	3.425	25.999			
Septembre .....	5.751	14.517	32.055	20.381	11.294	23.595	3.612	3.386	34.976			

(1) Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

(2) Non compris les harengs, esprots et crevettes. En 1936-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement.

IV — ENERGIE ELECTRIQUE (\*)

(milliers de kWh)

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Direction Energie Electrique.

58

PÉRIODES	Production (1)			Total pour la Belgique [4] = [1]+[2]+[3]	Importation [5]	Exportation [6]	Total énergie absorbée par les réseaux [7] = [4]+[5]-[6]
	Centrales des producteurs-distributeurs		Centrales des auto-producteurs industriels [3]				
	Régies communales [1]	Sociétés privées [2]					
1936-1938 Moyenne mensuelle .....	20.361	189.899	227.802	438.062	5.472	2.168	441.366
1951 Moyenne mensuelle .....	32.564	428.949	329.941	791.454	17.966	8.749	800.671
1952 Moyenne mensuelle .....	30.895	393.900	364.243	789.038	16.720	9.910	795.848
1952 Juin .....	25.676	361.461	330.462	717.599	22.966	600	739.956
Juillet .....	23.788	344.976	319.955	688.719	23.689	9.011	703.397
Août .....	25.996	340.499	333.116	699.611	20.229	9.832	710.008
Septembre .....	31.767	392.805	367.193	791.765	5.863	7.322	790.306
Octobre .....	36.221	426.234	393.743	856.198	11.998	10.040	855.156
Novembre .....	30.673	418.763	363.492	812.928	15.625	6.814	821.739
Décembre .....	34.751	448.244	377.588	860.583	20.493	7.835	873.241
1953 Janvier .....	38.268	440.347	387.334	865.949	13.095	7.953	871.091
Février .....	34.589	391.739	354.837	781.165	6.584	7.951	779.798
Mars .....	35.641	405.325	397.544	838.510	8.470	6.042	840.938
Avril .....	32.390	363.353	376.541	772.284	18.783	691	790.376
Mai .....	26.226	349.059	363.122	738.407	24.179	2.768	759.818
Juin .....	29.554	366.214	372.818	768.586	28.195	9.833	786.948
Juillet .....	28.860	337.445	333.894	698.199	33.523	10.754	720.968
Août .....	28.796	370.280	360.422	759.498	24.152	16.291	767.359

(\*) Nombre de centrales en activité au début de l'année 1951 : 238; au début de l'année 1952 : 222; au début de l'année 1953 : 221.

(1) Production brute aux bornes des génératrices diminuée de la consommation des circuits auxiliaires dans les centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

V — GAZ

(Production, Importation et Exportation) (1)

(milliers de mètres cubes)

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Energie.

59

PÉRIODES	Production des usines à gaz		Production des cokeries			Production des charbonnages [6]	Total de gaz produit en Belgique [7] = [1] + [2] + [3] + [4] + [5] + [6]	Imports [8]	Exports [9]	Solde : imports moins exports [10] = [8] - [9]	Total de gaz disponible en Belgique [11] = [7] + [10]
	Régies et associations de communes [1]	Sociétés privées [2]	Régies [3]	Sociétés privées							
				Production destinée à la distribution publique [4]	Production destinée aux fournitures industrielles [5]						
1951 Moyenne mensuelle	62	1.174	5.552	57.667	75.413	3.759	143.627	38	2.202	- 2.164	141.463
1952 Moyenne mensuelle	47	1.059	5.598	57.404	76.746	7.050	147.904	214	1.977	- 1.763	146.141
1952 Juin .....	58	1.136	5.030	56.142	76.432	6.255	145.053	37	1.752	- 1.715	143.338
Juillet .....	62	1.196	4.768	53.191	76.995	6.169	136.381	42	1.857	- 1.815	134.566
Août .....	61	1.184	5.011	55.006	71.392	6.888	139.542	185	1.359	- 1.174	138.368
Septembre .....	44	1.066	5.299	54.360	74.057	6.185	143.010	380	1.761	- 1.381	141.629
Octobre .....	51	981	5.690	54.712	74.450	8.703	144.587	355	1.977	- 1.622	142.965
Novembre .....	39	938	5.766	55.924	70.871	8.359	141.897	733	2.041	- 1.308	140.589
Décembre .....	40	1.003	6.412	61.293	76.490	8.273	153.451	670	2.196	- 1.526	151.925
1953 Janvier .....	39	1.012	6.514	62.869	77.321	8.417	156.172	841	2.188	- 1.347	154.825
Février .....	40	932	5.669	55.103	68.630	8.311	138.685	893	1.901	- 1.008	137.677
Mars .....	33	1.007	6.028	61.668	80.892	9.311	158.939	659	1.914	- 1.255	157.684
Avril .....	44	979	5.337	53.057	79.188	9.343	147.948	427	1.739	- 1.312	146.636
Mai .....	54	1.130	5.370	54.986	78.247	8.809	148.596	475	1.576	- 1.101	147.495
Juin .....	55	1.094	5.171	53.227	76.038	9.620	145.205	592	1.529	- 937	144.268
Juillet .....	60	1.191	4.543	51.909	68.382	9.385	135.470	435	1.534	- 1.099	134.371
Août .....	60	1.182	4.360	55.058	69.951	8.576	139.187	453	1.526	- 1.073	138.114

(1) La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du restgaz des synthèses chimiques, du gaz des hauts fourneaux et du méthane. Elle comprend également la production de méthane en provenance directe des charbonnages ainsi que le gaz de pétrole liquéfié transporté par canalisations, tous ces gaz étant destinés à la distribution publique.

La présente statistique ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, restgaz, gaz des hauts fourneaux, gaz méthane ou gaz liquéfié qui sont mélangés en dehors de l'usine de production en gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique. Elle ne comprend pas le gaz produit ou reçu par les cokeries, gaz de houille ou autres et utilisés pour leurs besoins propres, chauffage des fours, etc.

N. B. — a) La production de gaz indiquée dans les colonnes (1) (2) (3) (4) (6) est destinée à la distribution publique.

b) La production de gaz indiquée à la colonne (5) est destinée aux fournitures directes faites par les cokeries aux autres divisions de la société auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

c) Les volumes de gaz produit par les cokeries et les charbonnages sont ramenés à 4.250 kcal, 0° C., 760 mm. Hg.

d) Les cokeries produisant du gaz tant pour la distribution publique que pour les consommations industrielles directes sont comprises dans le nombre de cokeries correspondant à la colonne (5). Le nombre total des cokeries (sociétés privées produisant du gaz en 1952) s'élève à 18.

## LA CONSOMMATION (\*)

## I — INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION

## A — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1936 à 1938 = 100

Source : Banque Nationale de Belgique.

MOIS	GRANDS MAGASINS						MAGASINS A SUCCURSALES		COOPÉRATIVES ET MAGASINS PATRONAUX					
	Vêtements		Ameublement		Articles de ménage et divers		Alimentation		Boulangerie		Alimentation		Vêtements	
	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952
Septembre .....	387	502	589	611	575	681	400	410	225	233	489	532	472	542
Octobre .....	580	612	568	565	601	660	416	404	242	250	534	563	562	564
Novembre .....	477	487	495	513	864	799	399	411	229	220	528	545	439	444
Décembre .....	521	545	583	585	961	1.027	464	485	251	256	618	658	487	496
	1952	1953	1952	1953	1952	1953	1952	1953	1952	1953	1952	1953	1952	1953
Janvier .....	439	476	552	540	521	590	413	411	219	227	536	577	566	552
Février .....	364	350	569	532	507	545	396	406	228	217	542	538	586	423
Mars .....	443	472	598	605	560	624	386	399	243	239	546	569	579	551
Avril .....	497	499	614	609	590	667	393	406	237	236	522	560	513	504
Mai .....	448	486	590	570	629	659	393	403	244	229	546	551	458	449
Juin .....	369	419	481	538	552	619	361	402	228	243	497	551	363	388
Juillet .....	466	496	525	558	680	726	409	434	229	235	536	586	385	397
Août .....	369	346	471	507	616	688	397	423	223	227	528	557	363	376
Septembre .....	502	447	611	605	681	672	410	396	233	233	532	562	542	546

## B — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1948 = 100

Source : Institut National de Statistique.

MOIS	Indice général	GRANDS MAGASINS A RAYONS MULTIPLES																				Jeux, jouets, sports, voyage
		Alimentation				Habillement				Ameublement		Ménage		Tabacs	Librairie-Papeterie		Parfum.					
		Périsable	Non périsable	Restaurant	Total	Amalgams	Dessus hommes	Dessus femmes	Bonneterie, lingerie, chemiserie, chapellerie	Total	Textiles	Méubles, Industrie	Total	Articles de ménage	Appareils ménagers, électricité	Total	Articles pour fumeurs	Librairie	Papeterie	Total	Toilette	
1952 Juillet .....	140	214	106	140	156	78	139	160	193	139	101	157	121	128	219	137	116	112	100	102	142	183
1952 Août .....	120	221	103	135	157	53	80	110	112	93	87	138	105	128	194	135	112	102	171	161	123	123
1952 Septembre .....	142	253	118	154	180	83	142	157	143	127	113	178	137	123	279	142	102	100	211	195	120	81
1952 Octobre .....	154	292	129	158	202	89	201	213	159	151	103	150	120	127	336	146	106	115	122	121	120	126
1952 Novembre .....	159	280	142	151	201	76	162	141	153	131	95	125	106	106	257	121	119	258	150	165	114	569
1952 Décembre .....	191	355	209	175	267	70	152	148	190	152	98	153	117	155	319	170	232	297	239	247	164	409
1953 Janvier .....	136	291	137	146	203	77	100	111	169	118	128	121	125	116	203	124	105	109	119	118	113	52
1953 Février .....	117	258	126	123	182	70	82	90	105	88	98	157	119	111	204	120	89	94	93	93	106	58
1953 Mars .....	135	262	137	146	191	91	153	151	122	115	110	154	126	127	215	136	94	96	100	99	111	107
1953 Avril .....	140	257	135	146	188	83	190	167	135	125	110	164	129	126	202	133	96	111	107	108	116	141
1953 Mai .....	137	238	120	133	172	82	179	178	152	130	98	169	123	125	238	136	86	91	96	95	116	131
1953 Juin .....	126	222	116	134	163	69	138	127	143	110	90	154	113	122	224	132	96	95	91	92	116	138
1953 Juillet .....	144	225	120	149	168	69	166	157	194	135	106	170	129	139	218	146	106	120	104	106	147	183
1953 Août .....	127	223	119	142	166	54	108	111	123	98	91	152	112	134	234	143	99	107	195	182	127	126
1953 Septembre .....	137	242	137	143	182	75	144	133	123	110	110	179	135	132	298	148	99	104	200	186	119	82

MOIS	GRANDES ENTREPRISES SPÉCIALISÉES DANS L'HABILLEMENT			COOPÉRATIVES										MAGASINS A SUCCURSALES		GROS-SISTES	
	Hommes	Dames	Sous-vêtements, accessoires, articles de parure	Indice général	Boulangerie	Alimentation sauf boulangerie	Habillement	Ameublement	Articles de ménage	Tabacs	Librairie, papeterie	Parfumerie, articles de luxe	Restaurant, tea-room	Divers	Sous-vêtements et mercerie, articles de parure		Chaussures
1952 Juin .....	73	76	69	128	121	138	84	133	134	151	227	93	122	168	101	95	104
1952 Juillet .....	75	83	136	133	121	146	88	146	134	168	146	116	131	156	125	122	111
1952 Août .....	56	56	79	131	118	143	80	127	142	155	357	86	123	169	85	81	111
1952 Septembre .....	91	99	99	143	123	148	115	220	153	152	319	102	121	185	84	109	109
1952 Octobre .....	103	143	100	147	132	157	119	155	141	166	134	117	136	177	96	128	109
1952 Novembre .....	78	83	89	134	117	146	99	148	132	157	197	104	116	156	93	109	98
1952 Décembre .....	79	103	89	161	138	181	110	140	142	217	274	149	139	179	117	106	124
1953 Janvier .....	75	76	102	144	120	166	87	105	151	150	127	94	102	182	93	69	106
1953 Février .....	49	42	46	132	115	149	85	98	125	149	86	92	99	167	70	62	100
1953 Mars .....	99	94	90	147	127	157	115	178	162	164	122	103	112	171	92	89	110
1953 Avril .....	109	115	102	143	125	154	113	162	162	165	111	116	117	149	102	105	111
1953 Mai .....	101	105	133	142	121	152	100	165	149	164	174	102	135	190	108	107	111
1953 Juin .....	79	77	183	137	127	151	86	124	130	180	215	106	123	180	96	94	115
1953 Juillet .....	80	86	144	144	123	160	87	192	144	190	166	100	137	186	122	121	122
1953 Août .....	52	48	55	p 138	119	p 152	77	129	p 143	p 166	299	100	128	p 209	86	84	120

(\*) Pour la consommation de sucre, voir tableau n° 56.

(1) Le total comprend, en outre, les rubriques : mercerie, rubans; chaussures, pantoufles; articles divers de parure.

## II — CONSOMMATION DE TABAC

(Fabrication et importation)

Source : Administration des Douanes et Accises.

66

PÉRIODES	Cigares	Cigarillos	Cigarettes	Tabacs à fumer, priser et mâcher
	(milliers de pièces)			(tonnes)
1936-38 Moyenne mensuelle .....	16.187	49.414	430.048	1.097
1951 Moyenne mensuelle .....	6.385	25.887	711.922	822
1952 Moyenne mensuelle .....	9.792	32.440	682.898	873
1952 Août .....	10.682	27.130	714.449	857
Septembre .....	13.194	35.941	717.207	893
Octobre .....	13.574	31.551	630.899	839
Novembre .....	14.384	38.899	615.574	800
Décembre .....	16.201	50.626	717.587	961
1953 Janvier .....	9.635	29.436	649.794	748
Février .....	7.474	27.732	547.969	748
Mars .....	8.632	30.905	652.183	870
Avril .....	8.432	32.380	734.472	819
Mai .....	8.804	33.054	622.551	803
Juin .....	9.820	37.407	876.284	990
Juillet .....	10.044	27.517	690.880	766
Août .....	10.759	41.259	760.127	848
Septembre .....	15.474	45.544	701.181	908
Octobre .....	15.320	43.942	648.313	918

## III — ABATTAGES DANS LES 12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

67

PÉRIODES	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux chèvres
1936-38 Moyenne mensuelle .....	16.561	698	12.242	26.679	6.462
1951 Moyenne mensuelle .....	18.338	3.674	11.297	32.607	6.186
1952 Moyenne mensuelle .....	18.607	3.056	9.454	33.782	5.090
1952 Juillet .....	20.053	2.699	11.432	36.973	1.455
Août .....	16.820	2.624	8.842	30.980	1.785
Septembre .....	19.417	3.271	9.164	36.461	5.572
Octobre .....	19.845	3.357	8.835	39.346	8.027
Novembre .....	18.001	3.308	6.644	36.478	9.814
Décembre .....	19.681	3.696	8.262	40.691	9.345
1953 Janvier .....	18.292	3.634	8.524	35.860	9.186
Février .....	16.424	3.020	9.300	33.002	6.613
Mars .....	17.979	3.292	10.894	36.723	3.886
Avril .....	19.453	3.021	12.399	38.727	3.738
Mai .....	17.323	2.692	10.753	33.227	2.210
Juin .....	18.057	2.824	10.659	34.146	2.104
Juillet .....	19.763	3.254	11.806	35.287	2.123
Août .....	18.088	3.137	9.859	30.891	2.005
Septembre .....	22.743	4.393	11.276	34.696	5.318

## LES TRANSPORTS

### I — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

#### a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

70

PÉRIODES	Recettes						Dépenses	Excédent des recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploita- tion
	Voyageurs et bagages	Marchan- dises	Diverses	Total	Intervention de l'Etat (2)	Total général			
1938 Moyenne mens. (1)	73,8	146,6	5,2	225,6	—	225,6	238,9	— 13,3	105,9
1951 Moyenne mensuelle.	249,8	571,4	33,5	854,7	120,8	975,5	958,2	17,3	98,2
1952 Moyenne mensuelle.	276,2	582,4	34,6	893,2	75,9	969,1	955,1	14,0	98,6
1952 Mai .....	262,8	566,2	30,1	859,1	75,9	935,0	969,9	— 34,9	103,7
Juin .....	281,4	538,4	39,4	859,2	75,9	935,1	939,0	— 3,9	100,4
Juillet .....	342,8	530,4	33,2	906,4	75,9	982,3	957,4	24,9	97,6
Août .....	337,9	544,2	33,9	916,0	75,9	991,9	944,1	47,8	95,2
Septembre .....	300,9	606,5	33,1	940,5	75,9	1.016,4	949,3	67,1	93,4
Octobre .....	274,0	642,0	35,7	951,7	75,9	1.027,6	963,6	64,0	93,8
Novembre .....	241,6	574,5	31,1	847,2	75,9	923,1	902,8	20,3	97,8
Décembre .....	270,0	595,4	38,7	904,1	75,9	980,0	919,5	60,5	93,8
1953 Janvier .....	279,8	534,8	44,2	858,8	52,8	911,6	991,7	— 80,1	108,8
Février .....	238,2	500,8	37,1	776,1	52,8	828,9	930,9	— 102,0	112,3
Mars .....	266,1	597,6	34,4	898,1	52,7	950,8	967,3	— 16,5	101,7
Avril .....	278,0	553,4	33,2	864,6	52,8	917,4	945,1	— 27,7	103,0
Mai .....	289,9	519,4	30,4	839,7	52,8	892,5	930,4	— 37,9	104,2
Juin .....	273,9	565,7	33,5	873,1	49,5	922,6	950,6	— 28,0	103,0
Juillet .....	348,1	517,4	32,3	897,8	49,4	947,2	951,3	— 4,1	100,4

(1) Y compris le Nord-Belge.

(2) Subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

PÉRIODES	b) Nombre de wagons fournis à l'industrie (1)				c) Statistique du trafic (2) 1° Trafic général						
	A	B	C	A + C	VOYAGEURS		GROSSES MARCHANDISES				
					Nombre (milliers)	Voyageurs km. (millions)	Tonnes transp. (milliers)	Tonnes-km. (millions)			Total
		Service interne belge	Service internat.	Transit							
1938 Moyen. mens. (3)	388.982	114.745	90.665	479.647	16.804	535	6.169	186	154	88	428
1951 Moyen. mens. ....	335.279	106.728	60.912	396.191	18.722	604	6.008	237	207	108	552
1952 Moyen. mens. ....	296.804	99.406	56.824	353.628	18.984	620	5.501	203	209	94	506
1952 Juin .....	282.662	86.606	52.375	335.037	18.198	615	5.190	193	205	79	477
Juillet .....	269.549	81.429	54.353	323.902	17.547	677	4.827	176	193	83	453
Août .....	281.985	89.905	52.738	334.723	17.820	675	4.972	195	178	91	464
Septembre .....	303.468	100.579	60.219	363.687	18.699	615	5.562	214	199	89	502
Octobre .....	336.964	108.416	62.378	399.342	19.800	621	6.152	230	207	92	529
Novembre .....	290.842	96.994	53.821	344.663	19.304	595	5.416	202	181	87	469
Décembre .....	275.913	109.043	59.726	335.639	19.744	607	5.347	178	230	104	512
1953 Janvier .....	257.945	103.397	53.806	311.751	p 20.014	p 622	4.843	170	200	86	466
Février .....	241.468	92.327	49.238	290.706	p 18.194	p 555	4.566	154	184	88	428
Mars .....	290.691	98.213	56.809	347.500	p 19.153	p 596	5.428	192	208	106	507
Avril .....	275.755	92.964	54.004	329.759	p 18.993	p 626	5.225	181	198	105	484
Mai .....	261.774	85.632	52.792	314.568	p 19.353	p 655	4.929	164	191	106	460
Juin .....	284.680	93.228	57.533	342.413	p 18.032	p 618	5.343	171	216	124	511
Juillet .....	252.787	84.259	55.171	307.958	p 17.356	p 675	4.825	150	204	113	466
Août .....	272.159	95.766	42.594	314.753			4.733				423

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.

B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

(1) Wagons chemins de fer et particuliers.

(2) Non compris les transports militaires.

(3) Y compris le Nord-Belge, sauf en ce qui concerne les tonnes-km.

c) Statistique du trafic (1)  
2° Transport des principales grosses marchandises  
A — Ensemble du trafic

PÉRIODES	Tonnes-km. (millions)	(milliers de tonnes)										
		Total	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de construction, verres et glaces	Prod. des carrières, sables, silice et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétroles, brais et goudrons	Divers
1938 Moyenne mensuelle (2) .....	458	6.169	405	2.540	472	516	559	934	64	225	77	377
1951 Moyenne mensuelle .....	552	6.008	253	2.181	644	793	498	764	40	272	92	471
1952 Moyenne mensuelle .....	506	5.501	229	2.072	661	721	445	640	29	228	81	395
1952 Juin .....	477	5.190	81	1.840	658	678	493	783	14	230	70	349
Juillet .....	453	4.827	119	1.737	653	558	441	698	28	201	66	326
Août .....	464	4.972	102	1.883	618	590	424	690	74	189	62	340
Septembre .....	502	5.582	127	2.099	659	705	469	759	40	213	72	419
Octobre .....	529	6.152	666	2.252	654	725	445	684	23	208	81	414
Novembre .....	469	5.416	716	2.035	533	649	375	493	17	167	71	360
Décembre .....	512	5.347	219	2.275	752	743	338	358	21	212	83	346
1953 Janvier .....	466	4.843	124	2.172	659	647	326	298	18	203	81	315
Février .....	426	4.556	115	1.949	627	587	314	374	20	204	71	295
Mars .....	507	5.428	162	2.038	700	665	465	631	26	298	81	362
Avril .....	484	5.225	124	2.011	686	653	463	665	25	172	73	353
Mai .....	460	4.929	105	1.899	625	582	465	641	21	176	68	347
Juin .....	511	5.343	102	2.029	727	667	477	677	19	211	72	362
Juillet .....	466	4.825	124	1.945	661	534	417	551	17	217	63	296
Août .....	423	4.733	114	2.082	447	493	403	565	49	216	65	299

(1) Non compris les transports militaires.

(2) Y compris le Nord-Belge.

I — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES (fin)

B — Service interne belge

II  
Soc. Nat. des Chemins de fer vicinaux 70

PÉRIODES	TOTAL	Produits agricoles et aliment.	Com-bustibles	Minerais	Produits métal-lurgiques	Mat. de constr., verres et glaces	Produits des carrières, sables, silix et terres	Textiles, tanner-ies et vêtement	Produits chimi-ques et phar-maceu-tiques	Graisses et huiles industr., pétrole, brais et goudrons	Divers	Tonnes-km. trans-portées (milliers)
1938 Moyenne mens. (1)	3.250	231	1.523	10	130	312	673	12	85	26	248	5.858
1951 Moyenne mensuelle	3.772	127	1.861	19	236	329	625	13	133	35	394	3.273
1952 Moyenne mensuelle	3.356	130	1.679	17	218	293	521	7	120	33	338	2.608
1952 Août	3.071	44	1.481	17	177	302	572	41	119	28	290	2.126
Septembre	3.478	55	1.713	20	221	320	627	9	125	31	357	2.323
Octobre	4.023	536	1.867	18	235	299	555	3	114	33	363	4.601
Novembre	3.493	565	1.646	13	213	231	380	2	91	29	314	4.695
Décembre	3.033	93	1.816	14	216	189	269	2	100	34	300	1.944
1953 Janvier	2.848	40	1.750	15	200	205	230	2	103	28	275	1.286
Février	2.654	37	1.560	11	183	199	279	2	102	28	253	1.294
Mars	3.208	35	1.666	15	200	320	495	2	141	29	305	1.867
Avril	3.131	31	1.610	15	198	312	539	2	87	34	303	1.784
Mai	2.898	30	1.446	13	172	304	523	2	83	30	290	1.605
Juin	3.033	30	1.497	12	181	320	551	2	104	29	307	1.805
Juillet	2.624	35	1.341	12	132	266	444	3	117	25	249	1.476
Août												1.512

(1) Non compris le Nord-Belge, en ce qui concerne la S.N.C.B.

III — MOUVEMENT DES PORTS

a) Port d'Anvers

Sources : Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME					NAVIGATION FLUVIALE						
	ENTRÉES			SORTIES		ENTRÉES			SORTIES			
	Nombre de navires	Tonnage net belge (milliers de tonnes de jauge)	Marchan-dises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de navires		Marchan-dises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchan-dises (milliers de tonnes métriques) (2)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchan-dises (milliers de tonnes métriques) (2)
chargés				sur lest								
1936-38 Moyenne mens.	988	2.008	1.072	837	151	1.072	3.917	1.317	695	3.762	1.268	
1951 Moyenne mensuelle	952	2.209	1.261	798	155	1.169	3.611	1.535	695	3.677	1.554	877
1952 Moyenne mensuelle	980	2.335	1.304	804	174	986	3.589	1.503	593	3.555	1.494	878
1952 Octobre	1.049	2.479	1.300	863	195	1.022	3.876	1.620	621	3.864	1.615	947
Novembre	964	2.288	1.233	782	156	795	3.395	1.462	536	3.391	1.491	881
Décembre	1.037	2.579	1.347	857	184	836	3.722	1.523	580	3.477	1.459	919
1953 Janvier	965	2.445	1.150	807	147	1.040	3.445	1.394	582	3.188	1.310	792
Février	917	2.143	1.049	785	139	892	3.118	1.363	565	3.151	1.360	761
Mars	1.091	2.422	1.091	929	152	1.207	3.782	1.626	816	3.643	1.628	735
Avril	1.085	2.461	1.110	964	140	1.138	3.700	1.566	769	3.512	1.482	707
Mai	1.090	2.488	1.177	926	159	1.153	3.534	1.488	726	3.698	1.663	797
Juin	1.076	2.506	1.209	937	147	1.267	3.827	1.616	785	3.855	1.604	815
Juillet	1.148	2.690	1.418	967	152	1.210	3.836	1.619	742	3.843	1.626	873
Août	1.121	2.807	1.261	938	185	1.334	3.665	1.597	726	3.898	1.784	962
Septembre	1.086	2.553		921	169		3.661	1.616	698	3.715	1.635	874
Octobre	1.163	2.697		981	179							

(1) Trafic international. — (2) Trafic international et intérieur.

b) Port de Gand

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE	
	ENTRÉES			SORTIES			MARCHANDISES (1) (milliers de tonnes métriques)	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Entrées	Sorties
1936-38 Moyenne mensuelle								
1951 Moyenne mensuelle	153	125	129	155	125	83	147	71
1952 Moyenne mensuelle	157	126	130	157	126	78	134	54
1952 Octobre	152	119	124	158	126	48	148	81
Novembre	154	113	134	161	112	65	119	48
Décembre	158	128	75	157	126	73	99	43
1953 Janvier	150	106	88	150	110	98	83	44
Février	129	118	92	127	109	90	82	35
Mars	157	122	117	160	130	76	102	64
Avril	160	107	127	162	107	62	133	58
Mai	149	103	90	142	100	69	123	41
Juin	169	133	147	171	130	86	135	36
Juillet	145	105	123	145	110	57	126	56
Août	149	125	132	150	120	46	115	38
Septembre	162	119		161	123			
Octobre	171	129		169	125			

(1) Trafic international.

IV — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

72

Source : Institut National de Statistique.

PÉRIODES	BATEAUX CHARGÉS														
	Nombre					Milliers de tonnes métriques					Millions de tonnes-km.				
	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics
1951 Moyenne mensuelle ..	6.077	2.814	2.119	325	11.335	1.570	1.067	757	77	3.471	170,2	63,0	46,4	9,9	289,5
1952 Moyenne mensuelle ..	5.398	2.932	2.150	318	10.798	1.427	1.023	769	76	3.295	159,6	63,1	49,8	9,9	282,4
1952 Juin .....	5.445	2.941	2.434	322	11.142	1.458	1.037	854	78	3.427	162,1	64,9	59,0	9,9	295,9
Juillet .....	5.184	3.053	2.315	282	10.834	1.306	1.035	841	68	3.250	146,5	68,1	51,8	9,0	276,4
Août .....	5.487	3.509	2.379	290	11.665	1.426	1.026	836	72	3.360	160,0	67,1	52,0	9,6	294,7
Septembre .....	5.670	3.331	2.357	249	11.607	1.398	1.076	804	56	3.334	164,1	69,0	54,5	7,4	295,0
Octobre .....	5.502	3.390	2.440	311	11.643	1.442	1.166	882	75	3.565	162,6	76,7	54,3	9,8	303,4
Novembre .....	5.202	2.742	2.068	331	10.343	1.416	974	768	75	3.233	158,8	64,0	50,0	9,8	282,6
Décembre .....	4.657	2.288	1.796	282	9.323	1.468	838	702	62	3.070	160,6	50,6	40,8	8,3	260,3
1953 Janvier .....	4.755	2.160	1.745	299	8.959	1.379	770	647	73	2.869	153,5	48,1	38,8	9,5	249,9
Février .....	5.711	1.917	1.683	308	9.619	1.383	601	613	74	2.671	144,9	42,4	38,0	9,3	234,6
Mars .....	7.913	2.990	2.407	475	13.785	2.011	964	820	113	3.908	208,0	67,8	53,0	15,2	344,0
Avril .....	7.797	3.440	2.443	562	14.242	1.800	1.143	811	131	3.885	185,8	80,3	52,0	17,2	335,3
Mai .....	7.357	3.360	2.628	458	13.803	1.821	1.118	876	109	3.924	191,6	78,3	56,9	15,0	341,8

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE  
BELGO-LUXEMBOURGEOISE

NOMENCLATURE DES SECTIONS DU COMMERCE SPECIAL  
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DU COMMERCE INTERNATIONAL (C.T.C.I.)

75

PÉRIODES	0 - Produits alimentaires	1 - Boissons et tabacs	2 - Mat. brutes non comest. à l'exception des carburants	3 - Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	4 - Huiles et graisses d'origine animale ou végétale	5 - Produits chimiques	6 - Art. manuf., classés principalement d'après la mat. première	7 - Machines et matériel de transport	8 - Articles manufacturés divers	9 - Marchandises non dénommées ailleurs	Totaux
Quantités (milliers de tonnes)											
1951 Moyenne mensuelle	279	8,0	1.860	796	10,6	100	100	27,9	3,3	1,5	3.186
1952 Moyenne mensuelle	273	8,3	1.884	834	9,4	89	109	28,5	3,7	1,2	3.240
1952 Août .....	243	6,9	1.952	712	11,4	71	97	19,2	3,4	0,7	3.116
Septembre .....	271	8,1	2.095	790	8,8	65	114	41,8	4,6	1,0	3.399
Octobre .....	366	9,7	2.050	829	10,8	116	129	33,2	5,0	1,3	3.550
Novembre .....	300	8,7	1.763	766	5,4	84	129	27,4	3,9	1,0	3.088
Décembre .....	388	9,5	1.599	732	8,3	88	135	21,6	3,7	1,3	2.986
1953 Janvier .....	234	7,3	1.382	841	6,4	88	100	34,2	3,0	—	2.696
Février .....	186	7,2	1.484	746	10,6	95	97	20,9	3,2	0,1	2.650
Mars .....	205	8,1	1.841	850	13,4	96	121	30,8	4,2	0,1	3.170
Avril .....	203	8,5	2.019	801	10,1	118	118	25,4	4,2	0,1	3.308
Mai .....	217	8,3	1.972	870	12,1	88	123	22,4	3,9	0,1	3.317
Juin .....	223	9,4	2.239	810	10,4	90	113	35,3	4,3	0,1	3.535
Juillet .....	276	8,3	2.115	953	9,0	93	119	27,9	4,2	0,1	3.606
Août .....	260	7,1	1.780	858	13,5	108	110	22,0	3,8	0,1	3.162
Septembre .....	243	8,8	1.943	1.127	8,2	127	121	23,9	4,8	0,1	3.607
Octobre .....											<sup>p</sup> 3.693
<i>Exportations.</i>											
1951 Moyenne mensuelle	58	0,8	331	274	8,2	283	708	22,3	3,3	0,1	1.688
1952 Moyenne mensuelle	38	0,6	283	462	9,9	225	648	25,0	3,2	0,1	1.695
1952 Août .....	26	0,7	279	507	7,9	178	533	16,1	2,1	0,1	1.550
Septembre .....	36	0,6	318	460	9,0	188	709	19,6	2,6	0,1	1.743
Octobre .....	39	0,4	299	501	12,8	206	746	26,5	3,3	0,1	1.834
Novembre .....	47	0,5	263	402	7,9	163	594	28,5	3,0	0,1	1.599
Décembre .....	44	0,3	282	474	9,3	173	597	19,8	3,1	0,1	1.603
1953 Janvier .....	48	0,3	220	455	8,5	225	595	15,7	2,9	0,1	1.570
Février .....	53	0,6	257	441	4,6	202	521	14,1	2,9	0,1	1.496
Mars .....	54	0,7	473	525	5,8	301	638	17,1	3,2	0,1	2.018
Avril .....	48	0,5	438	414	5,3	228	650	23,6	3,2	0,1	1.811
Mai .....	43	0,7	441	531	5,6	239	681	20,7	2,9	0,1	1.965
Juin .....	54	0,8	547	671	4,2	248	768	23,5	3,3	0,1	2.320
Juillet .....	45	1,0	501	603	6,5	210	667	25,2	3,4	0,1	2.062
Août .....	63	0,8	492	706	5,3	325	648	24,0	3,5	0,1	2.268
Septembre .....	52	0,7	636	834	5,8	254	663	24,3	4,0	0,1	2.474
Octobre .....											<sup>p</sup> 2.364

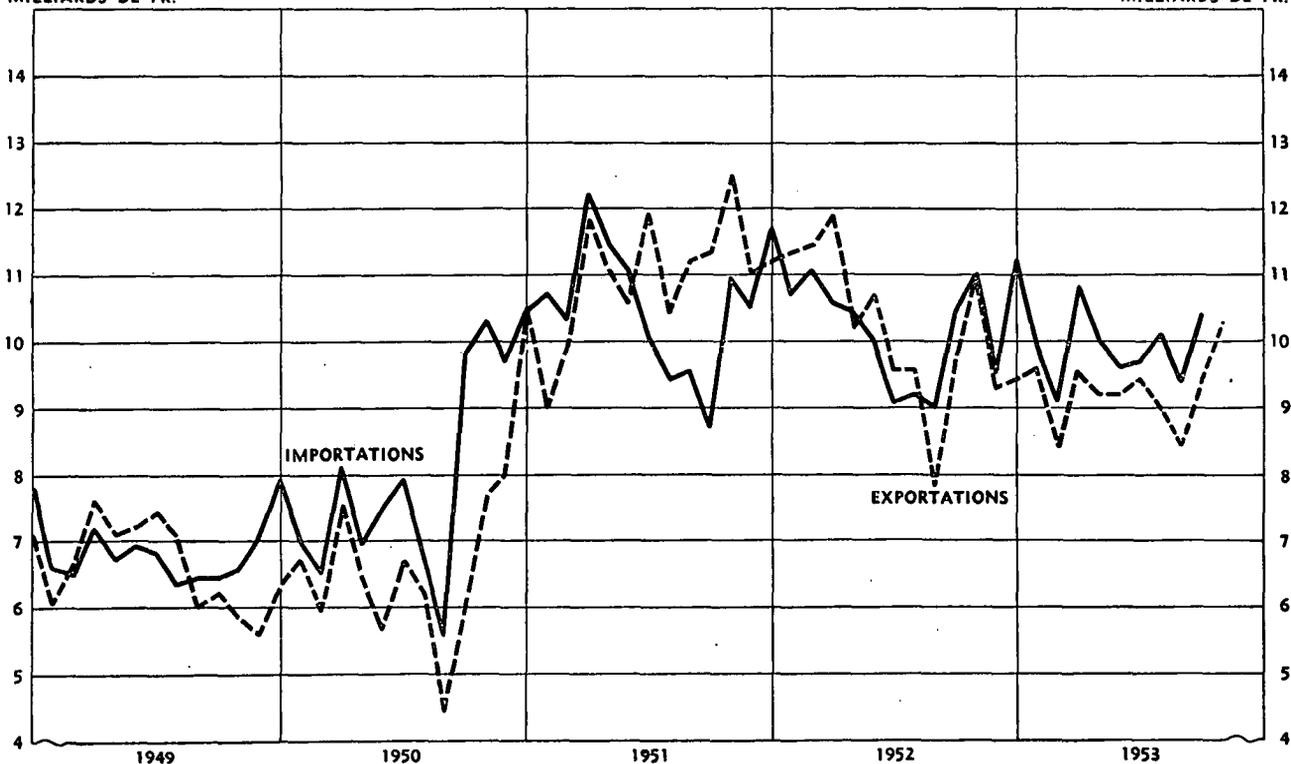
NOMENCLATURE DES SECTIONS DU COMMERCE SPECIAL

D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DU COMMERCE INTERNATIONAL (C.T.C.I.) (suite)

Périodes	0 - Produits alimentaires	1 - Boissons et tabacs	2 - Mat. brutes non comest. à l'exception des carburants	3 - Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	4 - Huiles et graisses d'origine animale ou végétale	5 - Produits chimiques	6 - Art. manif., classés principalement d'après la mat. première	7 - Machines et matériel de transport	8 - Articles manufacturés divers	9 - Marchandises non dénommées ailleurs	Totaux	Prix moyen par tonne (frances)	Excédent (+) ou déficit (-) de la balance commerciale (millions de frances)	Rapport des exportations aux importations en p. e.
<b>Valeurs (millions de frances)</b>														
<b>Importations.</b>														
1951 Moy. mensuelle	1.772	165	3.207	875	203	510	2.087	1.311	381	89	10.600	3.327		
1952 Moy. mensuelle	1.813	165	2.579	958	122	442	2.093	1.552	435	93	10.252	3.164		
1952 Août	1.579	136	2.218	797	136	338	1.947	1.292	370	100	8.919	2.862		
Septembre	1.947	167	2.346	898	101	368	2.201	1.773	517	104	10.422	3.066		
Octobre	2.029	192	2.721	961	119	507	2.136	1.670	588	92	11.015	3.103		
Novembre	1.549	182	2.288	833	67	398	2.094	1.504	468	87	9.470	3.017		
Décembre	2.218	209	3.052	838	92	444	2.344	1.488	455	89	11.229	3.760		
1953 Janvier	1.710	147	2.460	978	81	408	2.259	1.507	360	43	9.953	3.692		
Février	1.525	142	2.199	814	135	405	1.975	1.372	399	52	9.018	3.403		
Mars	1.787	148	2.583	962	161	486	2.292	1.751	539	93	10.782	3.401		
Avril	1.598	162	2.339	923	133	548	1.858	1.745	499	90	9.893	2.991		
Mai	1.537	156	2.335	927	138	449	2.009	1.549	428	73	9.601	2.895		
Juin	1.486	179	2.505	847	137	499	1.785	1.758	436	78	9.710	2.747		
Juillet	1.598	153	2.593	1.019	96	486	2.002	1.707	419	53	10.126	2.808		
Août	1.521	145	2.429	863	135	483	1.875	1.491	387	84	9.413	2.976		
Septembre	1.619	170	2.197	1.215	86	587	2.300	1.524	555	79	10.312	2.859		
Octobre											p10.590	p 2.868		
<b>Exportations.</b>														
1951 Moy. mensuelle	508	32	1.140	316	187	857	6.689	954	341	22	11.047	6.543	+ 447	104,2
1952 Moy. mensuelle	337	15	697	580	160	634	6.264	1.135	303	32	10.213	6.026	- 39	99,6
1952 Août	236	12	597	600	119	507	4.592	808	241	39	7.751	5.001	- 1.168	86,9
Septembre	302	11	634	552	136	505	6.227	961	318	40	9.686	5.557	- 736	92,9
Octobre	322	13	703	607	178	547	6.879	1.201	369	36	10.855	5.919	- 160	98,6
Novembre	309	13	728	478	122	466	5.547	1.172	331	90	9.254	6.132	- 216	97,7
Décembre	351	12	824	557	144	514	5.712	936	320	24	9.394	5.861	- 1.835	83,7
1953 Janvier	387	9	708	534	126	653	5.941	872	272	54	9.556	6.087	- 397	96,0
Février	386	13	810	512	66	556	4.885	769	299	30	8.326	5.566	- 692	92,3
Mars	388	15	1.009	588	85	787	5.514	847	343	38	9.614	4.764	- 1.168	89,2
Avril	324	12	896	474	78	633	5.437	1.001	326	61	9.242	5.103	- 651	93,4
Mai	332	14	824	561	88	632	5.337	997	292	46	9.121	4.641	- 480	95,0
Juin	365	18	896	717	58	634	5.494	1.017	319	17	9.535	4.109	- 175	94,2
Juillet	334	19	765	599	90	541	5.259	1.092	308	50	9.057	4.393	- 1.069	89,5
Août	441	17	606	648	74	712	4.633	909	359	36	8.435	3.719	- 978	89,6
Septembre	392	17	806	776	80	675	5.331	962	437	51	9.527	3.851	- 785	92,4
Octobre											p10.303	p 4.358	p- 287	p 97,3

MILLIARDS DE FR.

MILLIARDS DE FR.



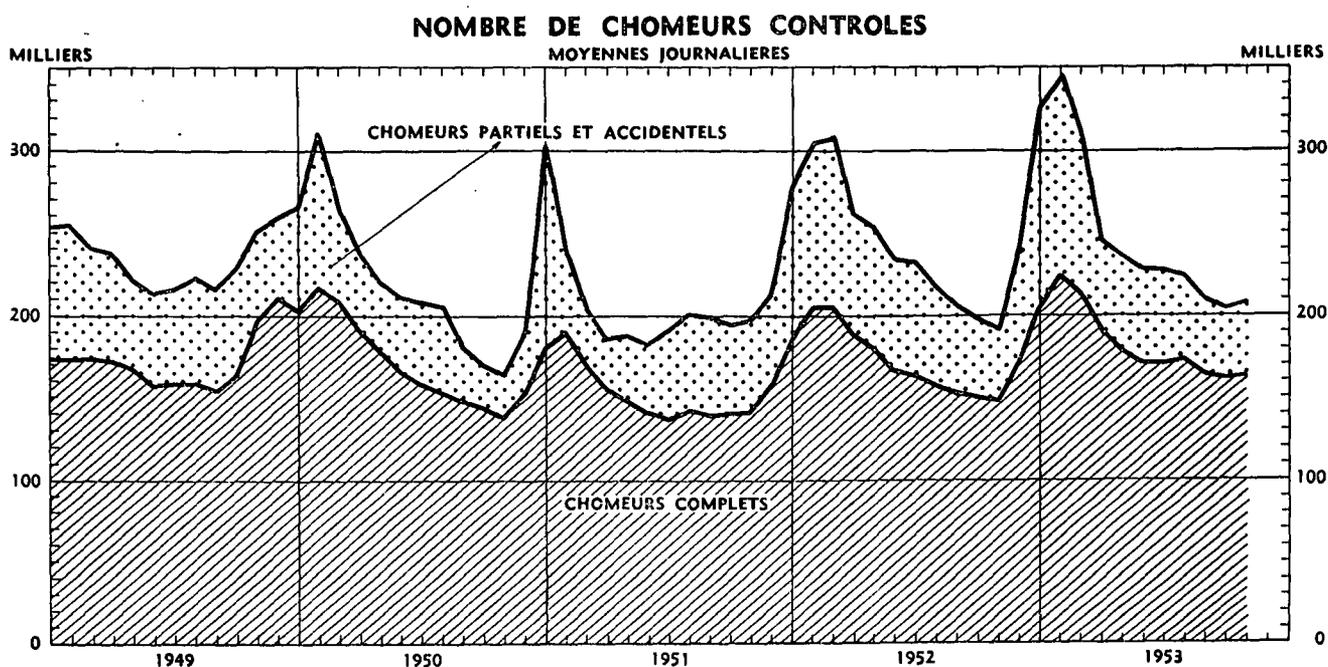
# LE CHOMAGE

## I — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

81

Source : Office national du Placement et du Chômage.

PÉRIODES	NOMBRE DE CHOMEURS CONTROLÉS						MILLIERS DE JOURNÉES PERDUES		
	CHÔMEURS INSCRITS AU COURS DU MOIS			MOYENNES JOURNALIÈRES			Chômeurs		Totaux
	Chômeurs		Totaux	Chômeurs		Totaux	complets	partiels et accidentels	
	complets	partiels et accidentels		complets	partiels et accidentels				
1952 Octobre .....	179.447	133.540	312.987	146.575	44.713	191.288	3.374	1.026	4.400
Novembre .....	215.033	235.815	450.848	169.970	71.958	241.928	4.935	2.094	7.029
Décembre .....	239.904	329.339	569.243	204.054	121.075	325.129	4.502	2.679	7.181
1953 Janvier .....	258.451	203.678	522.129	224.062	119.716	343.778	5.380	2.866	8.246
Février .....	249.149	253.819	502.968	212.794	98.689	311.483	5.115	2.365	7.480
Mars .....	238.132	170.002	408.134	189.521	56.618	246.139	5.690	1.687	7.377
Avril .....	212.549	166.522	379.071	178.463	57.479	235.942	3.930	1.263	5.193
Mai .....	213.878	186.462	400.340	171.254	57.445	228.699	4.800	1.604	6.404
Juin .....	208.191	157.067	365.258	171.249	56.242	227.491	4.109	1.351	5.460
Juillet .....	208.557	165.045	373.602	171.921	51.607	223.528	3.954	1.187	5.141
Août .....	210.025	148.983	359.008	163.749	45.470	209.219	4.749	1.318	6.067
Septembre .....	203.381	135.561	338.942	162.045	42.151	204.196	3.894	1.005	4.899
Octobre .....				163.607	43.875	207.482			



## II — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLÉS PAR PROVINCE

Source : Office national du Placement et du Chômage.

MOIS STATISTIQUE	Semaine		Nombre de jours ouvrables	Royaume	Anvers	Brabant	Flandre occidentale	Flandre orientale	Hainaut	Liège	Limbourg	Luxembourg	Namur
	du	au											
<b>Moyenne journalière par mois</b>													
1952 Septembre .....	—	—	24	196.985	47.561	33.079	35.833	45.280	15.970	11.446	4.662	478	2.676
Octobre .....	—	—	23	191.288	48.179	31.663	33.910	43.234	15.045	10.931	4.846	729	2.751
Novembre .....	—	—	20	241.928	58.664	39.210	44.616	52.975	19.936	13.583	7.390	2.017	3.637
Décembre .....	—	—	22	325.129	69.445	51.119	62.297	72.879	28.087	19.484	11.175	3.994	6.049
1953 Janvier .....	—	—	24	343.778	74.113	55.166	62.834	74.279	31.529	21.649	12.819	4.284	7.105
Février .....	—	—	24	311.483	65.923	50.888	54.415	65.852	29.115	22.099	11.418	4.526	7.247
Mars .....	—	—	30	246.139	55.956	41.463	43.605	55.266	21.844	15.571	7.358	1.027	4.049
Avril .....	—	—	22	235.942	53.952	39.642	41.357	54.172	21.683	14.437	6.495	558	3.648
Mai .....	—	—	28	228.699	52.312	38.170	38.333	53.977	21.509	14.292	6.274	410	3.422
Juin .....	—	—	24	227.491	52.038	39.155	37.944	53.191	20.913	14.245	3.105	467	3.433
Juillet .....	—	—	23	223.528	50.596	38.479	36.786	52.967	20.550	13.972	6.300	506	3.372
Août .....	—	—	29	209.219	47.746	35.797	32.634	49.180	19.901	14.140	6.079	639	3.093
Septembre .....	—	—	24	204.196	48.636	34.277	32.887	45.921	18.970	14.025	5.651	685	3.144
<b>Moyenne journalière par semaine</b>													
1953 Octobre .....	4	10	6	204.356	50.508	33.025	33.516	44.124	18.858	14.873	5.439	744	3.269
	11	17	6	202.363	50.040	32.947	33.382	43.560	18.674	14.182	5.426	846	3.306
	18	24	6	208.357	52.058	33.814	34.386	44.664	19.774	13.962	5.451	910	3.338
	25	31	6	214.854	53.726	34.351	36.023	45.851	19.747	14.902	5.788	977	3.489
Novembre .....	1	7	6	223.681	55.229	35.708	38.796	47.387	20.869	14.940	6.162	967	3.623
	8	14	5	234.081	56.458	37.273	42.243	49.253	21.782	15.562	6.718	1.073	3.719

III — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPE DE PROFESSIONS

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés)

Source : Office national du Placement et du Chômage.

Périodes	Agriculture	Forêt, chasse, pêche	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois, ameublement	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussure	Alimentation	Transport	Dockers	Réparateurs de navires	Hôtels-restaurants	Gens de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Total
<b>Chômeurs complets</b>																									
1952 Juillet	8.833	734	841	631	3.757	4.481	17.168	7.299	17.931	2.569	1.793	1.425	27.909	13.807	4.552	9.954	13.923	—	—	3.443	4.447	356	11.374	1.123	158.380
1952 Août	7.911	732	851	614	3.859	3.383	16.702	7.075	17.715	2.578	1.620	1.349	25.349	13.624	4.030	9.676	13.722	—	—	3.555	4.544	343	11.324	1.106	151.707
1952 Septembre	8.877	814	879	603	4.594	3.494	16.890	6.775	17.129	2.431	1.528	1.313	23.238	11.687	3.553	9.640	13.560	—	—	5.068	4.856	445	11.664	1.098	150.136
1952 Octobre	5.912	798	858	638	5.586	2.980	17.042	6.949	17.427	2.356	1.480	1.267	21.735	10.929	3.429	9.567	13.633	—	—	5.759	5.027	435	11.791	977	146.575
1952 Novembre	10.886	894	961	838	6.412	3.194	23.424	8.111	20.430	2.405	1.445	1.338	22.991	12.639	3.987	10.472	14.866	—	—	6.010	5.091	448	12.163	865	169.970
1952 Décembre	15.103	997	1.062	1.481	8.042	3.258	33.823	10.574	23.686	2.680	1.607	1.358	26.468	16.058	4.837	12.039	16.066	—	—	5.941	5.163	499	12.365	947	204.054
1953 Janvier	16.306	1.112	1.134	2.083	8.568	3.032	40.609	11.912	25.869	2.787	1.699	1.458	28.558	18.162	4.915	12.629	17.344	—	—	6.069	5.353	512	12.971	981	224.062
1953 Février	15.917	1.060	1.191	2.105	7.972	2.802	36.205	10.867	25.476	2.703	1.653	1.416	27.975	16.108	4.319	12.465	16.866	—	—	6.023	5.389	479	12.832	971	212.794
1953 Mars	13.523	808	1.192	1.641	6.220	2.884	27.088	9.304	23.896	2.673	1.691	1.373	26.531	13.397	3.894	12.344	15.869	—	—	5.752	5.283	480	12.721	957	189.521
1953 Avril	12.468	861	1.148	1.507	4.393	3.194	22.315	8.262	23.042	2.679	1.691	1.342	28.614	12.482	4.068	12.123	15.484	—	—	5.435	5.213	456	12.620	1.066	178.463
1953 Mai	7.933	965	1.184	1.420	3.757	3.210	20.159	7.832	23.270	2.701	1.832	1.339	27.425	12.609	4.630	11.316	15.218	—	—	5.205	5.180	423	12.431	1.215	171.254
1953 Juin	11.122	935	1.225	1.306	3.628	3.245	19.541	7.283	22.744	2.588	1.845	1.275	26.655	13.579	5.217	10.448	14.970	—	—	4.736	5.125	383	12.198	1.201	171.249
1953 Juillet	10.864	914	1.199	1.343	3.626	3.187	20.403	7.663	23.208	2.658	1.827	1.294	26.903	13.754	5.280	10.234	15.013	—	—	4.025	4.969	476	11.936	1.145	171.921
1953 Août	9.903	927	1.148	1.300	3.506	3.068	18.971	6.992	22.050	2.606	1.739	1.233	24.925	13.326	4.943	10.010	14.655	—	—	4.017	4.428	460	11.917	1.157	163.749
1953 Septembre	8.383	951	1.189	1.345	3.996	2.767	19.366	6.832	23.068	2.483	1.570	1.279	23.792	12.544	4.379	9.541	14.408	—	—	5.062	5.164	418	12.319	1.189	162.045
<b>Chômeurs partiels et accidentels</b>																									
1952 Juillet	892	212	764	240	999	288	2.222	1.727	5.409	850	1.095	332	21.421	6.035	4.156	1.766	2.285	6.888	44	247	341	49	317	44	58.623
1952 Août	814	319	107	286	1.101	219	2.855	1.598	5.184	842	934	273	20.364	5.359	2.220	1.537	2.048	6.176	57	283	328	49	328	44	53.325
1952 Septembre	1.130	527	163	279	1.205	247	3.948	1.223	4.331	722	709	218	15.890	3.658	1.703	1.384	1.878	6.815	63	281	295	37	334	29	66.849
1952 Octobre	773	566	124	313	992	224	3.586	1.379	4.314	893	547	217	13.824	3.718	1.904	1.700	1.973	6.637	80	303	281	53	363	51	44.713
1952 Novembre	1.544	890	149	691	1.297	251	19.212	2.043	5.943	729	520	223	15.058	6.996	3.105	1.978	2.739	6.497	381	323	308	47	394	40	71.958
1952 Décembre	2.325	1.953	71	1.994	2.087	279	37.975	5.830	11.256	1.384	790	259	23.755	11.422	5.433	2.938	4.322	5.419	308	329	407	62	421	56	121.076
1953 Janvier	2.205	1.746	516	2.731	1.983	201	43.658	5.697	11.121	1.185	655	288	18.705	9.752	2.981	2.710	4.610	7.665	76	348	347	85	519	52	119.716
1953 Février	1.772	2.279	115	2.648	1.682	235	29.578	4.514	10.808	1.047	689	292	18.171	7.624	2.354	2.581	3.953	6.946	67	348	358	66	553	49	98.689
1953 Mars	691	329	43	644	994	288	3.804	1.888	8.153	727	716	288	17.566	5.261	2.532	2.251	2.680	6.552	73	304	319	58	487	70	56.618
1953 Avril	571	307	448	556	894	425	2.510	1.608	7.459	705	934	316	18.293	5.726	3.693	2.207	2.590	6.686	308	308	341	43	501	52	57.479
1953 Mai	1.341	260	778	410	811	382	2.461	1.512	6.890	639	800	297	18.476	5.734	4.075	1.951	2.514	6.307	631	307	284	47	492	46	57.445
1953 Juin	1.037	321	293	433	819	363	2.363	1.408	6.958	583	661	268	15.909	6.985	5.768	1.977	2.376	5.876	696	300	298	57	426	47	56.242
1953 Juillet	983	299	203	401	768	359	2.321	1.331	6.272	548	636	274	15.049	6.269	5.173	1.956	2.323	4.824	600	247	268	51	405	47	51.607
1953 Août	869	320	208	393	729	306	2.113	1.229	6.497	504	543	251	12.037	5.178	4.269	1.694	2.275	4.756	366	239	251	45	358	40	45.470
1953 Septembre	695	392	472	399	622	293	2.109	1.113	6.814	431	344	172	10.706	4.586	2.149	1.573	1.840	5.746	626	277	295	49	414	34	42.151
<b>Total des chômeurs contrôlés</b>																									
1952 Juillet	9.755	946	1.605	871	4.756	4.769	19.390	9.026	23.340	3.419	2.888	1.757	49.330	19.842	8.708	11.720	16.208	6.888	44	3.690	4.788	405	11.691	1.167	217.003
1952 Août	8.725	1.051	958	900	4.960	3.602	19.557	8.673	22.899	3.420	2.554	1.622	45.758	18.983	6.250	11.213	15.770	6.176	57	3.838	4.872	392	11.652	1.150	205.032
1952 Septembre	10.007	1.341	1.032	882	5.799	3.741	20.838	7.998	21.460	3.153	2.237	1.531	39.118	15.345	5.258	11.024	15.438	6.815	63	3.349	6.151	482	11.998	1.127	196.955
1952 Octobre	6.685	1.364	982	951	6.578	3.204	20.628	8.328	21.741	3.249	2.027	1.484	35.559	14.645	5.333	11.267	15.608	6.537	80	3.062	5.308	488	12.154	1.028	191.288
1952 Novembre	12.430	1.784	1.110	1.529	7.709	3.445	42.638	10.754	26.373	3.134	1.965	1.561	38.049	19.635	7.092	12.450	17.605	6.497	381	6.333	5.399	495	12.557	1.005	241.928
1952 Décembre	17.428	2.950	1.133	3.475	10.129	3.537	71.798	16.404	34.942	4.064	2.397	1.617	50.223	27.480	10.270	14.977	20.388	5.419	308	6.270	5.570	561	12.786	1.003	325.129
1953 Janvier	18.511	2.858	1.650	4.813	10.531	3.233	84.267	17.609	36.990	3.972	2.354	1.746	47.263	27.914	7.896	15.339	21.854	7.665	76	6.417	5.700	597	13.490	1.033	345.778
1953 Février	17.689	3.339	1.306	4.763	9.634	3.037	65.783	15.381	36.234	3.750	2.322	1.708	46.146	23.732	6.673	15.046	20.819	6.946	67	6.371	5.747	545	13.385	1.020	311.483
1953 Mars	14.114	1.137	2.235	2.285	7.214	3.172	30.892	11.192	32.049	3.400	2.407	1.661	44.097	18.658	6.426	14.595	16.849	6.552	73	6.056	5.802	538	13.208	1.027	246.139
1953 Avril	13.039	1.168	1.596	2.063	5.287	3.619	24.825	9.870	30.501	3.384	2.625	1.658	44.907	18.208	7.761	14.330	18.074	6.686	306	5.743	5.554	499	13.121	1.118	235.942
1953 Mai	9.274	1.225	1.982	1.830	4.568	3.592	22.620	9.344	30.160	3.340	2.632	1.636	45.901	18.343	8.705	13.267	17.732	6.307	631	5.512	5.464	470	12.923	1.261	228.699
1953 Juin	12.159	1.256	1.518	1.739	4.447	3.608	21.924	8.691	29.702	3.171	2.506	1.543	42.564	20.564	10.985	12.425	17.346	5.876							

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES

I - BELGIQUE ET CONGO BELGE

SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES (1)

(millions de francs)

	30 juin 1953	31 juillet 1953	31 août 1953	30 sept. 1953
--	--------------	-----------------	--------------	---------------

ACTIF

	30 juin 1953	31 juillet 1953	31 août 1953	30 sept. 1953
<b>A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42)</b>	2.313	2.408	2.250	2.324
Caisses, Banque Nationale, Chèques postaux	2.243	1.655	1.939	1.904
Prêts au jour le jour	2.865	3.131	3.355	3.307
Banquiers	642	878	1.082	947
Autres valeurs à recevoir à court terme	3.390	3.315	3.036	2.950
Portefeuille-effets	44.114	43.246	42.476	44.149
a) Portefeuille commercial (2)	10.063	9.485	9.910	10.971
b) Effets publics récomptables à la Banque Nationale de Belgique	10.246	11.175	11.173	11.383
c) Effets publics mobilisables à la Banque Nationale de Belgique à concurrence de 95 %	23.805	22.586	20.853	21.795
Rapports et avances sur titres	1.334	1.391	1.374	1.329
Débiteurs par acceptations	7.991	8.099	7.939	7.852
Débiteurs divers	16.125	16.824	16.199	16.872
Portefeuille-titres	11.160	11.368	12.010	12.712
a) Valeurs de la réserve légale	243	237	237	237
b) Fonds publics belges	8.993	9.194	10.402	10.495
c) Fonds publics étrangers	78	73	73	73
d) Actions de banques	930	902	909	908
e) Autres titres	916	962	989	999
Divers	3.047	2.961	2.940	2.970
Capital non versé	4	4	4	4
<b>Total disponible et réalisable</b>	96.228	96.180	95.214	96.410
<b>C. Immobilisé</b>	2	2	4	4
Frais de constitution et de premier établissement	2	2	4	4
Immobilies	833	824	826	832
Participation dans les filiales immobilières	290	248	248	248
Créances sur filiales immobilières	249	248	250	253
Matériel et mobilier	110	118	120	119
<b>Total de l'actif</b>	1.434	1.440	1.448	1.450
<b>Total de l'actif</b>	96.712	96.620	96.662	97.866

PASSIF

	30 juin 1953	31 juillet 1953	31 août 1953	30 sept. 1953
<b>A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42)</b>	90.673	90.616	90.657	91.860
Créances privilégiées ou garanties	638	632	768	603
Emprunts au jour le jour	6	1	10	4
Prêts au jour le jour	6.295	6.237	6.200	6.968
Banquiers	1.137	1.448	1.389	1.324
Maison-mère, succursales et filiales	7.991	8.099	7.939	7.852
Autres valeurs à payer à court terme	1.632	1.646	1.124	1.389
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.049	1.017	1.089	916
Dépôts et comptes courants	66.399	64.455	65.134	66.890
a) À vue et à un mois au plus	57.831	56.610	57.228	58.724
b) À plus d'un mois	7.538	7.845	7.906	7.956
Obligations et bons de caisse	1.206	1.237	1.256	1.490
Montants à libérer sur titres et participations	640	640	641	640
Divers	4.810	5.204	5.078	5.034
<b>Total de l'exigible</b>	90.673	90.616	90.657	91.860
<b>C. Non exigible</b>	3.608	3.603	3.603	3.603
Capital	3.608	3.603	3.603	3.603
Fonds indisponible, par prime d'émission	125	113	113	113
Réserve légale (art. 13, A. R. 185)	246	240	240	240
Réserve disponible	2.071	2.055	2.056	2.057
Provisions	89	93	93	93
<b>Total du non exigible</b>	6.039	6.004	6.005	6.006
<b>Total du passif</b>	96.712	96.620	96.662	97.866

(1) La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la Colonie, que des éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la Colonie apparaissent sous la rubrique "Maison-mère, Succursales et Filiales".

(2) L'encours des effets récomptables par les banques à la Banque Nationale et aux instituts paratitriques s'élevait aux 30 juin 1953, 31 juillet 1953, 31 août 1953 et 30 septembre 1953 respectivement à 6.915, 7.588, 7.411 et 6.585 millions de francs, montants qui ne sont pas compris dans le portefeuille commercial.

## SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

85

(millions de francs)

## ACTIF

	17-9-1953	24-9-1953	1-10-1953	8-10-1953	15-10-1953	22-10-1953	29-10-1953	5-11-1953	12-11-1953
Encaisse en or .....	36.053	36.050	36.251	37.203	37.303	37.303	37.702	37.786	37.889
Avoirs sur l'étranger :									
a) en devises étrangères .....	1.617	1.622	1.511	802	650	729	585	553	640
b) en francs belges .....	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5
Devises étrangères et or à recevoir .....	1.994	1.994	1.994	1.994	1.994	1.994	1.994	1.994	1.994
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :									
a) U.E.P. { sans provision spéciale .....	10.066	10.066	10.066	10.066	10.066	10.066	10.127	10.030	10.150
avec provision spéciale .....	2.994	3.116	2.980	3.104	2.958	3.020	2.959	3.056	2.936
convention du 28 novembre 1952 .....	264	141	277	154	62	—	—	—	—
b) pays membres de l'U.E.P. ....	598	789	458	803	1.013	1.244	1.208	1.401	1.479
c) autres pays .....	315	319	318	316	311	312	306	304	298
Débiteurs pour change et or, à terme .....	40	40	40	240	240	240	40	40	31
Effets commerciaux sur la Belgique .....	6.614	6.197	6.876	5.744	4.902	4.545	6.757	8.189	6.907
Avances sur fonds publics .....	595	738	716	444	596	212	351	395	322
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (arrêtés 22-3-52 et 26-7-52) .....	2	2	224	52	107	6	545	357	259
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 sept. 1948 et 15 avril 1952) :									
a) certificats du Trésor .....	3.775	8.895	8.980	8.635	7.845	7.925	5.645	5.600	6.250
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat .....	—	—	626	1.001	1.007	943	1.183	195	106
c) autres effets publics belges .....	114	109	70	162	163	69	59	77	62
Monnaies divisionnaires et d'appoint .....	278	273	246	242	261	267	265	255	259
Avoirs à l'Office des { Compte A .....	2	2	2	2	1	2	2	1	2
Compte B .....	835	812	893	907	867	846	848	762	768
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948) .....	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts) .....	1.675	1.678	1.678	1.677	1.677	1.677	1.677	1.677	1.677
Immeubles, matériel et mobilier .....	889	889	889	889	889	889	889	889	889
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel .....	701	701	704	700	700	700	700	700	700
Divers .....	646	675	721	744	781	781	762	833	854
	109.725	109.768	111.180	110.541	109.053	108.431	109.264	109.754	109.132

## PASSIF

	17-9-1953	24-9-1953	1-10-1953	8-10-1953	15-10-1953	22-10-1953	29-10-1953	5-11-1953	12-11-1953
Billets en circulation .....	98.884	98.501	100.399	100.305	98.997	98.265	98.602	99.646	99.005
Comptes courants :									
Trésor public { Compte ordinaire .....	7	4	3	4	3	5	5	3	4
Comptes Accord de Coopération Economique .....	184	184	187	185	185	186	187	192	193
Banques à l'étranger : comptes ordinaires .....	543	555	563	635	644	654	689	686	712
Comptes courants divers .....	1.392	1.484	1.301	1.262	1.411	1.215	1.891	1.352	1.410
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiements :									
Pays membres de l'U.E.P. ....	320	474	453	507	339	490	603	564	636
Autres pays { a) .....	238	263	264	258	223	250	213	254	233
b) .....	835	812	893	907	867	846	848	762	768
Total des engagements à vue .....	102.412	102.277	104.063	104.063	102.669	101.911	103.038	103.459	102.961
Comptes spéciaux pour avances U.E.P. (arrêtés 22-3-1952 et 26-7-1952) .....	2.994	3.116	2.980	3.104	2.958	3.091	2.959	3.056	2.936
Devises étrangères et or à livrer .....	1.245	1.292	1.032	264	276	274	96	58	48
Caisse de Pensions du Personnel .....	701	701	704	700	700	700	700	700	700
Divers .....	694	703	721	731	771	776	792	802	808
Capital .....	400	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement .....	1.279	1.279	1.280	1.279	1.279	1.279	1.279	1.279	1.279
	109.725	109.768	111.180	110.541	109.053	108.431	109.264	109.754	109.132

**SITUATIONS MENSUELLES**  
**DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI**

(millions de francs)

**ACTIF**

	30-4-1953	31-5-1953	30-6-1953	31-7-1953	31-8-1953	30-9-1953
Encaisse or .....	3.851	3.877	3.896	3.915	3.937	3.956
Avoirs en monnaies convertibles en or .....	4.753	4.834	4.962	5.300	5.583	5.834
Avoirs en francs belges :						
Banques et divers organismes .....	336	1	1	1	1	1
Certificats du Trésor belge .....	1.025	1.025	1.025	1.025	1.900	1.600
Autres avois.....	527	411	94	14	102	287
Francs belges à recevoir.....	1.975	1.775	1.525	1.275	—	—
Avoirs en autres monnaies .....	42	30	38	20	33	71
Débiteurs pour change et or à terme .....	—	4	16	11	—	—
Effets commerciaux sur le Congo belge et le Ruanda-Urundi .....	—	2	17	13	5	6
Avances sur fonds publics et substances précieuses.....	22	33	28	27	24	37
Avoirs aux Offices des Chèques postaux .....	7	10	31	19	2	4
Effets publics (art. 6, § 1, litt. 3a des Statuts) émis par le Congo belge .....	—	—	—	—	50	50
Effets publics belges émis en francs congolais .....	4.436	4.436	4.436	4.436	4.436	4.436
Fonds publics (art. 6, § 1, litt. 12 et 13 des Statuts)...	103	103	103	103	103	103
Immeubles, matériel et mobilier .....	67	71	72	75	75	77
Divers .....	146	207	181	162	171	177
	17.290	16.819	16.425	16.462	16.422	16.639

**PASSIF**

	30-4-1953	31-5-1953	30-6-1953	31-7-1953	31-8-1953	30-9-1953
Billets et monnaies métalliques en circulation.....	4.063	4.197	4.274	4.487	4.477	4.399
Comptes courants et créditeurs divers :						
Congo belge .....	3.299	2.421	2.173	1.612	1.364	878
Ruanda-Urundi .....	380	802	767	779	796	819
Comptes courants divers.....	4.688	4.384	4.567	4.413	4.653	5.248
Valeurs à payer .....	2.091	1.851	1.623	1.626	123	176
Total des engagements à vue .....	14.521	13.655	13.404	12.917	11.413	11.520
Engagements en francs belges :						
A vue.....	309	751	575	1.032	1.129	1.106
A terme .....	448	365	290	245	1.469	1.361
Engagements en monnaies étrangères :						
En monnaies convertibles .....	1.071	1.674	1.727	1.819	1.944	1.999
En autres monnaies.....	12	15	20	21	12	22
Monnaies étrangères et or à livrer.....	—	4	16	11	33	195
Divers .....	179	205	243	267	272	286
Capital .....	150	150	150	150	150	150
	17.290	16.819	16.425	16.462	16.422	16.639

II — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

86

Banque de France  
(millions de francs français)

DATES	Encaisse or	Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements	Portefeuille d'escompte (1)	Effets négociables achetés en France (décret du 17-6-1938)	Avances		Dettes de l'Etat envers la Banque		Billets au porteur en circulation	Comptes courants créditeurs Total
					sur titres	à 30 jours sur effets publics	Dettes totales (2)	Dont avances provisoires (3)		
1951 Moyenne annuelle.	188.948	141.068	487.944	191.151	6.510	19.278	797.088	584.792	1.676.806	189.552
1952 Moyenne annuelle.	193.393	21.072	874.523	252.284	7.454	21.068	709.319	593.758	1.935.932	152.512
1952 4 septembre ....	194.943	25.963	888.006	254.131	8.060	18.534	734.861	597.700	2.002.510	138.248
9 octobre .....	194.943	27.883	929.290	263.382	7.723	23.878	733.947	595.200	2.038.142	141.944
6 novembre .....	194.943	29.133	927.366	259.951	8.339	21.654	719.911	595.800	2.030.974	133.027
4 décembre .....	198.439	30.265	932.962	259.739	7.550	21.787	713.230	600.200	2.036.309	142.170
1953 8 janvier .....	200.187	30.791	1.020.954	264.691	7.460	23.764	685.350	599.900	2.110.391	123.532
5 février .....	200.187	16.068	973.644	253.778	8.089	22.921	716.385	613.500	2.083.557	119.798
5 mars .....	200.187	16.349	981.004	255.668	8.266	24.007	730.553	625.300	2.101.472	123.373
9 avril .....	200.187	16.472	978.156	243.411	7.603	22.739	797.729	625.900	2.124.888	137.105
7 mai .....	200.187	14.427	985.964	282.619	8.894	25.655	771.654	625.200	2.118.957	175.595
4 juin .....	200.187	14.721	987.872	271.926	7.984	23.506	773.993	625.900	2.089.749	206.348
9 juillet .....	200.187	9.178	1.022.245	282.923	8.560	22.901	834.030	626.000	2.157.421	224.921
6 août .....	200.187	2.016	959.492	269.721	9.577	24.527	894.249	626.000	2.161.921	211.487
10 septembre .....	201.282	3.741	928.808	256.901	8.215	23.541	898.351	626.000	2.194.226	140.582
8 octobre .....	201.282	6.251	973.521	229.790	8.105	21.534	898.857	626.000	2.234.572	117.977
5 novembre .....	201.282	9.761	931.674	265.176	8.574	18.455	894.178	626.000	2.214.088	126.344

Taux d'escompte { actuel : 3 1/2 % depuis le 17 septembre 1953.  
précédent : 4 % depuis le 8 novembre 1951.

(1) Cette rubrique comprend : les effets escomptés sur la France, les effets garantis par l'Office des Céréales, les effets escomptés sur l'étranger et les effets de mobilisation de crédits à moyen terme.

(2) La dette totale comprend : 1° l'avoir de la Banque dans ses comptes courants postaux; les prêts sans intérêts à l'Etat; les avances provisoires de la Banque à l'Etat; les Bons du Trésor négociables remis en contre-partie des cessions d'or au Fonds de Stabilisation des Changes; les avances consenties à ce même Fonds en vertu de la convention du 27 juin 1949; l'Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique; les Bons négociables de la Caisse Autonome d'Amortissement (convent. des 23 juin 1928 et 7 décembre 1931); les Bons du Trésor négociables (souscription de l'Etat au Fonds Monétaire International et au capital de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement); 2° à partir du 6 mars 1952 : en outre, Bons du Trésor achetés; 3° à partir du 10 avril 1952 : en outre, prêt d'or au Fonds de Stabilisation des Changes.

(3) Les avances provisoires comprennent notamment les « Avances provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 », qui s'élèvent à 426.000 millions de francs.

Bank of England  
(millions de £)

DATES	Encaisse métallique		Placements du « Banking Department »				Billets en circulation (Issue Department)	Montant autorisé de la circulation fiduciaire (1)	Dépôts (Banking Department)					Rapport de l'encaisse du Bank. Department au solde de ses dépôts %
	Monnaies et lingots d'or (Issue Department)	Monnaies (Banking Department)	Valeurs garanties par l'Etat	Escomptes et avances	Autres valeurs	Total			Organismes publics		Banques	Autres dépôts	Total	
									compte ordinaire	compte spécial du Trésor (2)				
1951 Moyenne annuelle.	0,36	0,84	341,4	14,8	26,8	383,0	1.342,4	1.382,7	16,0	4,2	297,6	88,5	406,3	10,2
1952 Moyenne annuelle.	0,36	1,55	314,8	15,5	22,3	352,6	1.435,2	1.475,6	13,1	12,5	277,2	73,9	376,7	11,2
1952 10 septembre ....	0,36	1,57	324,2	5,8	16,0	346,0	1.452,0	1.500,0	15,1	30,5	266,0	65,9	377,5	13,2
8 octobre .....	0,36	1,61	317,2	8,4	13,7	339,3	1.446,5	1.500,0	13,3	24,2	275,2	64,3	377,0	14,7
5 novembre .....	0,36	1,59	307,0	7,5	30,4	344,9	1.449,5	1.500,0	12,9	26,6	272,4	67,6	379,5	13,8
10 décembre .....	0,36	1,49	332,4	8,6	13,6	354,6	1.512,7	1.500,0	14,8	16,0	273,8	71,2	375,8	10,4
1953 7 janvier .....	0,36	1,41	358,7	6,1	14,5	379,3	1.502,0	1.525,0	13,2	24,3	275,2	73,2	385,9	6,4
4 février .....	0,36	1,41	309,1	10,2	31,4	350,7	1.451,6	1.500,0	11,3	32,2	272,0	66,9	382,4	13,1
4 mars .....	0,36	1,72	356,8	4,3	15,2	376,3	1.474,7	1.500,0	22,7	23,3	269,2	70,0	385,2	7,1
8 avril .....	0,36	1,79	359,0	18,4	10,8	388,2	1.517,3	1.550,0	11,3	39,5	280,3	74,1	405,2	8,6
6 mai .....	0,36	1,82	321,5	13,2	35,7	370,4	1.516,5	1.550,0	14,4	39,5	269,0	65,3	388,2	9,2
10 juin .....	0,36	1,89	335,6	8,9	14,1	358,6	1.542,6	1.600,0	16,8	44,5	267,4	71,6	400,3	14,9
8 juillet .....	0,36	2,44	327,4	16,0	12,6	356,0	1.556,6	1.600,0	18,2	32,6	266,6	66,7	384,1	12,0
5 août .....	0,36	2,45	342,3	9,6	25,3	377,2	1.595,5	1.625,0	19,8	38,4	262,1	67,8	388,1	7,6
9 septembre .....	0,36	2,49	337,7	8,0	13,5	359,2	1.540,4	1.575,0	14,7	19,9	275,8	67,8	378,2	9,9
7 octobre .....	0,36	2,50	337,8	9,3	14,2	361,3	1.535,5	1.575,0	10,2	17,6	287,3	70,9	386,0	11,0
4 novembre .....	0,36	2,46	326,3	10,9	31,4	368,6	1.539,6	1.575,0	21,0	17,6	281,0	69,5	389,1	9,8

Taux d'escompte { actuel : 3 1/2 % depuis le 17 septembre 1953.  
précédent : 4 % depuis le 12 mars 1952.

(1) Non compris les billets émis en contre-partie de l'or.  
(2) Compte de Coopération européenne.

## Nederlandsche Bank

(millions de florins)

DATES	Encaisse or	Portefeuille-effets sur la Hollande	Créances et valeurs libellées en monnaies étrangères	Moyens de paiement à l'Étranger	Avances nanties en compte courant (y compris les prêts sur titres, marchandises et warrants)	Cert. de Trésor. repris par la Banque à l'État (accord du 26-2-1947)	Créance comptable sur l'État (accord du 26-2-1947)	Créances en florins décaissant d'accords de paiement	Billets en circulation		Comptes courants créditeurs						Avoirs libellés en monnaies étrangères
									Anciennes émissions	Nouvelles émissions	Trésor	Trésor : compte spécial	Avoirs des banques en Hollande	Avoirs décaissant d'accords de paiement	Autres avoirs	Avoirs de non-résidents	
1951 Moyenne annuelle...	1.178	106,6	848	4,1	164	1.507	1.500	267	50	2.786	63	1.550	41	322	163	110	544
1952 Moyenne annuelle...	1.314	3,9	1.443	3,6	58	721	1.350	336	43	2.919	592	1.250	66	84	127	98	47
1952 8 septembre .....	1.222	—	1.847	2,3	36	343	1.300	367	42	2.937	740	1.099	31	48	133	88	30
6 octobre .....	1.235	—	2.088	0,7	37	228	1.300	348	41	2.967	763	1.129	42	72	139	84	31
10 novembre .....	1.241	—	2.210	0,7	37	151	1.300	373	41	2.946	871	1.163	42	59	105	86	30
8 décembre .....	1.569	—	1.949	0,6	40	151	1.300	382	40	2.979	878	1.185	69	58	93	87	31
1953 5 janvier .....	2.061	21,3	1.479	0,4	39	151	1.300	387	39	3.077	881	1.155	35	34	134	88	33
9 février .....	2.187	—	1.512	5,1	36	151	1.300	346	38	2.982	1.051	1.163	33	46	136	87	29
9 mars .....	2.261	—	1.503	0,4	34	151	1.300	329	36	3.019	1.012	1.174	36	38	129	87	32
7 avril .....	2.291	1,7	1.591	0,5	144	151	1.300	365	35	3.077	1.293	1.174	23	48	107	69	31
4 mai .....	2.290	—	1.574	1,2	33	—	1.300	340	34	3.080	931	1.177	33	61	117	44	73
8 juin .....	2.290	—	1.690	1,7	35	300	1.000	334	33	3.038	1.069	1.196	71	100	72	42	39
6 juillet .....	2.329	—	1.758	1,9	37	217	1.000	324	32	3.091	883	1.203	181	88	115	39	46
10 août .....	2.529	—	1.606	2,1	31	217	1.000	285	32	3.073	823	1.199	252	83	126	39	58
7 septembre .....	2.620	—	1.532	1,3	35	217	1.000	280	32	3.120	973	1.195	105	58	128	33	54
4 octobre .....	2.737	—	1.471	1,0	36	217	1.000	273	31	3.161	759	1.195	263	65	173	32	71
9 novembre .....	2.775	—	1.555	0,9	33	217	1.000	221	31	3.140	524	1.201	520	87	196	27	92

Taux d'escompte ( actuel : 2 1/2 % depuis le 7 avril 1953.  
précédent : 3 % depuis le 1<sup>er</sup> août 1952.

## Banque Nationale Suisse

(millions de francs suisses)

DATES	Encaisse or	Disponibilités à l'étranger pouvant servir de couverture	Portefeuille-effets sur la Suisse	Avances sur nantissement	Correspondants en Suisse	Billets en circulation	Autres engagements à vue	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue %
1951 Moyenne annuelle.....	6.003	225,4	154,9	30,9	13,8	4.432	1.858	99,03
1952 Moyenne annuelle.....	5.848	337,1	206,2	30,0	13,0	4.605	1.892	98,23
1952 6 septembre .....	5.796	379,0	202,1	29,2	8,6	4.613	1.663	98,40
7 octobre .....	5.801	427,3	201,3	32,2	9,8	4.683	1.654	98,29
7 novembre .....	5.803	436,2	198,3	26,7	9,5	4.739	1.597	98,47
6 décembre .....	5.811	496,3	197,6	34,9	6,9	4.813	1.601	98,33
1953 7 janvier .....	5.875	494,7	234,7	41,6	10,3	4.938	1.582	97,69
7 février .....	5.906	458,8	198,6	18,2	4,4	4.684	1.765	98,68
7 mars .....	5.905	461,3	199,0	18,9	7,0	4.703	1.751	98,64
7 avril .....	5.911	471,0	195,7	24,5	16,5	4.745	1.741	98,39
7 mai .....	5.952	528,1	190,1	29,1	11,9	4.716	1.858	98,58
6 juin .....	5.969	517,4	190,5	26,8	8,5	4.707	1.861	98,77
7 juillet .....	6.007	530,0	191,4	26,0	12,4	4.748	1.878	98,66
7 août .....	6.048	539,0	190,1	24,9	10,0	4.762	1.886	99,08
7 septembre.....	6.057	538,9	186,7	22,2	7,7	4.811	1.838	99,21
7 octobre .....	6.073	527,2	184,4	22,6	9,8	4.865	1.802	99,00
7 novembre .....	6.092	517,2	185,1	21,7	7,9	4.877	1.804	98,93

Taux d'escompte ( actuel : 1 1/2 % depuis le 26 novembre 1936.  
précédent : 2 % depuis le 9 septembre 1936.

**Federal Reserve Banks**  
(millions de \$)

DATES	Réserves de certificats-or			Autres réserves	Fonds publics nationaux	Billets (Federal Reserve Notes)	Dépôts (Banques associées, Trésor, etc.)	Rapport des réserves aux engagements à vue %
	Certificats-or	Fonds de rachat Billets (F.R.N.)	Total					
1951 Moyenne annuelle	20.147	642	20.789	322	22.738	23.672	20.816	46,7
1952 Moyenne annuelle	21.345	707	22.052	344	23.078	24.915	21.586	47,4
1952 10 septembre ..	21.445	698	22.143	324	23.229	25.179	21.634	47,3
8 octobre .....	21.439	703	22.142	329	23.663	25.332	21.806	47,0
5 novembre .....	21.433	706	22.139	310	23.520	25.500	22.016	46,6
10 décembre ...	21.376	767	22.143	277	24.239	26.113	22.549	45,5
1953 7 janvier .....	21.125	811	21.936	359	24.391	26.032	22.437	45,3
4 février .....	20.980	758	21.738	408	23.989	25.593	22.144	45,5
4 mars .....	20.724	752	21.476	400	23.852	25.636	21.330	45,7
8 avril .....	20.614	747	21.361	351	23.806	25.560	20.869	46,0
6 mai .....	20.693	747	21.380	335	23.860	25.609	20.916	46,0
10 juin .....	20.576	779	21.355	307	24.637	25.705	20.935	45,8
8 juillet .....	20.472	788	21.258	307	24.964	25.964	20.784	45,5
5 août .....	20.243	792	21.035	337	24.964	25.883	20.963	44,9
9 septembre .....	20.140	850	20.990	308	25.126	26.174	20.610	44,9
7 octobre .....	20.081	859	20.940	329	25.348	26.099	20.681	44,8
4 novembre ...	20.043	854	20.897	330	25.447	26.150	21.271	44,1

Taux d'escompte { actuel : 2 % depuis le 16 janvier 1953.  
précédent : 1,75 % depuis le 21 août 1950.

**Sveriges Riksbank**  
(millions de Kr.)

ÉPOQUES (moyenne annuelle ou fin de mois)	Encaisse or (1)	Surplus de valeur d'or	Fonds d'Etat et obligations suédois	Effets payables en Suède, prêts et avances en comptes courants	Fonds d'Etat étrangers, effets payables à l'étran- ger et exigible des banques et banquiers étrangers	Tous autres actifs (2)	Billets en circulation	Comptes courants				Tous autres passifs (3)	Droit d'émission total (4)	Rapport en % (5)	
								des institutions d'Etat	de banques commerciales	autres déposants	Ensemble			de l'encaisse métallique aux billets en circul.	de l'encaisse métallique au droit d'émission
1951 .....	276	372	3.419	226	1.001	200	3.568	612	432	57	1.102	865	3.825	17,90	17,29
1952 .....	443	596	2.657	281	1.326	201	4.106	637	223	23	883	619	4.600	25,30	22,58
1952 Août .....	445	599	2.562	302	1.313	150	4.121	284	417	15	716	632	4.800	25,34	21,75
Septembre .....	444	599	2.477	306	1.279	185	4.158	500	78	18	596	633	4.800	25,09	21,73
Octobre .....	418	563	2.552	309	1.280	189	4.292	237	206	19	511	647	4.800	22,85	20,44
Novembre .....	407	549	2.549	310	1.288	202	4.291	350	128	23	501	654	4.800	22,27	19,91
Décembre .....	406	548	3.240	321	1.350	209	4.577	449	558	22	1.029	609	4.800	20,85	19,88
1953 Janvier .....	429	578	2.666	301	1.313	152	4.350	625	163	29	717	514	4.800	23,15	20,98
Février .....	428	577	2.665	294	1.319	140	4.365	371	260	26	657	542	4.800	23,04	20,95
Mars .....	428	577	2.404	322	1.240	158	4.311	343	29	24	396	563	4.800	23,30	20,93
Avril .....	427	576	2.605	295	1.151	153	4.365	300	39	30	369	615	4.800	22,91	20,83
Mai .....	427	575	2.334	362	1.188	143	4.223	132	173	29	334	614	4.800	23,74	20,88
Juin .....	426	575	2.427	368	1.249	169	4.327	275	122	12	408	620	4.800	23,13	20,86
Juillet .....	448	604	2.376	355	1.279	157	4.267	208	247	11	465	630	4.800	24,66	21,92
Août .....	450	607	2.376	365	1.326	147	4.321	228	218	15	461	630	4.800	24,46	22,02
Septembre .....	455	612	2.389	353	1.361	150	4.365	406	39	12	457	639	4.800	24,44	22,23
Octobre .....	483	650	2.352	325	1.373	130	4.503	192	109	3	304	649	4.800	25,16	23,60

Taux d'escompte { actuel : 3 % depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1950.  
précédent : 2 1/2 % depuis le 9 février 1945.

(1) La couverture métallique est constituée par la totalité de l'or déposé en Suède et à l'étranger.  
(2) A partir d'octobre 1951, non compris les nouveaux comptes : « Participation de la Suède au Fonds Monétaire International » : 517 millions de Kr. et « Actions de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, souscrites par la Suède, partie libérée » : 103 millions de Kr.

(3) A partir d'octobre 1951, non compris les nouveaux comptes : « Fonds Monétaire International » et « Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement ».

(4) Le droit d'émission est fixé à 4.100 millions de Kr. par la loi du 8 juin 1951, à 4.400 millions de Kr. par la loi du 14 décembre 1951 et à 4.800 millions de Kr. par la loi du 6 juin 1952.

(5) Pour le calcul des rapports, l'encaisse est évaluée au prix courant de l'or.

**Taux d'escompte des principales banques d'émission (au 31 octobre 1953)**

	Depuis le	%		Depuis le	%
Allemagne .....	11 juin 1953	3,50	Grèce .....	12 juillet 1948	12,—
Autriche .....	24 septembre 1953	4,—	Irlande .....	25 mars 1952	3,50
Belgique .....	29 octobre 1953	2,75 (1)	Italie .....	5 avril 1950	4,—
Congo belge et Ruanda-Urundi .....	6 avril 1953	3,50 (2)	Norvège .....	9 janvier 1946	2,50
Danemark .....	23 septembre 1953	4,50	Pays-Bas .....	7 avril 1953	2,50
Espagne .....	22 mars 1949	4,—	Portugal .....	12 janvier 1944	2,50
Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York) .....	16 janvier 1953	2,—	Suède .....	1 <sup>er</sup> décembre 1950	3,— (3)
Finlande .....	16 décembre 1951	5,75	Suisse .....	26 novembre 1936	1,50
France .....	17 septembre 1953	3,50	Turquie .....	26 février 1951	3,—
Grande-Bretagne .....	17 septembre 1953	3,50	Yougoslavie .....	20 août 1948	1,— à 3,—

(1) Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Autres taux, voir tableau 2.

(2) Taux de traites acceptées en banque.

(3) Depuis le 20 novembre 1953, ce taux a été ramené à 2,75 %.

**III — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE**

Situations en milliers de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

87

	31 juillet 1953			31 août 1953			30 septembre 1953				31 juillet 1953			31 août 1953			30 septembre 1953		
	ACTIF										PASSIF								
		%		%		%		%			%		%		%		%		%
<b>I. Or en lingots et monnayé.....</b>	598.339	47,9	575.696	44,6	605.869	46,3				<b>I. Capital :</b>									
<b>II. Encaisse.</b>										<b>Capital autorisé et émis 200.000 actions de 2.500 francs or chacune.....</b>	500.000			500.000			500.000		
A la Banque et en compte courant dans d'autres banques.....	53.733	4,3	75.439	5,9	62.889	4,8				Actions libérées de 25 %.....	125.000	10,0	125.000	9,7	125.000	9,6			
<b>III. Fonds à vue placés à intérêts..</b>	4.015	0,3	3.332	0,3	2.585	0,2				<b>II. Réserves :</b>									
<b>IV. Portefeuille réescomptable :</b>										1. Fonds de Réserve légale ...	7.123		7.123		7.123		7.123		
1. Effets de commerce et acceptations de Banque.....	20.332	1,6	24.660	1,9	20.873	1,6				2. Fonds de Réserve générale...	13.342		13.342		13.342		13.342		
2. Bons du Trésor.....	192.047	15,4	263.472	20,4	294.886	22,5					20.465	1,6	20.465	1,6	20.465	1,6			
	212.379		288.132		315.759					<b>III. Dépôts à court terme et à vue (or) :</b>									
<b>V. Effets divers remobilisables sur demande.....</b>	51.608	4,1	49.387	3,8	48.159	3,7				1. Banques Centrales pour leur compte :									
<b>VI. Fonds à terme et avances :</b>										a) De 3 à 6 mois.....	—		6.890	0,5	6.891	0,5			
1. A 3 mois au maximum.....	116.072	9,3	23.706	1,8	18.387	1,4				b) A 3 mois au maximum...	27.576	2,2	27.582	2,1	27.587	2,1			
2. De 3 à 6 mois.....	—	—	—	—	—	—				c) A vue.....	386.710	31,0	393.353	30,6	407.885	31,2			
3. De 6 à 9 mois.....	—	—	—	—	—	—				2. Autres déposants :									
4. De 9 à 12 mois.....	—	—	—	—	—	—				A vue.....	5.187	0,4	5.187	0,4	6.910	0,5			
5. A plus d'un an.....	—	—	—	—	—	—					419.473		433.012		449.273				
	116.072		23.706		18.387					<b>IV. Dépôts à court terme et à vue (diverses monnaies) :</b>									
<b>VII. Effets et placements divers :</b>										1. Banques Centrales pour leur compte :									
1. Bons du Trésor :										a) De 9 à 12 mois.....	—		—		—		—		
a) A 3 mois au maximum...	36.339	2,9	50.499	3,9	43.194	3,3				b) De 6 à 9 mois.....	—		19.239	1,5	—		—		
b) De 3 à 6 mois.....	3.540	0,3	3.545	0,3	17.610	1,3				c) De 3 à 6 mois.....	13.279	1,1	5.224	0,4	48.625	3,7			
c) De 6 à 9 mois.....	—	—	14.035	1,1	—	—				d) A 3 mois au maximum...	368.923	29,5	400.396	31,0	418.398	32,0			
d) De 9 à 12 mois.....	—	—	33.305	2,6	33.384	2,6				e) A vue.....	119.507	9,6	115.256	8,9	64.384	4,9			
e) A plus d'un an.....	—	—	—	—	—	—				2. Banques Centrales pour le compte d'autres déposants :									
2. Autres effets et placements divers :										a) A 3 mois au maximum...	—		—		—		—		
a) A 3 mois au maximum...	84.377	6,7	86.527	6,7	62.986	4,8				b) A vue.....	242	0,0	242	0,0	242	0,0			
b) De 3 à 6 mois.....	4.550	0,4	4.449	0,3	2.874	0,2				3. Autres déposants :									
c) De 6 à 9 mois.....	5.162	0,4	3.286	0,3	9.333	0,7				a) A plus d'un an.....	—		—		—		—		
d) De 9 à 12 mois.....	2.130	0,2	2.135	0,2	9.748	0,8				b) De 9 à 12 mois.....	5.718	0,5	—		—		—		
e) A plus d'un an.....	6.964	0,6	6.976	0,5	6.994	0,5				c) De 6 à 9 mois.....	3.580	0,3	9.290	0,7	9.295	0,7			
	143.062		204.757		186.123					d) De 3 à 6 mois.....	5.715	0,5	5.721	0,5	3.724	0,4			
<b>VIII. Actifs divers.....</b>	1.492	0,1	1.399	0,1	1.302	0,1				e) A 3 mois au maximum...	20.988	1,7	3.668	0,3	18.584	1,4			
<b>IX. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placements en Allemagne (voir ci-dessous)....</b>	68.291	5,5	68.291	5,3	68.291	5,2				f) A vue.....	17.835	1,4	23.927	1,9	18.050	1,4			
<b>Total actif...</b>	1.248.991	100,0	1.290.129	100,0	1.309.364	100,0				<b>V. Divers.....</b>	555.837		582.963		583.302				
											11.742	0,9	12.215	1,0	14.850	1,1			
										<b>VI. Compte de profits et pertes :</b>									
										Report à nouveau.....	2.925	0,2	2.925	0,2	2.925	0,2			
										<b>VII. Provision pour charges éventuelles.....</b>	113.549	9,1	113.549	8,8	113.549	8,7			
										<b>Total passif...</b>	1.248.991	100,0	1.290.129	100,0	1.309.364	100,0			

**Exécution des accords de La Haye de 1930 :**

	31 juillet 1953			31 août 1953			30 septembre 1953				31 juillet 1953			31 août 1953			30 septembre 1953		
<b>Fonds placés en Allemagne :</b>										<b>Dépôts à long terme :</b>									
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et de l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des Postes (échus).....	221.019		221.019		221.019					1. Dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités (voir Note 2)....	152.606		152.606		152.606				
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76.181		76.181		76.181					2. Dépôt du Gouvernement allemand.....	76.303		76.303		76.303				
<b>Total...</b>	297.200		297.200		297.200						228.909		228.909		228.909				
										<b>Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir poste IX ci-dessus).....</b>	68.291		68.291		68.291				
										<b>Total...</b>	297.200		297.200		297.200				

*Note 1 :* L'or sous dossier et les valeurs détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants, les fonds détenus en qualité d'agent de l'O.E.C.E. (Union Européenne de Paiements) et les fonds détenus pour le service des emprunts internationaux, dont la Banque est le mandataire-trustée ou l'agent financier, ne sont pas inclus dans la présente situation.

*Note 2 :* Sur le total des dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités équivalant à francs or 152.606.250,—, la Banque a reçu, de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le

IV — UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS

Tableau résumant la situation financière au début des opérations et à la fin de chaque période comptable en milliers d'unités de compte — chaque unité équivalant à 0,88867088 gramme d'or fin

88.1

	Au début des opérations 1 <sup>er</sup> juillet 1950	A l'issue des opérations pour chaque période comptable								
		Décembre 1950	Juin 1951	Décembre 1951	Juin (3) 1952	Décembre 1952	Mars 1953	Juin 1953	Août 1953	Septembre 1953
<b>ACTIF.</b>										
<b>I. Disponibilités.</b>										
a) Montant de l'engagement du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (dollars) .....	350.000	307.353	286.059	111.916	123.311	123.311	123.311	123.538	123.538	123.538
b) Or en lingots .....	—	—	—	100.291	149.547	152.984	152.984	152.984	152.984	152.984
c) Solde du compte courant (dollars) .....	—	47.852	65.908	4.575	78.379	96.746	56.776	17.098	46.400	41.246
d) Bons du Trésor des Etats-Unis d'Amérique au prix d'achat .....	—	48.936	—	—	—	—	59.770	142.547	118.446	131.862
	350.000	404.141	351.967	216.782	351.237	373.041	392.841	436.167	441.368	449.630
<b>II. Soldes initiaux débiteurs attribués pour l'exercice financier prenant fin le 30 juin 1951 et non encore utilisés.</b>										
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise .....	44.050	22.243	—	—	—	—	—	—	—	—
Suède .....	21.200	21.200	21.200	—	—	—	—	—	—	—
Royaume-Uni .....	150.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	215.250	43.443	21.200	—	—	—	—	—	—	—
<b>III. Crédit spécial ouvert à l'Allemagne en vertu de l'article 13 de l'accord en date du 19 septembre 1950 (1) .....</b>										
	—	24.455	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>V. Versement d'or dû par le Danemark et différé en vertu de la Décision du Conseil c (52) 193 en date du 30 juin 1952 .....</b>										
	—	—	—	—	1.878	2.559	—	—	—	—
<b>V. Crédit spécial ouvert à la Turquie en vertu de l'article 13 (a) de l'accord en date du 19 septembre 1950 .....</b>										
	—	—	—	—	—	3.357	—	—	—	—
<b>VI. Prêts consentis à des Parties contractantes en vertu de l'article 11 de l'accord en date du 19 septembre 1950.</b>										
Danemark .....	—	38.413	61.094	38.523	27.012	29.736	37.134	40.464	48.664	49.337
Allemagne .....	—	192.000	182.552	—	—	—	—	—	—	—
France .....	—	—	—	167.978	270.637	312.000	312.000	312.000	312.000	312.000
Islande .....	—	—	—	—	1.769	1.566	2.550	1.842	2.287	2.654
Italie .....	—	30.861	—	—	—	—	—	11.980	20.774	36.762
Pays-Bas .....	—	75.466	175.599	23.070	—	—	—	—	—	—
Norvège .....	—	—	20.009	9.689	—	16.506	30.750	49.694	60.116	61.739
Royaume-Uni .....	—	—	—	539.236	636.000	589.601	563.771	530.273	550.613	544.626
Suède .....	—	—	44.304	—	—	—	—	—	—	—
Turquie .....	—	—	28.184	30.000	30.000	30.000	30.000	30.000	30.000	30.000
	—	336.740	611.742	808.476	965.418	979.409	976.205	976.253	1.024.454	1.037.018
<b>VII. Prêts consentis aux Parties contractantes au titre des soldes initiaux créditeurs attribués à titre de prêt (2).</b>										
Norvège .....	—	1.077	10.000	10.000	10.000	10.000	10.000	10.000	10.000	10.000
Turquie .....	—	—	25.000	25.000	25.000	25.000	25.000	25.000	25.000	25.000
	—	1.077	35.000	35.000	35.000	35.000	35.000	35.000	35.000	35.000
<b>III. Divers .....</b>										
	—	167	408	—	—	—	—	—	—	—
	565.250	810.023	920.317	1.060.258	1.353.533	1.393.366	1.404.046	1.447.420	1.500.822	1.521.648
<b>PASSIF.</b>										
<b>I. Fonds de roulement .....</b>										
	286.250	286.250	271.575	271.575	271.575	271.575	271.575	271.575	271.575	271.575
<b>II. Soldes initiaux créditeurs attribués à titre de dons pour l'exercice financier prenant fin le 30 juin 1951 et non encore utilisés.</b>										
Autriche .....	80.000	42.561	—	—	—	—	—	—	—	—
Grèce .....	115.000	44.218	—	—	—	—	—	—	—	—
Islande .....	4.000	691	—	—	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas .....	30.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège .....	50.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	279.000	87.470	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>III. Crédits reçus de Parties contractantes en vertu de l'article 11 de l'accord en date du 19 septembre 1950.</b>										
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise .....	—	—	147.391	201.313	201.313	201.313	201.313	201.313	201.313	201.313
Allemagne .....	—	—	—	43.298	205.540	238.955	270.594	300.000	300.000	300.000
Autriche .....	—	—	—	—	—	16.125	10.029	19.339	37.686	42.000
France .....	—	158.180	149.633	—	—	—	—	—	—	—
Islande .....	—	—	—	20	—	—	—	—	—	—
Italie .....	—	—	12.087	123.000	123.000	94.211	46.556	—	—	—
Norvège .....	—	—	—	—	550	—	—	—	—	—
Pays-Bas .....	—	—	—	—	153.081	183.659	213.000	213.000	213.000	213.000
Portugal .....	—	25.401	36.541	42.000	42.000	38.827	38.937	38.459	35.381	34.044
Suède .....	—	—	—	111.679	141.693	133.178	126.156	121.325	126.211	126.691
Suisse .....	—	—	11.122	95.962	110.295	117.790	136.665	150.000	150.000	150.000
Turquie .....	—	5.250	—	—	—	—	—	—	—	—
Royaume-Uni .....	—	247.472	291.968	—	—	—	—	—	—	—
	—	436.303	648.742	617.272	977.472	1.023.058	1.043.250	1.043.436	1.063.591	1.067.048
<b>IV. Crédits reçus de Parties contractantes en vertu de l'article 13 (b) de l'accord en date du 19 septembre 1950.</b>										
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise .....	—	—	—	139.994	42.599	47.091	35.834	34.676	25.152	20.406
Allemagne .....	—	—	—	—	—	—	—	38.649	66.932	80.338
Autriche .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2.030
Italie .....	—	—	—	16.332	1.906	—	—	—	—	—
Pays-Bas .....	—	—	—	—	—	—	1.436	11.524	9.986	11.307
Portugal .....	—	—	—	14.861	8.997	—	—	—	—	—
Suisse .....	—	—	—	—	—	—	—	4.123	19.922	25.077
	—	—	—	171.187	63.502	47.091	37.270	88.972	121.992	139.158
<b>V. Crédit spécial accordé par l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en vertu de l'article 13 (b) de l'accord en date du 19 septembre 1950 .....</b>										
	—	—	—	—	50.000	50.000	50.000	40.000	40.000	40.000
<b>VI. Divers .....</b>										
	—	—	—	224	984	1.642	1.951	3.437	3.664	3.867
	565.250	810.023	920.317	1.060.258	1.353.533	1.393.366	1.404.046	1.447.420	1.500.822	1.521.648

N. B. — Les intérêts des prêts accordés ou reçus ne figurent pas dans la situation ci-dessus. — (1) Aux termes de décisions prises par le Conseil de l'O.E.C.E., le 13 décembre 1950, un crédit spécial d'un montant maximum de 120 millions d'unités de compte a été ouvert à l'Allemagne pour les périodes comptables comprises entre le 1<sup>er</sup> novembre 1950 et le 30 septembre 1951. Pour les périodes comptables comprises entre le 1<sup>er</sup> mai et le 30 septembre 1951, le plafond de 120 millions est réduit mensuellement de 20 millions d'unités de compte. — (2) Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a attribué à la Norvège un solde initial créditeur de 10 millions d'unités de compte et à la Turquie, un solde initial créditeur de 10 millions d'unités de compte à titre de prêts consentis par l'Union, en vertu de l'article 10 de l'accord en date du 19 septembre 1950. — (3) Après exécution des ajustements effectués conformément aux décisions du Conseil de l'O.E.C.E. en date du 30 juin 1952.

REGLEMENT DE LA POSITION DES PAYS MEMBRES A L'EGARD DE L'UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS (\*)

88.2

1<sup>er</sup> juillet 1950 au 30 septembre 1953 (1)

(millions d'unités de compte)

PAYS MEMBRE ET ZONE MONÉTAIRE ASSOCIÉE	POSITION BRUTE		POSITION CUMULATIVE NETTE Excédent (+) ou déficit (-)	Utilisation nette des ressources existantes par (-) ou sur (+) les autres membres	RESSOURCES SPÉCIALES et SOLDES INITIAUX crédeurs (+) ou débiteurs (-) Montant utilisé	AJUSTEMENTS au titre des intérêts payés (-) ou versés (+) et arrangements spéciaux au 1 <sup>er</sup> juillet 1952 (2)	QUOTA DISPONIBLE	UTILISATION DES QUOTAS		
	MONTANT UTILISÉ (h + i = g)							TOTAL Déficit (-) ou excédent (+) comptable cumulatif g = (b+c+d+e)	DONT (3)	
									Prêt reçu (-) ou accordé (+) par le pays membre h	Or versé (-) ou reçu (+) par le pays membre i
	a		b	c	d	e	f			
Allemagne .....	+ 1.722,2	- 1.075,7	+ 646,5	+ 11,9	-	+ 2,2	500	+ 660,7	+ 380,3	+ 280,3
Autriche .....	+ 204,9	- 256,0	- 51,1	-	+ 125,0	+ 0,1	70	+ 74,1	+ 44,0	+ 30,0
Belgique-Luxembourg .....	+ 1.324,7	- 640,5	+ 684,2	+ 15,8	- 29,4	- 322,9				
						+ 10,0	360 (4)	+ 371,4	+ 221,7	+ 149,7
						+ 13,6				
Danemark .....	+ 458,9	- 511,0	- 52,1	- 5,0	-	+ 2,2	195	- 59,3	- 49,3	- 10,0
France .....	+ 750,8	- 1.624,5	- 873,7	+ 12,9	+ 89,0	- 8,5	520	- 780,3	- 312,0	- 468,3
Grèce .....	+ 50,7	- 309,1	- 258,4	+ 1,1	+ 253,7	+ 0,0	45 (4)	- 3,5	-	- 3,5
Islande .....	+ 4,1	- 22,1	- 18,0	-	+ 15,2	+ 0,0	15	- 2,9	- 2,7	- 0,3
Italie .....	+ 608,3	- 695,4	- 87,1	+ 42,5	-	+ 3,8	205	- 40,8	- 36,8	- 4,1
Norvège .....	+ 387,6	- 523,5	- 135,8	+ 0,4	+ 60,0	+ 1,3	200	- 76,8	- 61,7	- 15,0
Pays-Bas .....	+ 1.176,1	- 830,6	+ 345,5	-	+ 30,0	+ 2,1	355	+ 377,6	+ 224,3	+ 153,3
Portugal .....	+ 201,1	- 146,4	+ 54,7	-	-	+ 3,0	70	+ 54,1	+ 34,0	+ 20,0
Royaume-Uni .....	+ 2.168,6	- 2.697,9	- 529,3	- 93,1	- 150,0	+ 2,4	1.060	+ 792,3	- 544,5	- 247,7
Suède .....	+ 724,0	- 532,5	+ 191,5	+ 15,4	- 9,6	+ 4,0	260	+ 201,4	+ 126,7	+ 74,7
Suisse .....	+ 656,1	- 360,6	+ 295,6	-	-	+ 4,6	250	+ 300,2	+ 175,1	+ 125,1
Turquie .....	+ 232,1	- 444,7	- 212,5	- 1,9	+ 93,9	- 3,0	50	- 123,5	- 30,0	- 93,5
Total...	+ 10.670,3	- 2.218,1	+ 2.218,1	+ 100,0	+ 666,8 - 189,0	+ 42,9 - 360,8		+ 2.039,4 - 1.879,5	+ 1.206,2 - 1.037,0	+ 833,2 - 842,5

(1) La Suisse est comprise à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1950.

(2) Intérêts reçus (+) ou versés (-) par le pays au titre des crédits qu'il a accordés à l'Union ou reçus de celle-ci, et ajustements des positions de la Belgique et du Portugal (- 322,9 et - 3,0 respectivement) effectués au 1<sup>er</sup> juillet 1952, conformément aux Décisions du Conseil du 30 juin 1952. Le premier versement, au 30 juin 1953 (+ 10,0), en remboursement du crédit spécial accordé par la Belgique, est indiqué séparément.

(3) Y compris les règlements hors quota ci-après :

Déficits intégralement réglés en or ou en dollars, en vertu de l'article 13 (a) :

	Millions d'unités de compte
France .....	260,3
Grèce .....	3,5
Turquie .....	73,5

Excédents réglés conformément aux Décisions du Conseil du 30 juin 1952, en vertu de l'article 13 (b) :

Autriche .....	4,1
Belgique-Luxembourg .....	40,8
Allemagne .....	160,7
Pays-Bas .....	22,6
Suisse .....	50,2

(4) Le quota de la Grèce en tant que débiteur est bloqué à zéro; le quota effectif de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, en tant que créditrice, est de 331 millions d'unités de compte.

(\*) Pour l'explication des en-têtes des colonnes, voir la notice publiée dans le *Bulletin* de novembre 1951, p. 221.

V — STOCK MONÉTAIRE EN FRANCS BELGES (1)  
(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	A LA DISPOSITION DE L'ÉCONOMIE BELGE									
	MONNAIE FIDUCIAIRE			MONNAIE SCRIPTURALE				Total du stock monétaire à la disposition de l'écono- mie belge	P. o. de la monnaie fiduciaire dans le stock monétaire	Avoirs de l'étranger en comptes à vue en francs belges
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire (*)	Comptes courants de la Banque Nationale de Belgique (*)	Avoirs en comptes chèques postaux (*)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établisse- ments paraséparatitiques (*)	Stock de monnaie scripturale			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)	(8) = (3) + (7)	(9) = (3) (8)	(10)
1951 Septembre .....	5.516	91.648	96.006	554	19.062	46.998	66.614	162.620	59,0	15.233
1952 Juillet .....	5.703	97.175	101.449	484	20.306	48.402	69.192	170.641	59,5	(2)7.347
Août .....	5.687	96.588	100.732	496	21.171	48.537	70.204	170.988	58,9	7.477
Septembre .....	5.597	95.990	100.233	468	20.820	49.372	70.660	170.943	58,7	7.384
Octobre .....	5.578	96.704	101.071	451	20.496	51.254	72.201	173.272	58,3	7.522
Novembre .....	5.546	96.262	100.450	510	20.501	50.376	71.387	171.837	58,5	6.899
Décembre .....	5.506	97.784	102.001	681	19.781	50.659	71.121	173.122	58,9	7.971
1953 Janvier .....	5.524	97.466	101.645	476	20.026	49.804	70.306	171.951	59,1	6.918
Février .....	5.504	97.939	102.095	691	20.351	48.835	69.877	171.972	59,4	7.456
Mars .....	5.472	97.287	101.440	534	20.107	49.760	70.401	171.841	59,0	7.509
Avril .....	5.489	97.908	102.110	519	19.546	49.118	69.183	171.293	59,6	7.677
Mai .....	5.490	97.802	101.930	570	20.154	49.469	70.193	172.123	59,2	7.464
Juin .....	5.498	98.393	102.582	591	21.127	49.918	71.636	174.218	58,9	6.790
Juillet .....	5.564	100.846	105.064	523	20.605	48.982	70.110	175.174	60,0	7.510
Août .....	5.601	100.504	104.803	480	20.500	49.146	70.126	174.929	59,9	7.620
Septembre .....	5.631	100.072	104.445	509	21.421	50.387	72.317	176.762	59,1	7.848

(\*) Déduction faite des encaisses du système bancaire.

(1) Cfr. *Bulletin d'Information et de Documentation* de décembre 1949, vol. II, n° 6: « La détermination du stock monétaire dans l'économie belge », pp. 333 et suivantes.

(2) Le transfert des fonctions de banque d'émission de la Banque du Congo Belge à la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi a provoqué certains transferts qui affectent la colonne: « Avoirs de l'étranger en comptes à vue en francs belges ».

En effet, parmi ceux-ci figuraient antérieurement les engagements des sièges métropolitains de la Banque du Congo Belge vis-à-vis de ses succursales congolaises de l'ordre de 6,7 milliards au 30 juin 1952.

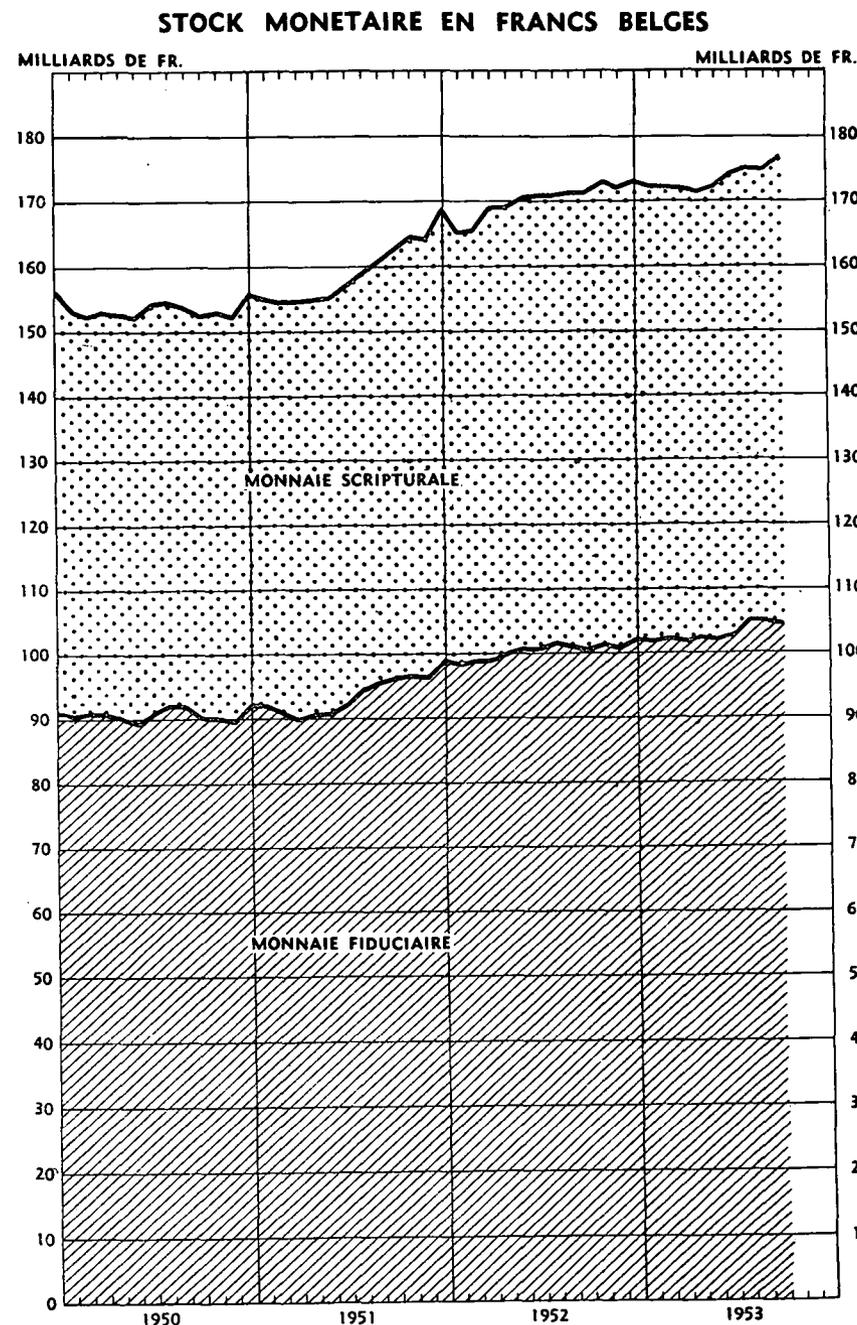
Une partie de ces comptes ont été absorbés lors des opérations de reprise d'actifs et de passifs par la nouvelle Banque Centrale; les sièges africains ont converti le solde en francs congolais. La diminution sensible des avoirs de l'étranger en juillet provient essentiellement de ces mouvements importants plus apparents que réels.

VI — VITESSE DE CIRCULATION DE LA MONNAIE SCRIPTURALE  
EN BELGIQUE

Mois	Comptes chèques postaux (1)	Dépôts à vue dans les banques
1952 Juillet .....	3,79	1,81
Août .....	3,77	1,58
Septembre .....	3,31	1,62
Octobre .....	3,60	1,69
Novembre .....	3,91	1,59
Décembre .....	3,83	1,87
1953 Janvier .....	3,69	1,66
Février .....	3,88	1,60
Mars .....	3,42	1,70
Avril .....	3,96	1,72
Mai .....	4,27	1,64
Juin .....	3,64	1,77
Juillet .....	4,02	1,83
Août .....	3,84	1,61
Septembre .....	3,35	1,59

(1) Voir tableau n° 36.

Note. — Les coefficients de rotation des comptes chèques postaux et des dépôts à vue dans les banques ne sont pas comparables, n'étant pas calculés sur des bases identiques. Les coefficients relatifs aux comptes bancaires sont plus précis.



# TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

## STATISTIQUES COURANTES

	Tabl.		Tabl.
<b>LE MARCHÉ DE L'ARGENT</b>		<b>LES PRIX</b>	
I — Taux d'escompte et de prêts .....	2	a) Indices des prix de gros en Belgique.....	45
II — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Épargne .....	4	b) Indices des prix de gros en Belgique et à l'étranger	45
III — L'argent au jour le jour .....	8	c) Indices des prix de détail en Belgique.....	46
<b>LES MÉTAUX PRÉCIEUX</b>		<b>LA PRODUCTION</b>	
Cours des métaux précieux.....	9	I — Production charbonnière et métallurgique.....	55
<b>LE MARCHÉ DES CHANGES</b>		II — Industrie textile .....	56
I — Cours officiels fixés par la Banque Nationale de Belgique .....	10	III — Productions diverses .....	56
II — Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles.....	10	IV — Énergie électrique .....	58
<b>LE MARCHÉ DES CAPITAUX</b>		V — Gaz .....	59
I — Cours comparés de quelques fonds publics.....	14	<b>LA CONSOMMATION</b>	
II — Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers .....	15	I — Indices des ventes à la consommation .....	65
III — Mouvement des opérations à la Bourse de Bruxelles.....	15	II — Consommation de tabac .....	66
IV — Rendement des titres à revenu fixe .....	16	III — Abattages dans les 12 principaux abattoirs du pays	67
V — Émissions de capitaux en Belgique et au Congo belge .....	17	<b>LES TRANSPORTS</b>	
Tableau rétrospectif		I — Activité de la Société nationale des Chemins de fer belges .....	70
Émissions des sociétés congolaises en mai et juin 1953 :		a) recettes et dépenses d'exploitation	
Détail des émissions		b) wagons fournis à l'industrie	
Groupement par importance du capital		c) trafic :	
Émissions des sociétés belges en juin 1953 :		1° trafic général	
Détail des émissions		2° grosses marchandises :	
Groupement par importance du capital		A) ensemble du trafic	
VI — Emprunts des pouvoirs publics .....	18	B) service interne belge	
VII — Opérations bancaires du Crédit Communal ....	19	II — Activité de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux .....	70
VIII — Inscriptions hypothécaires .....	20	III — Les ports .....	71
<b>LES FINANCES PUBLIQUES</b>		a) Anvers	
I — Situation de la Dette publique .....	25	b) Gand	
II — Situation des avoirs en effets publics de la Banque Nationale de Belgique .....	25	IV — Mouvement général de la navigation intérieure.	72
III — Rendement des impôts .....	26	<b>LE COMMERCE EXTÉRIEUR</b>	
<b>LES REVENUS ET L'ÉPARGNE</b>		Nomenclature des sections d'après la classification type du commerce international (C.T.C.I.)...	75
I — Rendement des sociétés par actions belges et congolaises .....	30	<b>LE CHOMAGE</b>	
Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en juin et juillet 1953		I — Chômage complet et partiel .....	81
Tableau rétrospectif		II — Répartition des chômeurs contrôlés par province	81
II — Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.....	31	III — Répartition des chômeurs inscrits par groupe de professions .....	81
a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne		<b>STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES</b>	
b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite		I — Belgique et Congo belge :	
III — Indice trimestriel des salaires .....	32	Situations globales des banques .....	85
<b>LE MOUVEMENT DES AFFAIRES</b>		Banque Nationale de Belgique :	
I — Chambres de compensation .....	35	Situations hebdomadaires .....	85
a) Mouvement du débit		Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda- Urundi :	
b) Détail du mouvement de la compensation à Bruxelles		Situations mensuelles.....	85
II — Chèques postaux .....	36	II — Banques d'émission étrangères :	
		Situations .....	86
		Banque de France	
		Bank of England	
		Nederlandsche Bank	
		Banque Nationale Suisse	
		Federal Reserve Banks	
		Sveriges Riksbank	
		Taux d'escompte .....	86
		III — Banque des Règlements Internationaux, à Bâle	87
		IV — Union Européenne de Paiements :	
		Résumé de la situation financière.....	88.1
		Règlement de la position des pays membres...	88.2
		V — Stock monétaire en francs belges .....	89
		VI — Vitesse de circulation de la monnaie scripturale en Belgique .....	89